

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUR LES
COOPÉRATIVES DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Faculté d'administration

LA COOPÉRATIVE : UNE ÉCOLE À LA CITOYENNETÉ ?

par

YOSÉLINE LEUNENS

Bachelière ès arts (multidisciplinaire)
mineure études politiques, mineure relations internationales, mineure multidisciplinaire

de l'Université de Sherbrooke

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

pour obtenir

LA MAÎTRISE ÈS SCIENCES (GESTION ET
DÉVELOPPEMENT DES COOPÉRATIVES)

Sherbrooke

AOÛT 2002

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont soutenue et encouragée dans cette démarche d'exploration qui a mené à la réalisation de ce mémoire.

Je remercie la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke qui m'a incitée à entreprendre ce cheminement de recherche en m'octroyant une bourse de recherche pour la réalisation de ce mémoire.

Plus particulièrement, je remercie ma directrice de mémoire, Mme Nicole St-Martin, qui a su me guider tout en me laissant une grande liberté et qui m'a encouragée à approfondir et poursuivre mon questionnement par ses judicieuses remarques et remises en questions. Je désire également remercier tout spécialement mes lecteurs, M. Sami Aoun et M. Yves Boisvert, pour l'intérêt qu'ils ont démontré envers ma recherche et pour avoir accepté de m'accompagner dans cette démarche.

Je veux également exprimer ma gratitude envers les femmes de la boulangerie coopérative ainsi que les membres de la communauté en République Dominicaine qui m'ont accueilli chaleureusement et dont les résultats de cette recherche est le fruit de leur généreuse collaboration. Je profite de l'occasion pour remercier le Carrefour de Solidarité Internationale de Sherbrooke ainsi que le Centro de Planificación y Acción Ecumenica pour avoir parrainé mon stage dans cette communauté.

Par ces quelques lignes, je veux manifester toute ma gratitude envers mes parents qui m'ont soutenue, et parfois poussée, afin que je termine ce mémoire avec satisfaction et fierté. Toute ma reconnaissance envers ma mère, qui a lu ce manuscrit à plusieurs reprises pour la correction et pour me transmettre son appréciation du contenu et envers mon père, à qui ce mémoire est dédié, qui m'a communiqué sa curiosité pour une multitude de sujets dans lesquels cette recherche m'a donnée l'occasion de puiser.

Enfin, je ne peux passer sous silence la contribution de mes amis qui, au gré de nombreuses discussions, ont alimenté ma réflexion : Sébastien, Caroline, Adel, Maarten, Éric.

RÉSUMÉ

La coopérative, par ses valeurs et ses principes fondamentaux, semble être une école naturelle à la citoyenneté. Cette recherche s'attarde à montrer *comment* la coopérative éduque à la citoyenneté.

À partir d'une définition de la citoyenneté qui inclue les dimensions politiques, économiques, sociales et culturelles de l'être humain, nous voyons par quels moyens la coopérative forme des citoyens capables d'exercer leur liberté et de prendre en charge la destinée de leur communauté afin qu'elle devienne à leur image, selon leurs rêves et leurs aspirations.

En analysant le cas d'une boulangerie coopérative gérée par un groupe de femmes dans un petit village de la République Dominicaine, nous découvrons que les activités qui développent la citoyenneté se divisent en trois types : les activités internes de la coopératives, les activités de la coopérative avec la communauté et les activités de la coopérative à l'extérieur de la communauté.

Par ailleurs, l'analyse de ce cas nous fait découvrir une autre dimension de la citoyenneté qui n'avait pas été soupçonnée au départ : la dimension spirituelle.

Enfin, les coopératives détiennent un potentiel pour devenir des écoles à la citoyenneté. Toutefois, pour développer ce potentiel, les coopératives ne doivent pas s'attendre à ce que l'éducation à la citoyenneté se fasse naturellement, sans planification consciente. On devrait plutôt mettre sur pied un programme visant à développer les différentes dimensions de la citoyenneté des membres, à travers leur participation dans la coopérative.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
Partie I: PROBLÉMATIQUE	4
Citoyenneté et postmodernité.....	5
CHAPITRE 1	
QU'EST-CE QUE LA CITOYENNETÉ?	8
1.1 La dimension politique de la citoyenneté.....	8
1.2 La dimension économique de la citoyenneté	16
1.3 La dimension sociale de la citoyenneté.....	20
1.4 La dimension culturelle de la citoyenneté.....	26
1.5 Synthèse	33
CHAPITRE 2	
LA COOPÉRATIVE.....	37
2.1 Définition d'une coopérative.....	37
2.1.1 Les valeurs	38
2.1.2 Les principes	39
2.1.3 Types de coopératives	42
2.2 Coopérative, développement et citoyenneté	43
2.2.1 L'éducation coopérative.....	47
Partie II : ÉTUDE DE CAS	49
CHAPITRE 3	
MÉTHODOLOGIE.....	50
3.1 Épistémologie.....	50
3.2 Type de recherche	52
3.3 Objet de recherche.....	53

3.4 Propositions d'étude.....	54
3.5 Méthode de recherche.....	54
3.6 Unité d'analyse.....	55
3.7 Collecte de données.....	55
3.8 Méthode d'analyse des données.....	62
3.9 Validité et fiabilité du devis de recherche.....	64

CHAPITRE 4

ÉTUDE DE CAS : LA BOULANGERIE COOPÉRATIVE TAINA	66
4.1 Description de la communauté La Sierra.....	66
Situation économique.....	67
Culture.....	68
Les associations.....	69
4.2 L'Association de femmes Victoria.....	71
Historique.....	71
Organisation.....	72
Boulangerie Taina.....	73
Vie démocratique.....	74
La boulangerie Taina : une coopérative?	77
4.3 Présentation des résultats	78
4.3.1 Présentation des personnes interviewées	78
Rôle joué dans l'association.....	78
4.3.2 Résultats des entrevues et des observations.....	82
Autres entrevues et résultats.....	92

CHAPITRE 5

ANALYSE	102
5.1 Proposition d'étude #1	102
5.2 Proposition d'étude #2	111
5.3 Proposition d'étude #3	111
5.4 Proposition d'étude #4	114

CHAPITRE 6

VERS UN NOUVEAU MODÈLE	116
------------------------------	-----

6.1 Qu'est-ce que la spiritualité?	116
--	-----

6.2 Modèle de développement de la citoyenneté	122
---	-----

6.3 Modèle mathématique	126
-------------------------------	-----

CONCLUSION	129
------------------	-----

Coopératives, sociétés et démocratie	131
--	-----

BIBLIOGRAPHIE	134
---------------------	-----

ANNEXES	140
---------------	-----

Annexe 1 : Grille d'observation	141
---------------------------------------	-----

Annexe 2 : Guide d'entrevue semi-dirigée	142
--	-----

Annexe 3 : Spiritualité de Gandhi et leadership politique	144
---	-----

Liste des tableaux et figures

Capsule dimension politique: Le Conseil de coopération.....	14
Capsule dimension économique : Autonomie économique des pêcheurs de Canso.....	19
Capsule dimension sociale: le Prince de Machiavel	24
Tableau 1.1 : Conscience critique	28
Capsule dimension culturelle: La méthode d’alphabétisation de Paulo Freire	31
Tableau 1.1 Synthèse des dimensions de la citoyenneté.....	34
Figure 1.1 : Schémas illustrant l’exercice de la citoyenneté.....	35
Tableau 2.2 Pourquoi les coopératives sont des véhicules appropriés pour le développement durable?.....	44
Figure 5.1 : Schéma illustrant le degré de développement de la citoyenneté d’une activité:.....	103
Figure 5.2 : Schéma illustrant le degré de développement de la citoyenneté engendré par les activités de la coopérative à l’extérieur de la communauté:.....	105
Figure 5.3 : Schéma illustrant le degré de développement de la citoyenneté engendré par les activités de la coopérative dans la communauté.....	106
Figure 5.4 : Schéma illustrant le degré de développement de la citoyenneté engendré par les activités internes de la coopératives.	109
Capsule dimension spirituelle : le socialisme dhammique	120
Tableau 6.2 Nouvelle synthèse des dimensions de la citoyenneté.....	123
Figure 6.2 Grille de mesure de l’exercice de la citoyenneté :.....	124

INTRODUCTION

Le thème de cette recherche est le processus d'éducation à la citoyenneté dans la coopérative.

Bien que plusieurs travaux aient été consacrés au thème de l'éducation à la citoyenneté, notamment dans le cadre de la formation scolaire, et que d'autres études analysent la contribution des coopératives au développement durable, je n'ai rencontré aucune étude qui lie spécifiquement la coopérative à l'éducation à la citoyenneté.

Lors d'un colloque sur l'entrepreneurship collectif tenu à l'Université de Sherbrooke en 1999, M. Claude Béland, alors président du Mouvement Desjardins, a affirmé dans son discours que «la coopérative est une école à la citoyenneté¹». Cette déclaration fut pour moi le point de départ d'une réflexion qui a mené à la réalisation de cette recherche.

À priori, il semble bien naturel de lier la coopérative à la citoyenneté. En effet, un des principaux attraits des coopératives comme outil de développement durable est que la coopérative permet une prise en charge de la communauté par le milieu. La Société coopérative de développement international (SOCODEVI), un organisme de coopération internationale regroupant plusieurs coopératives québécoises, conclut que «la formule coopérative permet aux populations d'acquérir la capacité de prendre en charge leurs ressources naturelles, financières et humaines pour assurer leur propre développement (...) ² ». Bien des organismes de coopération internationale partagent cet avis et accordent une priorité aux coopératives dans leur stratégie d'appui au développement durable pour ces raisons.

¹ Colloque «L'entrepreneurship coopératif : mouvement entrepreneurial?», 5 novembre 1999, Université de Sherbrooke.

² Document de présentation de SOCODEVI (Société de Coopération pour le Développement International), p.8.

En prenant la capacité de prise en charge de la communauté comme principale expression de la citoyenneté, j'ai décidé d'explorer le processus d'éducation à la citoyenneté dans une coopérative. L'objectif est de distinguer comment, concrètement, s'effectue à l'intérieur d'une coopérative le changement d'attitude et de comportement que suppose l'action citoyenne de «prendre en charge sa communauté».

La première partie de cette recherche s'attardera à approfondir la problématique de l'éducation à la citoyenneté et de la coopérative pour y relever les dimensions opérationnelles que nous utiliserons afin d'analyser la relation entre l'éducation à la citoyenneté et la coopérative. Pour ce faire, j'ai utilisé des ouvrages sur l'éducation à la citoyenneté dans les écoles primaires et secondaires et d'autres portant sur la problématique touchant la redéfinition du rôle du citoyen et de la citoyenne en notre période contemporaine. Parallèlement, j'ai aussi voulu puiser les implications pour l'éducation à la citoyenneté à partir du sens donné à la citoyenneté d'après l'histoire des idées politiques et les différentes sortes de gouvernement qui ont existé. Ensuite, un chapitre de cette section définit la coopérative, dans sa structure et ses valeurs, et rappelle les principaux points qui en font, en théorie, un véhicule approprié pour l'éducation à la citoyenneté.

La seconde partie de cette recherche propose d'utiliser une étude de cas, en l'occurrence celle d'une petite boulangerie coopérative en République Dominicaine, pour vérifier comment s'acquiert la capacité de prise en charge et comment s'effectuent les changements correspondants au rôle de citoyen.

Enfin, dans un troisième temps, je présenterai un modèle du processus d'éducation à la citoyenneté qui s'est déroulé dans cette coopérative afin de distinguer les activités concrètes qui développent les habiletés nécessaires à la prise en charge et à l'exercice d'une citoyenneté entière et responsable.

Cette recherche, basée sur une analyse théorique et éclairée par les données d'un cas concret, intéressera les coopératives ainsi que les organismes qui les appuient. Ceux-ci

trouveront ici des activités à privilégier pour favoriser la prise en charge des citoyens et citoyennes par l'entremise des coopératives. Ils pourront également consciemment choisir de développer ces activités qui découlent de leur spécificité coopérative.

Partie I: PROBLÉMATIQUE

L'éducation à la citoyenneté est un thème très actuel et une préoccupation sociale de notre ère postmoderne. Notre fin de siècle et le début de ce nouveau millénaire ont apporté leur lot de changements rapides qui déstabilisent les sociétés partout dans le monde et qui appellent à une redéfinition du rôle du citoyen et de la citoyenne. La coopérative, par sa dimension associative et démocratique, est un milieu où se vit et se définit la citoyenneté. Pour bâtir le nouveau citoyen, une part de l'éducation à la citoyenneté se fait à travers la participation dans les associations et particulièrement à travers la participation dans une coopérative.

Citoyenneté et postmodernité

La postmodernité est le nom donné à notre époque contemporaine de 1960 à nos jours, au même titre que le Moyen-Âge, la Renaissance ou la Modernité. Initialement collé à un courant architectural, le qualificatif de «postmoderne» fait référence à une rupture avec les caractéristiques d'uniformité et d'homogénéisation imposées par les préoccupations de rapidité et d'économie de la période Moderne. Caractérisée par des changements culturels importants et une mutation structurelle de la société, la postmodernité, tout comme la Renaissance, est présentée comme une étape de transition vers un nouveau type de société. La société postmoderne est caractérisée par le pluralisme et la diversité et l'attachement des individus aux valeurs de libertés individuelles. En rupture avec l'anonymat et la massification de la modernité, la postmodernité est caractérisée par les revendications des individus à pouvoir faire des choix différenciés, à être reconnus comme des individus, à recréer un sentiment d'appartenance. On reconnaît qu'il y a différentes façons de faire et que les différences sont salutaires.

La conception postmoderne du monde perçoit que notre «fin de siècle annonce une mutation importante de notre manière d'être, de notre 'être-au-monde' en préparation

pour le passage vers une nouvelle ère historique porteuse d'une civilisation nouvelle.³ » Depuis les années 60, tant au niveau local que sur la scène internationale, plusieurs mutations sociales continuent de s'opérer telles que, à titre d'exemple: la libéralisation et transformation du statut de la femme, les mouvements d'indépendance politique et économique des pays colonisés, les luttes contre la discrimination raciale depuis les Noirs américains jusqu'à l'éclatement du régime apartheid en Afrique du Sud, les mouvements pour la reconnaissance des droits des groupes marginalisés comme les homosexuels, des nations de plus en plus multiculturelles sous l'effet de l'augmentation de l'immigration dans les pays du Nord, une nouvelle ouverture sur le monde provoquée par la télévision et l'effet CNN⁴ autant que par la mondialisation de l'économie, le passage d'une société familiale à une société individualiste et de consommation. C'est dans ce contexte que le rôle du citoyen et de la citoyenne est aujourd'hui redéfini: la relation de l'être avec la famille, les institutions, le gouvernement se transforme à un rythme qui marque une coupure avec la société traditionnelle.

Que signifie éduquer à la citoyenneté dans ce contexte? Selon Marzouk, Kabano et Côté (2000), l'objectif de l'éducation à la citoyenneté est de « s'attaquer aux problèmes liés aux mutations sociales de notre temps qui entravent l'exercice d'une citoyenneté active et responsable ⁵ ». Ces problèmes sont identifiés comme l'exclusion, une crise du rapport à la communauté, le manque de repères communs dans une société de plus en plus multiculturelle, le racisme, la dépendance économique des citoyens par rapport à l'État et le désengagement du citoyen de la gouverne publique.

Incidentement, COENEN (1999), en relatant la lutte des femmes en Belgique pour l'obtention de la citoyenneté, nous dit que la citoyenneté « n'est pas seulement politique, mais aussi économique, sociale et culturelle (...) L'égalité des droits acquise au niveau politique en 1948 et dans la loi dans les années quatre-vingt [pour les femmes en

³Y. BOISVERT et al. *L'analyse postmoderniste: une nouvelle grille d'analyse socio-politique*, Coll. «Logiques sociales», Montréal, Éditions l'Harmattan, 1997, p.57.

⁴ Effet CNN : Nouvelles en direct, sensationnalistes, qui créent un sentiment de proximité dramatique (ex. guerres, désastres naturels).

⁵ A. MARZOUK et al. *Éduquer à la citoyenneté à l'école*, Guide pédagogique, Coll. «Théories et pratiques de l'enseignement», Outremont (Québec), Les Éditions Logiques Inc., 2000, p. 17.

Belgique], n'aboutit pas à une égalité de fait ⁶. » Ainsi, en partant de la situation des femmes et de la lutte féministe pour la reconnaissance d'une citoyenneté pleine et entière, Coenen nous suggère ici une piste pour adresser réellement la problématique de la citoyenneté afin qu'elle ne soit pas seulement légale, mais encore effective.

En m'inspirant de cette réflexion de Coenen, j'ai choisi d'utiliser ces quatre dimensions pour définir ce qu'est la citoyenneté. Dans le chapitre suivant, nous allons donc analyser en profondeur ce que signifient ces quatre dimensions de la citoyenneté: politique, économique, sociale et culturelle. Cet exercice nous permettra de distinguer les habiletés et les comportements que l'éducation à la citoyenneté doit développer. Cette éducation à la citoyenneté devra répondre aux nouveaux besoins créés par le vide que provoque la redéfinition du rôle du citoyen et de la citoyenne en cette période postmoderne.

⁶ M-T. COENEN. *De l'égalité à la parité : le difficile accès des femmes à la citoyenneté*, Coll. «Quartier Libre», Bruxelles, Éditions Labor, 1999, p. 75.

CHAPITRE 1

QU'EST-CE QUE LA CITOYENNETÉ?

Le terme citoyenneté n'est pas nécessairement univoque. En effet qu'entend-on par citoyenneté et que signifie éduquer à la citoyenneté? On parle souvent du sens des responsabilités, de valeurs morales communes, de solidarité et d'engagement collectif; on distingue citoyenneté active de citoyenneté passive. À l'école, on a souvent tendance à relier l'éducation à la citoyenneté à la connaissance de l'histoire et de la politique. Ce chapitre s'attardera donc, dans un premier temps, à développer le sens du mot citoyenneté pour bien cerner l'objet de cette recherche. Quatre dimensions de la citoyenneté, complémentaires et non exclusives, seront analysées: les dimensions politique, économique, sociale et culturelle. À la fin du chapitre, je présenterai un tableau des éléments opérationnels de ces quatre dimensions. Plus tard, j'utiliserai ce tableau pour développer mes questions de recherche et en venir à ma finalité qui est d'analyser comment une coopérative peut éduquer à la citoyenneté.

1.1 La dimension politique de la citoyenneté

Traditionnellement, on limite le concept de la citoyenneté à sa dimension politique: les citoyens sont porteurs de certains droits politiques comme celui de voter aux élections pour élire leurs représentants au gouvernement et celui de se porter eux-mêmes candidats pour représenter leurs concitoyens.

Cela correspond à ce que Daniel Weinstock [BOISVERT et al. (2000)] appelle la conception libérale de la citoyenneté. La conception libérale de la citoyenneté accorde une plus grande importance à sa dimension juridique: « Le citoyen est avant tout porteur

de certains droits qui lui permettent de s'investir activement dans la sphère publique s'il le souhaite. »⁷

Concrètement, cependant, cette définition de la citoyenneté peut s'avérer insuffisante et vide de sens si elle mène tout droit au désengagement du citoyen de la gouvernance publique. En effet, cette définition implique que le rôle de la majorité des citoyens se limite alors à déléguer ses responsabilités politiques à des «experts» de sorte que ceux-ci deviennent alors des consommateurs de services politiques.

Par ailleurs, la conception républicaine de la citoyenneté accorde une plus grande importance à la participation du citoyen et de la citoyenne dans le processus législatif. Inspirée de la vision de Rousseau, la conception républicaine de la citoyenneté correspond à la participation directe des citoyens à la délibération collective sur les questions d'intérêt public et la poursuite active du bien commun.

L'essence de l'idée de Rousseau, développée dans son œuvre *Le contrat social*, est que l'unique gouvernement légitime est celui où le pouvoir législatif appartient à l'ensemble des citoyens. Rousseau parle ici d'une participation directe et non de représentants de groupes de citoyens. En effet, Rousseau rattache cela au principe selon lequel l'être humain naît libre et que cette liberté est inaliénable. Par conséquent, une personne ne peut, même si elle le désire, légitimement se départir de sa liberté et de sa responsabilité propre et la confier à un délégué.

Rousseau imagine que la formation de la première société vient de ce qu'un groupe de personnes se mette d'accord pour se donner des règles communes, limitant ainsi la liberté de chacun, mais puisque tous se sont mis d'accord pour respecter les règles qu'ils ont eux-mêmes fixées, chacun ne répond en réalité qu'à lui-même. Or quiconque décide de respecter ses propres règles reste libre : c'est de la discipline personnelle. Le contrat social répond donc au besoin de « trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par

⁷ D. WEINSTOCK. «La citoyenneté en mutation», *Vivre la citoyenneté : Identité, appartenance et participation*, sous la direction de Y. BOISVERT ; J. HAMEL et M. MOLGAT, Collection Éthique publique (hors série), Éditions LIBER, Montréal, 2000, p. 18

laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant. »⁸

Le contrat social, qui forme ainsi un groupe d'associés appelé le peuple, est donc la première loi votée par le peuple. Cette loi suppose l'unanimité au moins une fois car on ne peut forcer un être libre à accepter le contrat. Même l'adoption de la règle de la majorité suppose l'unanimité au moins une fois. Il n'est donc pas ici question de démocratie représentative, avec élection de délégués, seule la démocratie directe avec droit de parole et de vote de tous les citoyens est légitime pour promulguer les lois. En aucun cas le gouvernement ne peut donc être plus important et se substituer aux citoyens et à leur pouvoir législatif.

Dans les grandes sociétés modernes, caractérisées par une immense population répartie sur de grands territoires, ce type de citoyenneté peut être difficile à réaliser. C'est pourquoi Alexis de Tocqueville, « conçoit que, dans une société de masse, la citoyenneté puisse se vivre, dans un premier temps au moins, à travers des associations libres n'appartenant pas à l'État. »⁹ Par cela, Tocqueville espère que les habitudes et les habiletés acquises par les citoyens à ce niveau puissent être transférées au niveau politique.

Cette conception de la citoyenneté implique la participation directe du citoyen à la prise de décision. Une telle éducation ne peut se faire que par l'action et par la pratique. Voici huit facettes de la participation citoyenne inspirées d'un ouvrage intitulé *Retos de la democracia* (Défis de la démocratie) de Faustino COLLADO (1999). L'éducation à la citoyenneté, dans sa dimension politique, serait donc le processus qui développe ces dimensions suivantes¹⁰:

1. *Être présent* : La participation commence par la présence; présence aux réunions, présence aux activités de groupe. C'est l'étape fondamentale.

⁸ J-J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, Coll. « GF Flammarion », Paris, 1992, Flammarion, p.39.

⁹ D. WEINSTOCK. « La citoyenneté en mutation », *Vivre la citoyenneté (...)*, BOISVERT et al., p.19.

¹⁰ F. COLLADO. *Retos de la democracia*, Santo Domingo, République Dominicaine, Centro de Planificación y Acción Ecuinica (CEPAE), 1999, pp. 60-62.

2. *Être informé* : La participation implique d'être informé. Avant d'aller à une réunion, il est important de s'informer sur l'ordre du jour, les sujets qui seront discutés, afin d'avoir une opinion et, au besoin, de rechercher l'information pour se faire une opinion. Dans certains cas, si on représente un groupe de personnes, il faut consulter la base pour connaître l'opinion de ceux que l'on représente. L'information implique donc une action personnelle de s'informer, mais aussi une condition qui est l'accès à l'information. Cela signifie que ceux qui détiennent l'information ont le devoir de la partager avec les autres; les dirigeants d'un groupe doivent, par exemple, partager l'information financière avec le groupe en entier. Le contraire signifie une concentration de l'information et, ultimement, la concentration du pouvoir, résultat contraire au principe de participation démocratique et citoyenne.
 3. *Délibérer* : Une fois informé, la participation citoyenne se traduit par un partage d'opinions, un échange d'idées. Beaucoup plus que d'être présent physiquement, cela signifie montrer de l'intérêt, être actif dans la recherche de la vérité, tout en respectant le droit de parole des autres.
 4. *Proposer* : Ce qui suit une délibération est la proposition de solutions, de sorties à une impasse. Il s'agit de présenter des conclusions et une ligne d'action, contrôler les débats qui n'en finissent plus ou qui tournent à la dispute. Enfin, il faut répondre aux questions : quoi faire? Pourquoi? Et comment?
 5. *Décider* : Le moment clé de la participation citoyenne est l'étape de la décision. Prendre part à la décision est essentielle pour une véritable participation. La démocratie est donc un principe implicite à la participation citoyenne. Cela peut se traduire par plusieurs formes : vote majoritaire, unanime, consensus. Il peut y avoir ou non un droit de veto, il peut s'agir d'un vote direct ou indirect, d'une démocratie participative ou d'une démocratie représentative. Selon le mode de décision, on se rapproche ou on s'éloigne de l'essence même de la démocratie
-

qui est « un ensemble de règles et de procédures pour la prise de décisions collectives qui permet la participation la plus grande possible des personnes intéressées. »¹¹

6. *S'engager dans l'action* : Après la prise de décision, la participation ne s'arrête pas là. Il est important aussi d'exécuter la décision et la participation implique de ne pas seulement déléguer cette responsabilité à d'autres, mais plutôt de s'engager activement dans l'action qui a été décidée. Ceci vient à l'encontre de ce qui survient habituellement dans nos systèmes politiques représentatifs où certains décident et d'autres exécutent, sans toujours savoir ni comprendre le pourquoi de leurs actions.
7. *Assurer un suivi* : La participation citoyenne implique une vigilance à ce que les décisions soient effectivement exécutées. Ce suivi est une responsabilité de chacun et se manifeste simplement par une volonté de garder les yeux ouverts, d'exprimer sa curiosité envers l'avancement du projet, d'être présent en cas de difficulté et d'offrir son appui au besoin.
8. *Évaluer* : Suite à l'action, la participation implique aussi une évaluation des résultats obtenus et de la manière que l'action a été conduite. Participer signifie aussi prendre part à l'évaluation de ses propres actions afin de relever ce qui a bien été, ce qui a mal été, si les directives ont été respectées, et à quel point les objectifs ont été rencontrés. Cela permet à chacun et au groupe d'apprendre de ses erreurs et de croître.

Pour illustrer comment peut se faire ce type d'éducation à la citoyenneté, prenons l'exemple d'une activité de coopération réalisée par une enseignante du primaire, Danielle JASMIN (1994) et relatée dans son livre *Le conseil de coopération : un outil pédagogique pour l'organisation de la vie en classe et la gestion des conflits*. Bien que

¹¹ CEPAE : *Filosofia, Estrategia y Política*, Santo Domingo, Republica Dominicana, 2000, p.23.

celle-ci ne présente pas expressément son activité, qu'elle a appelé «Conseil de coopération», comme une activité d'éducation à la citoyenneté, c'est pourtant ce dont il s'agit.

Capsule dimension politique: Le Conseil de coopération¹²

Ayant établi le Conseil de coopération initialement pour résoudre des conflits de classe et faciliter la discipline, cette enseignante propose par la même occasion un modèle d'activité de délibération qui s'apparente au contrat social de Rousseau. Ce modèle de Conseil de coopération a été conçu pour des enfants d'âge scolaire, mais s'applique à tous les groupes qui doivent vivre ensemble.

Le Conseil de coopération est un cercle où tous les enfants de la classe sont réunis avec leur enseignante. Il s'agit d'un lieu de résolution de problèmes qui sert à développer les habiletés sociales de coopération, d'apprentissage des droits collectifs et individuels, avec la conscience des responsabilités que ces droits supposent. Concrètement, c'est une rencontre hebdomadaire, qui dure entre 15 et 45 minutes, lors de laquelle tous les membres du groupe sont réunis dans le but d'écouter les requêtes, d'analyser, d'organiser, de prévoir, de décider et solutionner les problèmes par la coopération. Durant la semaine, les élèves écrivent sur un grand babillard les points qu'ils veulent discuter au Conseil de coopération pour résoudre les problèmes d'organisation de leur mini-société que représente leur groupe-classe. Le Conseil sert à élaborer les lois et résoudre les problèmes reliés à l'application de ces lois. Ainsi se décide quoi faire lorsqu'un élève frappe ou insulte un autre, ou encore comment on peut exprimer son mécontentement de façon acceptable lorsque quelqu'un nous fait du mal. De même, après avoir établi une règle, on discute des moyens concrets pour l'appliquer et on l'ajuste si l'application s'avère difficile ou inadéquate. C'est aussi un lieu d'échange pour l'organisation d'activités et de fêtes, parfois en chargeant un comité de l'exécution de tâches spécifiques. L'essentiel est que le Conseil se rapporte constamment à la vie des élèves, ce n'est pas un exercice théorique mais plutôt un outil qui améliore la vie en classe. Bref, les élèves s'établissent des lignes de conduite qu'ils auront eux-mêmes à respecter, restant ainsi totalement libres au sens de Rousseau. Bien plus, ce Conseil de coopération est un lieu où ils apprennent la liberté, en participant au partage de l'information, la délibération, la prise de décision, l'application et du suivi des décisions ainsi

¹² D. JASMIN. *Le conseil de coopération: un outil pédagogique pour l'organisation de la vie en classe et la gestion des conflits*, Montréal, Les Éditions de la Chenelière/ Mcgraw-Hill, 1994, 121 pages.

que de l'évaluation de la vie de leur mini-société.

Vu que tous les membres du groupe, incluant l'enseignante participent au Conseil, il s'agit d'une démocratie directe et ne doit pas être confondu avec les conseils de classe où seulement 4 ou 5 élèves sont élus pour représenter tout le groupe.

La professeure agit comme animatrice, clarifiant le contenu, reformulant au besoin, contrôlant la procédure et donnant le droit de parole, et veillant de manière générale au bon climat de coopération et d'ouverture ainsi qu'à transmettre les valeurs coopératives par l'exemple.

L'expérience de Danielle Jasmin lui fait dire :

L'instauration en classe d'un Conseil de coopération change véritablement le climat quotidien. Je vis parfois avec les enfants des moments émouvants de solidarité, de coopération, de compassion et de joie. Les moments d'agressivité et de conflit ont diminué et les enfants réalisent qu'ils sont capables de les traiter de façon à ce que tous en ressortent grandis.¹³

Cela prouve que les enfants, quant on leur donne la liberté et une marge de manœuvre, savent faire preuve de jugement et s'autocontrôlent entre eux. Jasmin continue :

J'ai aussi appris que lorsqu'on fait confiance aux enfants, lorsqu'on leur donne un véritable droit de parole, lorsqu'on les écoute véritablement, lorsqu'on leur apprend à se servir des structures du conseil de coopération, on parle de la vraie vie, on comprend, on s'explique, on coopère et on trouve des solutions.¹⁴

Bien entendu, le fait que les enfants s'autodisciplinent ne signifie pas qu'ils sont laissés à eux-mêmes. Le rôle du professeur est important. Animer un Conseil de coopération ne s'improvise pas et demande un exercice conscient de transmission des valeurs démocratiques et d'apport de nouveaux éléments de réflexion pour influencer les décisions sans les imposer. Le professeur doit en outre être cohérent entre ce qu'il dit et ce qu'il fait et être conscient du danger de promouvoir par ses propres actions des valeurs contraires à celles auxquelles il appelle les autres à adopter. C'est par l'exemple que l'on peut transmettre les valeurs de la coopération.

¹³ *Ibid.*, p. 86.

¹⁴ *Ibid.*, p.115.

Les citoyens, comme ces enfants, peuvent eux aussi apprendre à travailler ensemble pour atteindre des buts communs, et choisir librement de se donner des règles pour harmoniser leurs relations quotidiennes.

1.2 La dimension économique de la citoyenneté

La conception libérale de la citoyenneté contient par ailleurs des éléments intéressants à développer sous l'angle de la dimension économique de la citoyenneté.

En effet, selon la logique libérale, les principales activités du citoyen seront dans la sphère économique et privée. Ayant délégué la gestion politique à des «experts», la seule responsabilité du citoyen, ou presque, est de produire de la richesse et de payer ses impôts:

Le bon citoyen est, selon cette conception, celui qui respecte les lois et les quelques obligations que l'État lui impose, et qui, fort des droits que l'État lui garantit, contribue à l'enrichissement général en produisant et en s'enrichissant lui-même dans la sphère économique.¹⁵

Bien que la citoyenneté ne saurait se limiter à cette définition, il reste que la participation à la vie économique est une facette importante de la vie en société.

Du point de vue économique, l'éducation du citoyen doit contribuer à le rendre capable de subvenir de façon autonome à ses besoins et de participer à la construction de la richesse de la société.

Soulignons l'importance de l'autonomie économique du citoyen et de la citoyenne. D'une part, l'extrême pauvreté réduit la liberté du citoyen qui vit alors une forme d'oppression. Comme le signale RAMONET (2000), en Occident, les inégalités croissantes entre les riches et les pauvres engendrent une classe grandissante d'exclus de l'exercice d'une citoyenneté effective : « On sait que des citoyens trop démunis,

¹⁵ D. WEINSTOCK. «La citoyenneté en mutation» , *Vivre la citoyenneté (...)*, BOISVERT et al., p. 21.

marginalisés, exclus sont incapables de profiter des libertés formelles et de faire valoir leurs droits. »¹⁶

L'incapacité de subvenir à ses besoins entraîne une marginalisation qui se traduit par une réduction du statut social et une diminution de son pouvoir d'influence. Dans les pays en développement, où la différence entre les riches et les pauvres est très marquée, il est très difficile pour celui qui est très pauvre d'être respecté et d'exercer une influence politique: « Or le revenu national est toujours lié aux valeurs politiques et à l'attitude de la classe dominante. Plus une nation est pauvre, plus le niveau de vie des classes inférieures est faible, et plus forte sera la pression des couches supérieures sur les autres, alors méprisées, considérées comme inférieures par nature, caste sans valeur. Les différences accusées du genre de vie entre les classes apparaissent psychologiquement nécessaires. En conséquence, les couches supérieures tendent à regarder les droits politiques des classes inférieures, et surtout leur droit d'intervenir dans l'exercice du pouvoir, comme une chose absurde et immorale. »¹⁷

D'autre part, lorsque l'extrême pauvreté est combattue par des mesures sociales, l'assistance économique vient à devenir une dépendance économique du citoyen face à l'État. À ce sujet, l'économiste britannique HAYEK (1946) a écrit *La route de la servitude*, classique de la pensée politique néolibérale, en réaction aux excès de l'État-providence. Dans cet ouvrage, Hayek vante les bienfaits d'une économie libérale et d'un État non-interventionniste comme quoi il n'y a rien de mieux pour encourager la prise en charge des citoyens. En effet, en montrant comment l'État-Providence crée rapidement une situation de dépendance et d'inaction de la part des citoyens, il met en lumière le fait qu'à trop vouloir aider, on prive le citoyen d'une part de sa liberté qu'il est le seul à pouvoir développer et qu'on l'entraîne sur une route de dépendance et de servitude.

¹⁶ I. RAMONET. «Globalisation, culture et démocratie» dans Michaël ELBEZ et Denise HELLY. *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Coll. « Collection Prisme », Québec, Les Presses de l'Université Laval, L'Harmattan, 2000, p.43

¹⁷ d'après LIPSET dans P. FREIRE. *L'éducation: pratique de la liberté*, 4^e édition, traduit du brésilien, France, Les éditions du Cerf., 1978(1967), p.90.

Il en résulte que le citoyen, pour pouvoir exercer sa liberté, doit pouvoir produire sa propre richesse. L'éducation à la citoyenneté doit donc inclure la participation dans des activités autonomes qui contribuent à la production de la richesse nationale et à assurer le bien-être économique du citoyen et de la citoyenne. Ainsi, les activités qui offrent des outils d'insertion à la vie économique, telles celles qui développent le sens de l'entrepreneurship, qui font appel à la créativité et celles qui développent des habiletés permettant de fonctionner dans une économie de marché, incluant la formation technique et professionnelle, sont donc des éléments d'éducation à la citoyenneté dans sa dimension économique.

Dans la capsule suivante, nous prenons l'exemple d'un petit village de pêcheurs pour illustrer comment l'autonomie économique est une condition de base pour l'exercice de la citoyenneté.

Capsule dimension économique : Autonomie économique des pêcheurs de Canso¹⁸

Canso était un petit village de pêcheurs, en Nouvelle-Écosse, au Canada. En 1922, l'industrie de la pêche dans ce village était organisée de façon quasi féodale : les entrepreneurs octroyaient du crédit aux pêcheurs pour leurs habitations et leurs équipements de pêche à des taux et des termes qui leur conféraient un contrôle total. En même temps, ils achetaient les produits de la pêche de ces mêmes pêcheurs à des prix qui maintenaient les pêcheurs dans un état de pauvreté permanent. Bref, même s'ils étaient citoyens selon la loi, leur situation réelle en était une de servitude.

En cette même année, le prêtre et éducateur J.J. Thompkins a été transféré dans cette paroisse. En tant que professeur à l'Université St. Francis Xavier, à Antigonish, M. Thompkins avait auparavant développé un concept d'éducation destinée aux masses pauvres pour faire opposition à la culture éducative élitiste dominante qui perpétuait une culture d'exploitation. Ce nouveau concept consistait à faire étudier les gens en petit groupe afin qu'ils déterminent eux-mêmes les situations problèmes à étudier et à résoudre et qu'ils trouvent eux-mêmes les solutions. Plus tard, ce programme de réforme sociale basée sur le principe d'auto-éducation et d'action par le peuple même, visant le bien-être autant physique qu'émotionnel et spirituel des individus, est devenu connu sous le nom du Mouvement d'Antigonish.

Dès son arrivée à Canso, Thompkins ne perdit pas de temps à encourager les pêcheurs à se regrouper en petits groupes d'études pour analyser leur problème et trouver des solutions d'action. Suite à leurs initiatives, la situation a été renversée dès 1926, alors que quelques pêcheurs se sont construits leur propre usine pour les homards. Lors de la première saison, ils se sont payés un meilleur retour sur leurs prises et ont pu rembourser tout le capital emprunté pour l'usine. Ce changement ne fut non seulement un grand changement sur leur vie économique, mais aussi une prise de conscience de leur pouvoir réel.

¹⁸ F.J. MIFFLEN, «The Antigonish Movement: a Summary Analysis of its Development, Principles and Goals», dans *Coopératives et Développement*, vol.21, no 1, 1989-90 (antérieurement publié dans le vol. 10, nos 1-2, 1976-77), pp. 101-122.

Nous voyons que la citoyenneté, qui suppose un état de liberté, ne peut s'exprimer dans une situation de servitude économique, dans la mesure où :

*The most objectional element of the entire economic process was not merely the hunger, malnutrition and other undesirable effects on a standard of living basis; it was that such living conditions inhibited the masses from developing as full human beings in all their faculties- spiritual and emotional as well as physical.*¹⁹

1.3 La dimension sociale de la citoyenneté

La dimension sociale de la citoyenneté se réfère aux comportements sociaux nécessaires à la cohésion sociale et au maintien de l'harmonie de la vie en groupe. Par exemple, il s'agit du respect, de la solidarité, du contrôle et de la retenue et même des valeurs sociales communes telles que le respect de l'environnement, la protection des animaux, etc. Bref, toutes les qualités vertueuses que l'ensemble des citoyens doivent démontrer pour que chacun et chacune puisse poursuivre ses activités personnelles dans la plus grande liberté.

L'idée du bien commun y est profondément rattachée. Et même, le bon fonctionnement de la démocratie repose essentiellement sur l'adoption de ces comportements sociaux positifs par l'ensemble des citoyens. Sans le respect de ces normes sociales, la démocratie risque de tourner en tyrannie.

Déjà, au 4^e siècle A.J., à Athènes, le berceau même de la démocratie, le philosophe Platon avait rejeté le modèle politique de la démocratie comme moyen d'atteindre le bien commun justement parce qu'il jugeait que les citoyens étaient beaucoup trop égoïstes pour se gouverner eux-mêmes.

Bien qu'on retienne aujourd'hui avec admiration que la Cité d'Athènes ait inventé le modèle démocratique, avec assemblée des citoyens à l'agora (qui formaient une classe restreinte, il faut dire) et élection des magistrats par tirage au sort, Platon n'était pas un partisan de la 'démocratie'. En effet, il considérait ce régime comme étant beaucoup

trop libre et menant au désordre. C'est que Platon ne considère pas que le peuple soit vertueux de nature: d'après ses observations, le peuple est plutôt égoïste, en proie à des passions de toutes sortes. De plus, le peuple est ignorant car il ne recherche pas la vérité, et se laisse prendre par les apparences et les discours d'habiles orateurs. Le dégoût qu'il ressent pour la démocratie athénienne s'explique à présent : la démocratie d'Athènes était basée sur des politiciens qui utilisaient l'art de la rhétorique pour charmer les foules. D'autre part, en étant vertueux, le politicien ne risque-t-il pas justement d'exciter contre lui l'opinion publique? Une personne vertueuse ne réussirait pas à garder le pouvoir, car le peuple, qui est mauvais, ne reconnaîtrait pas en elle quelqu'un qui lui ressemble et en qui il pourrait mettre sa confiance. L'homme vertueux, le vrai philosophe soucieux du bien public et non de puissance et de renommée, est toujours vu comme suspect, lunatique, menaçant même.

En analysant les oeuvres de Platon, CROISET (1956) nous démontre que la leçon que veut faire ressortir Platon dans le *Gorgias* concerne le rôle que devrait jouer l'homme d'État: « Le véritable homme d'État devrait avoir pour but de rendre les citoyens meilleurs. »²⁰ Ainsi, ayant le désordre sous les yeux, Platon juge impitoyablement les principaux chefs de la démocratie athénienne car : « tous ont flatté le peuple et tous ont été ses victimes, preuve évidente qu'ils n'avaient pas su le rendre juste. »²¹ À ce niveau, le fonctionnement de l'État exprime le degré de sagesse ou de perversité relative du peuple: plus les gens du peuple sont mauvais entre eux, plus leur gouvernement est mauvais et corrompu. C'est que le peuple ne recherche pas la vérité, mais plutôt chacun recherche son propre avantage.

D'emblée, Platon classe la démocratie comme une autre étape du cycle infernal des régimes de gouvernement, avec la timocratie, l'oligarchie et la tyrannie. Il explique que chacun des régimes existant se perd dans l'abus du principe qui le caractérise. Par exemple :

¹⁹ *Ibid.*, p.103.

²⁰ M. CROISET. *La République de Platon : étude et analyse*, Coll. «Les chefs-d'œuvre de la littérature expliqués», Paris, Éditions Mellottée, 1946, p.62.

²¹ (tiré du *Gorgias*, v. 522) *Ibid.*, p.63.

La timocratie a pour origine l'ambition qui engendre la passion de s'enrichir; celle-ci produit l'oligarchie qui est le règne de l'argent et qui développe le désir de toutes les jouissances; de là naît la démocratie, où tous les instincts se donnent libre carrière et s'épanouissent en quelque sorte dans la liberté; mais la liberté est mère de la division, elle enfante les factions et produit la tyrannie, qui est ainsi comme le dernier degré de cette corruption fatale.²²

Par conséquent, c'était donc «la réforme des idées et des mœurs qui était pour lui la condition nécessaire d'une bonne politique. »²³ Platon considère qu'il faut confier le gouvernement de la Cité à des personnes faisant preuve de retenue et éduquées aux valeurs spirituelles, de courage, de justice et tout ce qui est subordonné à l'idée du bien. De telles personnes, ce sont les philosophes. De plus, bien entendu, ces personnes philosophes sont dotées d'une intelligence supérieure, c'est-à-dire qu'elles ont une aptitude à comprendre vite, une excellente mémoire et le sens de la mesure. Le régime idéal, selon lui, est l'*aristocratie* : la Cité gérée par les philosophes. Il imagine une Cité utopique où la population est divisée en plusieurs castes : la caste d'or (les dirigeants de la Cité), la caste d'argent (les gardiens de la Cité, l'armée), la caste de bronze (les commerçants) et la caste de fer (les laboureurs).²⁴ Le citoyen est classé selon ses aptitudes et son intelligence dans l'une de ces castes, et pas nécessairement selon sa naissance.

Ce qu'il faut retenir de ce régime, c'est que le pouvoir de diriger est exclusivement réservé aux plus sages de la Cité, qui auront préalablement reçu une éducation particulière, qui comprend les mathématiques, la musique, la gymnastique et l'astronomie. Ces disciplines stimulent, selon Platon, la pensée logique, la sagesse et le contrôle de ses passions, qualités nécessaires au philosophe.

De nature égoïste et prompt à être excité par des passions de toutes sortes, le peuple est ignorant et, pour son bien, il doit confier la gouvernance de sa Cité à des plus sages que lui. Platon introduit également un principe selon lequel une personne ne peut cumuler

²² *Ibid.*, p.239.

²³ *Ibid.*, p.103.

²⁴ *Ibid.*, p.172.

plusieurs rôles dans la Cité: que le laboureur soit laboureur et seulement laboureur, que le banquier ne s'improvise pas de surcroît gardien ou dirigeant, bref, que chacun joue son rôle et le remplisse bien et qu'il s'en tienne à sa tâche qui convient à ses aptitudes : «La justice n'est autre chose que le principe même qui a été posé par eux dès le départ, à savoir que chacun, dans la Cité, doit avoir sa tâche propre, celle qui convient mieux à ses aptitudes, et s'y tenir.»²⁵ Il y aura donc des dirigeants et des dirigés.²⁶

En tenant compte de la réflexion de Platon, sans toutefois adhérer au régime de sa Cité idéale, on reconnaît qu'il faut dans une société démocratique, que l'ensemble des citoyens et citoyennes soient éduqués et convertis à l'idée du bien commun, de la justice, de la retenue et de la solidarité, comme condition préalable pour qu'il soient aptes à se gouverner eux-mêmes. Même Machiavel, dans *Le Prince*, fait écho à la pensée de Platon en montrant au Prince comment utiliser les vices des citoyens pour assurer son pouvoir et sa tyrannie.

La capsule suivante montre comment on court droit vers la tyrannie lorsqu'au lieu de promouvoir les valeurs du bien commun, nécessaires au lien social, on choisit plutôt d'exciter l'égoïsme et les vices des citoyens.

²⁵ *Ibid.*, p 180.

²⁶ Remarquons que cette exclusivité des tâches et des rôles est exactement le contraire de ce qu'on demande aux membres d'une coopérative : en effet, on souhaite que le travailleur ne soit pas seulement employé, mais aussi dirigeant de la mini-société qu'est sa coopérative; que le consommateur ne soit pas seulement consommateur, mais aussi gestionnaire de l'entreprise chez laquelle il consomme; que le producteur ne soit pas seulement fournisseur, mais aussi dirigeant et gestionnaire de la coopérative de production.

Capsule dimension sociale: le Prince de Machiavel²⁷

En se basant sur des observations empiriques, Machiavel (1513) a démontré dans *Le Prince* comment le tyran, pour garder le pouvoir, n'a qu'à se reposer sur quelques vices caractéristiques du peuple :

1. Le citoyen est égoïste et cet égoïsme naturel doit être contrôlé par un régime basé sur la crainte et la loi.
2. Le citoyen a une vision politique à court terme : après un certain temps, il ne se rappelle ni des bons coups ni des mauvais coups du gouvernement.
3. Le citoyen juge selon les apparences.
4. Le citoyen aime le mal et la guerre : il lui faut donc un ennemi.
5. Somme toute, le citoyen a un comportement stable et prévisible, ce qui permet de manipuler leur réaction avec une certaine facilité.

Précisons que Machiavel vécut de 1469 à 1527, dans une période marquée par les guerres entre les cités, qui s'affrontent sur les plans religieux, militaires et des royaumes, et par la corruption de l'Église catholique qui atteint son sommet. On peut dire que sa devise est : « Nous vivons dans un monde de corruption, usez donc de tous vos moyens pour arriver à vos fins. » Ainsi, il enseigne qu'aussi longtemps que le citoyen a de quoi se nourrir ou du moins un ennemi extérieur à blâmer pour sa misère, le Prince peut maintenir son pouvoir. D'ailleurs, l'objectif du Prince est simplement de maintenir le pouvoir sans provoquer de révolution, le plus souvent en divisant pour régner.

L'expression 'donnez au peuple du pain et des jeux' employée aux temps des Romains, est tout à fait machiavélique. Quoi de mieux pour endormir le peuple et le maintenir dans une apathie désolante et pathétique? Aujourd'hui encore, ces pratiques

²⁷ MACHIAVEL, *Le Prince et autres textes*, (préface de Paul Veyne), Coll. «folio classique texte intégral», Saint-Amand, France, Gallimard, 1980, 473 pages.

machiavéliques sont très actuelles : les vidéopokers et casinos d'aujourd'hui ne remplissent-ils pas cette fonction d'endormir les énergies d'une classe de citoyens insatisfaits en les maintenant dans un espoir de bonheur illusoire? D'autre part, sur la scène internationale, nombre de guerres peuvent être en partie expliquées par le jeu politique de gouvernants qui s'efforcent de focaliser l'attention du peuple sur un ennemi extérieur pour réduire les pressions sociales causées par des problèmes internes (tactique machiavélique : le gouvernement ne peut être blâmé si on réussit à convaincre que c'est la faute du méchant ennemi extérieur).

Bien sûr, on constate un progrès de la part du citoyen depuis le temps de Machiavel, mais il reste que des dérivés de ses tactiques de manipulation fonctionnent encore aujourd'hui car les citoyens se fient encore aux apparences et ne recherchent pas toujours la vérité.

Les valeurs civiques ont donc une fonction politique dans l'exercice de la démocratie. Comme l'indiquent les auteurs du guide pédagogique *Éduquer à la citoyenneté à l'école*²⁸, l'éducation à la citoyenneté doit viser à développer la culture civique chez l'élève en ce qui a trait au respect de l'autre, de l'environnement, ainsi que des attitudes de solidarité et de coopération. Selon ce guide, l'objectif est que l'élève s'ouvre aux différences et découvre les moyens structurant les rapports sociaux dans une société démocratique. Pour ce faire, on doit premièrement développer chez l'élève un sentiment d'appartenance et d'identification à sa communauté. Cela commence tout d'abord par la connaissance de soi, de ses racines et de sa culture pour ensuite apprendre à connaître l'autre, dans sa différence et sa ressemblance et alors s'impliquer dans des projets communs avec les autres.

²⁸ A. MARZOUK, J. KABANO et P. CÔTÉ. *Éduquer à la citoyenneté à l'école. Guide pédagogique.*, Collection Théories et pratiques dans l'enseignement, Les Éditions LOGIQUES inc., Outremont (Québec), 2000, 124 pages.

1.4 La dimension culturelle de la citoyenneté

La citoyenneté peut aussi être abordée dans sa dimension culturelle. Il existe une culture démocratique tout comme il peut exister une culture d'oppression ou une culture de dépendance. Tout dépend de l'attitude qu'a développé le citoyen face au pouvoir qu'il exerce sur sa destinée.

L'être humain est un être de culture. Dans son livre *L'éducation : pratique de la liberté*, le Brésilien, Paulo FREIRE (1967), auteur d'une technique d'alphabétisation révolutionnaire popularisée avec son ouvrage *Pédagogie des opprimés* (1969), présente la culture comme «la transformation de ce qui est à l'état de nature par l'action humaine». Nier la véritable démocratie à des êtres humains, c'est-à-dire nier la possibilité de prendre part à l'acte de gouverner, au dialogue, à la décision, c'est nier l'humanité de ces personnes : «Les hommes ne s'accomplissent que dans la mesure où ils créent leur monde, un monde humain, et où ils le créent par leur travail de transformation.»²⁹

Or, prendre part à l'acte de gouverner dépend tout autant d'un cadre légal qui permet cette participation que de l'attitude des citoyens. Lorsque généralisé à toute une population, cette attitude se transforme en trait culturel. La démocratie permet l'action pour transformer la réalité et développer l'égalité. En ce sens, Freire explique :

L'éducation devrait être avant tout, un effort constant de changement d'attitude, de création de mentalités démocratiques. C'est alors que, chez le Brésilien, les anciennes habitudes culturelles de passivité seraient remplacées par des nouvelles habitudes de participation et d'intervention.³⁰

La dimension culturelle de la citoyenneté a trait à la perception des citoyens de leur capacité de participer à la transformation du monde dans lequel ils vivent. Cela dépend

²⁹ P. FREIRE. *Pédagogie des opprimés (suivi de Conscientisation et Révolution)*, 2^e édition, Coll. «Petite collection Maspero», traduit du brésilien, Paris, Librairie François Maspero, 1974(1969), p. 137.

³⁰ P. FREIRE. *L'éducation: pratique de la liberté*, 4^e édition, traduit du brésilien, France, Les éditions du Cerf., 1978(1967), p.98.

principalement de leur représentation du monde. En se référant au déclin de la démocratie dans la ville antique d'Athènes, Paul Thibaud analyse:

Les démocraties disparaissent quand les citoyens ne croient plus pouvoir faire eux-mêmes leur propre histoire, quand tout leur donne, en particulier le rapport d'étrangeté au voisinage, le sentiment d'être inégal à la situation et les porte à ne plus souhaiter que d'être bien gouvernés, par des princes auxquels il attribuent spontanément des qualités surhumaines en même temps que rassurantes.³¹

La démocratie, tout comme l'oppression, repose sur une représentation du monde qui est intériorisée par les masses populaires et qui se forme à travers l'éducation reçue. Ainsi, la représentation du monde d'une personne peut être plus ou moins fidèle à la réalité. À un extrême, la personne peut exagérer son contrôle sur les événements extérieurs et à l'autre extrême elle peut sous-estimer le contrôle réel qu'elle a sur ces mêmes événements extérieurs. Dans les deux cas, la capacité de transformer son environnement est amputée car les efforts ne donneront jamais les effets escomptés ou au contraire, faisant preuve d'une attitude fataliste, les efforts ne seront pas déployés. Plus la représentation du monde correspond à la réalité, plus la capacité des citoyens de transformer leur monde est augmentée.

C'est pourquoi Freire considère que l'éducation à la liberté et à la démocratie doit avoir pour but de développer la conscience critique du citoyen. La conscience critique permet de rechercher les véritables liens de causalité qui engendrent la situation vécue. Freire explique que le jugement critique oblige un dialogue, une recherche de la vérité, une enquête pour vérifier les faits, un attachement au doute pour soulever de nouvelles questions. Bref, faire preuve de jugement critique signifie s'engager dans un processus raisonné, à l'instar d'une recherche scientifique, à l'opposé du subjectif et du passionnel qui ne tentent pas de s'approcher de la vérité mais plutôt de justifier des sentiments : «La conscience critique est la perception des choses et des faits, tels qu'ils existent concrètement, dans leurs relations logiques et circonstanciées.»³²

³¹ P. THIBAUD dans J. BAUDRILLARD et al. *Citoyenneté et urSan Fernandoté*, «Ville et démocratie», Éditions Esprit, Paris, 1991, p.30

³²P. FREIRE. *L'éducation: pratique de la liberté (...)*, p.109.

L'objectif de la méthode d'éducation de Freire est de faire passer le peuple d'un état de conscience primaire ou magique vers un état de conscience critique. Contrairement à la conscience critique, la conscience primaire « se croit supérieure aux faits, les domine de l'extérieur, et ainsi se juge libre de les comprendre de la manière qui lui plaît. »³³ D'autre part, la conscience magique « perçoit les faits en leur attribuant un pouvoir supérieur qui la domine de l'extérieur, et auquel elle doit se soumettre docilement. »³⁴ Avec cet état de conscience magique, la personne ne se croit pas capable de changer sa condition parce qu'elle attribue sa situation à des causes complètement en dehors d'elle : « (...) le fatalisme typique de ce niveau de conscience, conduit aux bras croisés, à l'impossibilité d'agir face au pouvoir des faits, devant lesquels l'homme reste vaincu. »³⁵

Le tableau 1.1 ci-dessous illustre ce qu'est la conscience critique par rapport à la conscience primaire ou magique.

Tableau 1.1 : Conscience critique

Conscience primaire :			
Être humain	>	Faits	= L'être humain croit ce qui lui plaît.
Conscience magique :			
Faits	>	Être humain	= L'être humain subit docilement, fatalisme.
Conscience critique :			
Faits	□	L'être humain	= Les faits existent et sont la conséquence de causes et l'être humain peut agir sur certaines causes.

³³ *Ibid.*, p.109.

³⁴ *Ibid.*, p.110.

³⁵ *loc.cit.*

La perception est critique et logique lorsque les véritables liens de causalité sont perçus; à l'inverse, la compréhension sera d'autant plus magique ou primaire que les liens de causalités auront été moins perçus. D'ailleurs, le jugement critique des citoyens est essentiel à la véritable démocratie. « En règle générale, plus un groupe humain exerce son jugement, et plus il est ouvert et démocratique.»³⁶ Cependant, la relation entre le jugement critique et la démocratie est un lien à double-sens : à l'inverse, moins il a d'expériences démocratiques, plus le citoyen est porté à discourir d'un problème de façon pompeuse mais superficielle. Même avec les mots les plus élégants, une analyse superficielle des faits ne peut qu'amener un jugement simpliste. C'est donc pourquoi le cheminement vers une conscience critique exige aussi de la part du citoyen qu'il ait l'occasion d'expérimenter la démocratie.

On voit bien que le processus qui mène à la conscience critique en est un d'éducation.

D'une part, Freire note l'influence indéniable de la forme pédagogique de l'éducation formelle sur la formation d'une culture passive et non démocratique. Il reproche à l'école brésilienne de perpétuer les relations anti-démocratiques : «Nous dictons des idées, nous ne les échangeons pas. Nous donnons des leçons, nous ne les débattons ni ne discutons les sujets. Nous travaillons pour l'élève et non pas avec lui.»³⁷

Il indique que le rôle de l'éducation est de conduire les citoyens à une nouvelle attitude face aux problèmes de son temps et de son environnement. Une attitude d'accueil et de recherche, par opposition à la simple mémorisation et répétitions de textes sans rapport avec son environnement réel : « Une éducation de la créativité, au lieu de celle qui se limite à la transmission de ce que Whitehead appelle 'inert ideas'. 'Idées inertes', c'est-à-dire idées que l'esprit se borne à recevoir sans les vérifier, les utiliser, ni les transformer en nouvelles constructions.»³⁸

D'autre part, en analysant les difficultés démocratiques du Brésil à la lumière de son inexpérience historique de la démocratie, il met en évidence que la démocratie ne peut

³⁶ *Ibid.*, p.100.

³⁷ *Ibid.*, p.101.

³⁸ *Ibid.*, p.97

s'apprendre qu'en la pratiquant : «En vérité, s'il est une connaissance qui ne peut être assimilée que par l'expérience, existentiellement, c'est bien la connaissance démocratique.»³⁹ On devient citoyen dans l'action. Il faut donc une éducation qui donne droit à la participation au pouvoir, dans le réel, dans son environnement familial, local, territorial, national. Pour la personne du peuple, cela signifie acquérir une responsabilité sociale et politique :

Il lui fallait pour cela participer, intervenir toujours davantage dans l'orientation de son syndicat, de son entreprise, par l'intermédiaire de groupements, de clubs ou conseils; intervenir dans la vie de son quartier, de son Église, dans la vie de sa communauté rurale, par une participation active dans les associations, les mouvements, les sociétés de bienfaisance.⁴⁰

La capsule suivante illustre l'approche pédagogique qui, selon l'expérience brésilienne de Freire, développe une conscience critique et engendre un changement d'attitude, ouvrant ainsi la voie à l'action et l'intervention citoyenne.

³⁹ *Ibid.*, p.96

⁴⁰ *loc. cit.*

Capsule dimension culturelle: La méthode d'alphabétisation de Paulo Freire

L'expérience brésilienne de Paulo Freire a consisté à alphabétiser les masses populaires selon une méthode innovatrice qui a connu un grand succès. Le but de cette éducation n'était pas seulement d'alphabétiser des personnes, mais plutôt d'aider ces personnes à développer une conscience critique : se voir comme des acteurs dans un monde qu'ils bâtissent, qui leur appartient, bref à se voir comme des citoyens. Le processus d'éducation était le suivant:

1. Cercle de culture au lieu de salle de classe.
2. Replacer l'homme dans son contexte : nature vs culture, un élément de culture étant tout ce qui, de l'état nature, a été transformé par l'action humaine.
3. Réaliser que les humains transforment le monde : ils ne sont pas uniquement des objets qui subissent les changements.
4. Replacer le langage écrit dans son contexte : élément de la culture de l'humanité.
5. S'alphabétiser comme moyen pour une personne de prendre part à la culture plus large de l'humanité. C'est un moyen de communication qui lui permet de prendre part à la transformation du monde avec une communauté élargie.

En donnant le contrôle du contenu et des discussions aux apprenants, et en utilisant un animateur plutôt qu'un professeur, le cercle de culture offrait un milieu d'apprentissage où s'expérientie déjà la démocratie : le dialogue, la prise de décision partagée, l'épanouissement des humains. Le reste se présente comme une méthode d'insertion : ainsi, nous pouvons dire comme Odilon Ribeiro Coutinho, après avoir assisté à une conférence de Freire, l'analphabète « était hors du temps et voilà qu'il commence son intégration dans le temps.»⁴¹ La culture est le fil conducteur de cette formation. La personne alphabétisée réalise qu'elle est elle aussi une personne qui possède la culture : elle se découvre en tant qu'artisane de la culture parce que par son travail et ses activités, aussi modestes soit-ils, elle «transforme» le monde. Ainsi, une femme qui sait faire des vases en terre cuite se découvre-t-elle, elle aussi porteuse de «culture» parce que par son action, elle transforme la

⁴¹ *Ibid.*, p. 114-115.

terre. Cette étape est la véritable prise de conscience, car par la suite, à mesure qu'elle forme et lit les mots pour décrire sa situation et exprimer sa pensée, la personne est dans un état d'éveil et a déjà pris beaucoup plus d'assurance quant à ses capacités en tant qu'être humain. Il se produit alors un phénomène étonnant : ayant commencé à voir sa vie et sa situation de façon plus critique, l'apprenant prend le contrôle sur son apprentissage et fait des progrès énormes : « Car au fur et à mesure qu'une méthode active aide l'homme à prendre conscience de sa problématique, de sa condition de personne, et donc de sujet, il acquerra les instruments qui lui permettront des choix. Alors, il se politisera lui-même. »⁴²

La conception de l'être humain de Freire et sa méthode pédagogique ont eu beaucoup de répercussions dans le domaine de la pédagogie et de l'éducation. Bien que sa technique ait surtout été utilisée et répliquée afin d'alphabétiser des populations, c'est avant tout une méthode pédagogique et il n'en demeure pas moins que l'essence de sa thèse est l'éducation à la citoyenneté.

⁴² *Ibid.*, p. 125.

1.5 Synthèse

Nous venons de voir quatre dimensions de la citoyenneté qui, ensemble, permettent une véritable prise en charge des citoyens sur la destinée de leur communauté. Analysée dans ses dimensions politique, économique, sociale et culturelle, la notion de citoyenneté a été définie et approfondie. Le tableau sur la page suivante présente les principales caractéristiques de chaque dimension et les types d'activités qui y sont rattachées dans une perspective d'éducation à la citoyenneté.

Tableau 1.1 Synthèse des dimensions de la citoyenneté

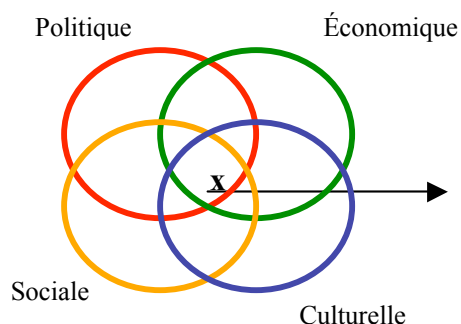
Dimension	Caractéristiques	Exemples d'activités d'éducation
politique	Participation directe à la délibération collective et la prise de décision sur les questions d'intérêt public.	Participation dans une association volontaire de personnes par la présence, l'information, la délibération, la proposition, la décision, l'engagement dans l'action, le suivi et l'évaluation
économique	Autonomie économique et participation à l'enrichissement collectif de la société.	Activités qui développent des habiletés permettant une autonomie financière dans une économie de marché : créativité et sens de l'entrepreneurship, habiletés techniques et professionnelles, appropriation des moyens de production.
sociale	Adoption des valeurs et des comportements sociaux nécessaires à l'harmonie et la cohésion sociale.	Développement du respect, de la solidarité et de la recherche du bien commun, du contrôle de soi, de la justice, ouverture à la différence, sentiment d'appartenance, connaissance de soi et de sa culture.
culturelle	Attitude de participation et d'intervention découlant de la conscience critique de sa capacité à transformer son environnement.	Pédagogie participative favorisant le développement d'une conscience critique. Expérience pratique dans l'action de participer et d'intervenir dans les organisations et mouvements de sa localité.

Dans cette recherche, nous allons utiliser ces dimensions de la citoyenneté pour mesurer, de façon qualitative, l'exercice de la citoyenneté chez des membres d'une coopérative appartenant à une même communauté. Afin de mesurer l'exercice de la citoyenneté grâce à ces quatre dimensions, nous allons utiliser un schéma. Le schéma ci-dessous présente la citoyenneté non comme un tout absolu, où la citoyenneté existerait seulement dans la situation où toutes les dimensions sont réunies, à l'image d'un diagramme de Ven (figure 1.1a)mais plutôt comme un exercice qui s'exprime à travers les dimensions

que nous avons étudiées et qui grandit à mesure que ces dimensions sont développées (figure 1.1b). Ainsi, la citoyenneté est représentée par l'aire couverte par les droites qui rejoignent les points sur les axes qui mesurent chacune des dimensions. Ainsi, plus les dimensions de la citoyenneté sont développées, plus la citoyenneté est exercée.

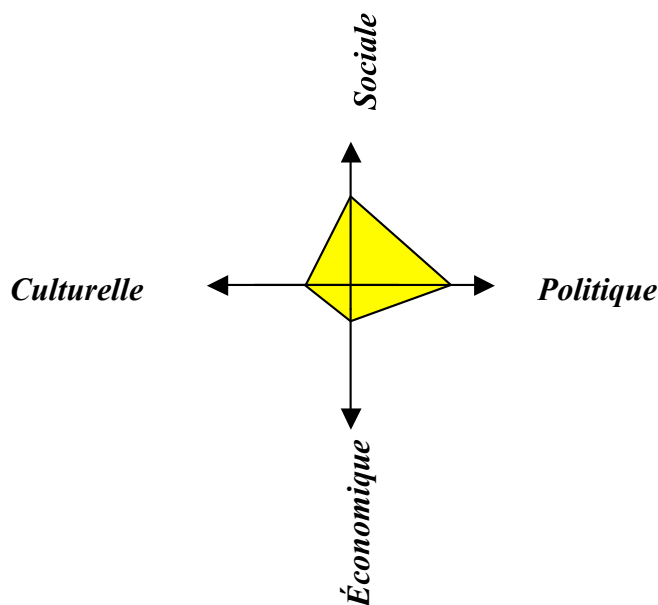
Figure 1.1 : Schémas illustrant l'exercice de la citoyenneté

a) **Diagramme de Ven :**



La citoyenneté serait ici représentée par l'aire où tous les cercles se rejoignent, c'est-à-dire dans le cas où pour se manifester, toutes les dimensions (politique, économique, sociale et culturelle) devraient se retrouver obligatoirement. Ceci N'ILLUSTRE PAS la vraie nature de la citoyenneté.

b) **Grille de mesure de l'exercice de la citoyenneté :**



La grille de la figure 1.1b de la page précédente présente la situation d'une communauté où les membres exercent passablement leur citoyenneté selon la dimension sociale et politique, mais où la dimension culturelle et la dimension économique de la citoyenneté sont très peu développées. L'ampleur de l'exercice de la citoyenneté est représentée par l'aire en jaune. On voit ainsi qu'on pourrait rendre l'exercice de la citoyenneté plus global et complet en développant davantage les activités en lien avec les dimensions économique et culturelle. Par exemple, ce schéma pourrait illustrer la situation d'une communauté où les membres sont cordiaux, respectueux et pacifique entre eux (dimension sociale) et où les gens ont l'habitude de délibérer et prendre des décisions ensemble, de manière démocratique (politique) mais où il existe une mentalité que les problèmes sont dus principalement à des causes externes sur lesquelles ils n'ont aucun pouvoir (dimension culturelle) et une situation économique pauvre où les gens ne sont pas maîtres de leurs ressources (dimension économique). En outre, on pourrait analyser d'autres dimensions de la citoyenneté simplement en ajoutant de nouveaux axes, ce qui changerait la forme géométrique de l'aire en jaune représentant la citoyenneté (ex. pentagone, hexagone, octagone...) et augmenterait la précision de l'image.

Ce schéma de la citoyenneté sera utilisé ultérieurement lors de l'analyse des résultats de l'étude de cas concernant les membres d'une coopérative étudiée. Le prochain chapitre décrit d'abord ce qu'est une coopérative et les points de convergence avec l'exercice de la citoyenneté.

CHAPITRE 2

LA COOPÉRATIVE

Par sa structure et sa philosophie, la coopérative semble être un milieu naturel d'éducation à la citoyenneté. Dans ce second chapitre, nous allons d'abord définir ce qu'est une coopérative, ensuite nous allons faire les rapprochements entre les éléments du fonctionnement des coopératives et le développement de comportements citoyens.

2.1 Définition d'une coopérative

Penchons-nous d'abord sur ce qu'est l'essence même d'une coopérative. Voici la définition proposée par l'Alliance Coopérative Internationale (ACI) :

Une coopérative est une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs, au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement.⁴³

Premièrement, une coopérative est une association de personnes qui se dote d'une entreprise afin d'utiliser ses services. L'entreprise est donc construite par les membres de l'association, pour les membres. Les membres de l'association sont collectivement propriétaires de l'entreprise et elle est gérée d'une façon démocratique, selon le mode une personne, un vote. L'entreprise évolue avec les membres, qui continuent de la bâtir avec leurs nouvelles idées et selon leurs nouveaux besoins. On y pratique le principe de l'équité dans la redistribution des bénéfices de la coopérative. Bien que la coopérative soit une forme d'entreprise, on doit la voir en premier lieu comme une association de personnes libres, réunies pour se donner les moyens de répondre à des besoins communs. De plus, la coopérative adhère à des valeurs et des principes qui régissent son fonctionnement.

⁴³ <http://www.coop.org/ica/fr/frprinciples.html> , "Déclaration sur l'identité coopérative. Déclaration approuvée par l'assemblée générale de l'ACI lors du congrès de Manchester -septembre 1995", Tiré de: Réseau coop, vol. 3, no. 2, novembre-décembre 1995, p. 11. "International co-operative alliance: Statement on the co-operative identity". Mise à jour: 19 Juin 2001

2.1.1 Les valeurs

Les valeurs fondamentales des coopératives sont la prise en charge et la responsabilité personnelle et collective, la démocratie, l'égalité, l'équité et la solidarité. Fondées sur un idéal social élevé et une vision différente de ce que devraient être les relations économiques et sociales entre les humains, les coopératives s'inscrivent dans une éthique fondée sur l'honnêteté, la transparence, la responsabilité sociale et l'altruisme.

Ces valeurs sont davantage celles d'un mouvement social⁴⁴ que celles découlant des intérêts mercantiles d'une entreprise. Ceci découle du fait qu'historiquement, le développement de la formule coopérative vient d'une idée beaucoup plus globale d'une nouvelle sorte de société, en réaction au capitalisme sauvage du 18^e-19^e siècle : «Dès l'origine, l'idée coopérative est liée à une nouvelle forme de société dont l'idée oweniste de villages de coopération.⁴⁵» C'est ainsi qu'en 1832, lors du 3^e Congrès des Associations coopératives de commerce tenu à Londres, on proclamait la résolution suivante : « Il doit être universellement entendu que le grand but final de toutes les associations coopératives, qu'elles soient engagées dans les affaires commerciales, industrielles ou agricoles, est l'établissement de communautés.⁴⁶»

De même, lors du premier congrès de cette même association, tenu à Manchester en 1831, on déclarait : « Qu'il soit toujours rappelé que les Associations actuelles ne sont que des pierres d'attente pour les communautés de coopération mutuelle. Elles ne sont que des moyens vers une fin, une fin qui doit rester constamment en vue.⁴⁷»

Par conséquent, les valeurs coopératives sont celles qui permettent l'établissement de communautés équitables et solidaires. Ces valeurs, si elles sont mises en pratique, devraient permettre de vivre une nouvelle citoyenneté beaucoup plus libre et égalitaire.

⁴⁴ Mouvement social : « (...) action collective délibérée, organisée et consciente par des membres d'une société pour construire une culture plus satisfaisante.» traduction libre de l'anglais, tirée de F.J. MIFFLEN. *Op. cit.*, p.106.

⁴⁵ Paul LAMBERT. *La doctrine coopérative : nouvel examen de son histoire, problèmes et perspectives*, sl, 1956, p.8.

⁴⁶ *Ibid.* p.9.

⁴⁷ *Ibid.*, p.9.

2.1.2 Les principes

Les principes coopératifs constituent les lignes directrices qui permettent aux coopératives de mettre leurs valeurs en pratique. Ces principes ont été développés et écrits pour la première fois en 1844, dans les statuts de la Société coopérative des Pionniers de Rochdale en Angleterre. Ce qui suit sont les sept principes coopératifs actuels tels qu'énoncés par l'Alliance Coopérative Internationale (ACI).

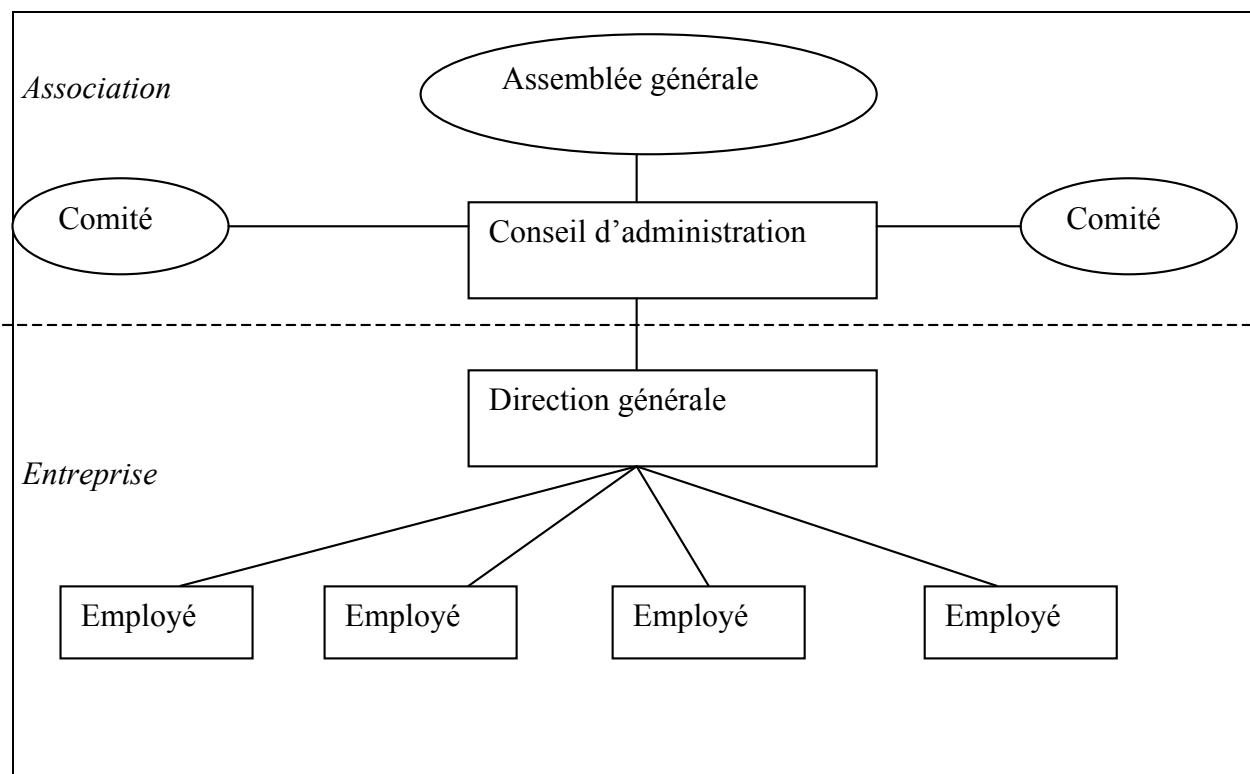
1er principe : Adhésion volontaire et ouverte à tous⁴⁸

Les coopératives sont des organisations fondées sur le volontariat et ouvertes à toutes les personnes aptes à utiliser leurs services et déterminées à prendre leurs responsabilités en tant que membres et à respecter les règlements, et ce sans discrimination fondée sur le sexe, l'origine sociale, la race, l'allégeance politique ou la religion.

2e principe : Pouvoir démocratique exercé par les membres

Les coopératives sont des organisations démocratiques dirigées par leurs membres qui participent activement à l'établissement des politiques et à la prise de décisions. L'organe suprême de la coopérative est l'assemblée générale, composée de tous les membres. Cette assemblée est l'organe décisionnel de la coopérative et fonctionne selon le principe un membre, un vote. Les membres réunis en assemblée décident des orientations stratégiques de la coopérative. Ils s'élisent des représentants parmi eux pour former le conseil d'administration, lequel sera responsable de diriger la coopérative selon les orientations décidées par les membres, dans l'intérêt de tous. Les hommes et les femmes élus comme représentants des membres sont responsables devant eux. En outre, le conseil d'administration est responsable, s'il y a lieu, d'engager une personne pour effectuer la direction générale de la coopérative. Si la coopérative a des employés, les autres employés de la coopérative relèveront de la direction générale. La figure 2.1 illustre la double structure association et entreprise qui caractérise la coopérative.

⁴⁸ *op.cit.*, ACI.

Figure 2.1 : Structure coopérative ⁴⁹

3e principe : Participation économique des membres

Les membres contribuent de manière équitable au capital de leurs coopératives et en ont le contrôle. Une part de qualification doit être achetée pour devenir membre de la coopérative. Ainsi, tous participent à au moins une partie de la capitalisation de la coopérative et ce capital composé des parts de qualifications, appelé le capital social, est la propriété commune de la coopérative. Les membres peuvent contribuer d'autre capital en achetant des parts privilégiées à la coopérative dans auquel cas ils ne bénéficient habituellement que d'une rémunération limitée du capital souscrit. Lorsque la coopérative fait des bénéfices, les bénéfices appartenant à tous les membres, c'est l'assemblée générale qui décide comment affecter et redistribuer les surplus. Les membres peuvent alors décider d'affecter les surplus parmi les objectifs suivants : le développement de leur coopérative, éventuellement par la dotation de réserves dont une partie au moins est impartageable, des ristournes aux membres en proportion de leurs

transactions avec la coopérative et le soutien d'autres activités approuvées par les membres, comme par exemple des activités de la communauté. Il y a donc un engagement financier de la part de tous les membres pour la constitution de la coopérative, à travers les parts de qualifications, et un partage solidaire des bénéfices.

4e principe : autonomie et indépendance

Les coopératives sont des organisations autonomes d'entraide, gérées par leurs membres. La conclusion d'accords avec d'autres organisations, y compris des gouvernements, ou la recherche de fonds à partir de sources extérieures, doit se faire dans des conditions qui préservent le pouvoir démocratique des membres et maintiennent l'indépendance de leur coopérative.

5e principe : éducation, formation et information

Les coopératives fournissent à leurs membres, leurs dirigeants élus, leurs gestionnaires et leurs employés l'éducation et la formation requises pour pouvoir contribuer effectivement au développement de leur coopérative. Aussi, elles font la promotion de la coopération en informant le grand public, en particulier les jeunes et les leaders d'opinion, sur la nature et les avantages de la coopération.

6e principe : coopération entre les coopératives

Pour apporter un meilleur service à leurs membres et renforcer le mouvement coopératif, les coopératives oeuvrent ensemble au sein de structures locales, nationales, régionales et internationales. L'intercoopération et la recherche d'objectifs communs dans la diversité sont des principes qui garantissent la survie des coopératives dans notre monde compétitif où l'accumulation de capital des grandes entreprises représente une menace à la survie des petites entreprises locales et au mode de vie communautaire.

7e principe : Engagement envers la communauté

⁴⁹ Figure tirée de : A. BRIDAULT. *Gérer la vie démocratique d'une coopérative. Guide pratique Orion*, Coll. «Gestion d'une coopérative», No 1, 2^e édition, Sainte-Foy, 1998 (1996), Orion, p.36.

Les coopératives contribuent au développement durable de leur communauté dans le cadre d'orientations approuvées par leurs membres. Étant tout d'abord une association de personnes, le sentiment d'appartenance de la coopérative à la communauté dont elle est issue est une richesse à cultiver qui permet à la coopérative de pouvoir compter sur son milieu pour la supporter en cas de besoin, et réciproquement, qui lui infère un sentiment de responsabilité pour le bien-être de sa communauté.

2.1.3 Types de coopératives

Au Québec, nous classons les coopératives selon la relation qui existe entre les membres et la coopérative. Principalement, il y a trois types de coopératives : les coopératives de consommateurs, les coopératives de travailleurs et les coopératives de producteurs. D'autres variantes viennent s'ajouter, comme la coopérative de solidarité, qui est une combinaison d'une coopérative de consommateurs et de travailleurs.

A. La coopérative de consommateurs :

La coopérative de consommateurs est créée afin de répondre à un besoin de produits ou services d'un groupe de personnes. Les membres décident alors de se fournir eux-mêmes les produits et les services qu'ils désirent par le biais de leur coopérative afin de se les procurer au meilleur prix d'achat possible. Dans ce cas, le but de la coopérative en tant qu'entreprise ne sera pas de faire les plus grands bénéfices mais plutôt d'arriver à un équilibre budgétaire qui lui assure une viabilité économique à long terme, tout en faisant profiter les membres d'un prix moins élevé que celui du marché. En réalité, le véritable bénéfice de ce type de coopérative se trouve dans l'économie que fait le consommateur à chaque achat, et les bénéfices sont naturellement redistribués aux membres à chaque transaction.

B. La coopérative de producteurs

Ce type de coopérative unit des producteurs qui mettent en commun leur production pour obtenir un plus gros volume de vente et faciliter la commercialisation, et se donner des services d'aide à la production. Ainsi, ils peuvent par exemple se doter d'une usine de transformation et de plein d'autres services qu'ils ne pourraient pas s'offrir individuellement. Le but de la coopérative de producteurs est donc d'obtenir

le meilleur prix de vente pour les producteurs et d'avoir accès à des marchés intéressants pour écouler leurs produits.

C. La coopérative de travailleurs

La coopérative de travailleurs unit des travailleurs qui se sont constitués en coopérative pour se créer leur propre travail. L'objectif de ce type de coopérative est d'offrir aux travailleurs de meilleures conditions de travail et des salaires à la juste mesure de ce que permet l'entreprise. Les travailleurs sont alors les décideurs de leur entreprise et participent à la gestion et à la planification, renversant ainsi l'opposition traditionnelle de dirigeants vs dirigés entre les employeurs et les employés. Ici, ce sont les employés eux-mêmes qui s'organisent pour diriger l'entreprise, et font l'apprentissage de la direction de leur entreprise avec tous les défis que cela comporte, rendant ainsi honneur au vrai sens de la démocratie : être à la fois dirigé et dirigeant.

D. La coopérative de solidarité

La coopérative de solidarité unit deux types d'utilisateurs, soit les travailleurs et les consommateurs. Elle offre donc le travail aux travailleurs et rend disponible les produits ou services dont ont besoin les consommateurs. Il s'agit ici d'une situation qui nécessite une bonne coopération entre les deux groupes d'utilisateurs : agir de sorte que les consommateurs retirent le meilleur prix possible tout en garantissant des conditions de travail intéressantes pour les travailleurs. Un bel exemple de coopération, chaque membre ne doit pas penser à son intérêt seulement, mais voir à ce que tous soient traités équitablement et retirent un avantage de travailler en coopération.

2.2 Coopérative, développement et citoyenneté

Étant donné leur structure organisationnelle, leurs principes et leurs valeurs, on accorde aux coopératives beaucoup de potentiel pour stimuler un développement durable. Le lien étroit qu'entretient la coopérative entre l'économie et le social est un point

important de son attrait comme élément d'une stratégie de développement durable. En étudiant pourquoi les coopératives sont un véhicule privilégié pour le développement durable, Michael GERTLER (2001) explique :

(...) co-operatives may have special potential as enterprises that can foster cultural, organisational and technological change- the kinds of change required if significant movement in the direction of sustainable development is to be achieved.⁵⁰

Le tableau 2.1 présente les raisons qui poussent Gertler à affirmer que les coopératives sont un véhicule particulièrement approprié pour générer un développement durable. Nous notons que ces mêmes raisons expliquent aussi pourquoi les coopératives, par leur impact au niveau social, économique, culturel et politique, sont un lieu privilégié d'éducation à la citoyenneté.

Tableau 2.2 Pourquoi les coopératives sont des véhicules appropriés pour le développement durable?⁵¹

- Les coopératives intègrent fréquemment des objectifs multiples d'ordre économique, social et écologique.
- Les coopératives sont des véhicules pratiques pour la coopération et l'action collective, deux éléments cruciaux pour le développement durable; elles construisent et renforcent la communauté, ce qui est à la fois un moyen et une mesure du développement durable.
- Étant donné leur lien avec la communauté et leur besoin moins pressant pour le «profit» à court terme, les coopératives sont capables de s'impliquer et d'agir sur des horizons de planification plus longs.
- Les coopératives aident à stabiliser les économies régionales et pourvoient un climat favorable pour de nouveaux investissements.
- Les coopératives réduisent les inégalités et promeuvent un partage équitable des coûts et des bénéfices du développement durable.
- Les coopératives peuvent promouvoir la démocratie économique et la prise en charge de

⁵⁰ Michael GERTLER. *Rural Co-operatives and Sustainable Development*, Saskatoon, Centre for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan, 2001, page 5.

⁵¹ Traduction libre d'un tableau tiré dans Michael GERTLER. *Ibid.*, page 6.

groupes marginalisés- une marque du développement durable et une condition préalable pour la responsabilité partagée.

- Les coopératives servent de partenaires facilitant les alliances impliquant des organisations locales et nationales, et les secteurs privé et public.
- Le développement durable requiert de la gestion et des connaissances intensives; les coopératives ont une capacité organisationnelle pour la communication, la formation et l'éducation.
- Les coopératives font partie d'un mouvement mondial qui a des liens très forts avec d'autres mouvements sociaux contemporains axés sur l'environnement, les droits de la femme, la démocratie, les alternatives de développement, la lutte à la pauvreté et la résistance à la mondialisation néo-libérale.

Ce tableau nous permet de constater que plusieurs éléments de la coopérative viennent rejoindre l'exercice de la citoyenneté.

Premièrement, au niveau politique, la coopérative «permet la coopération et l'action collective». Nous pouvons faire un rapprochement entre la coopérative comme association volontaire de personnes et cette même notion chez Rousseau, pour qui cette association libre et volontaire est le fondement de toute société politique. De plus, cette association de personnes en assemblée constituant l'organe suprême de décision, on noue avec Rousseau sur l'importance que le pouvoir législatif soit détenu par l'ensemble des citoyens. À vrai dire, même si l'assemblée se nomme des représentants, on pourrait interpréter ces représentants comme formant le pouvoir exécutif de la coopérative et désignés pour mener à terme les actions décidées par les membres.

D'autre part, l'apprentissage de la démocratie est une caractéristique de la coopérative. La structure coopérative offre un encadrement qui favorise la démocratie. L'importance de l'assemblée générale, la règle d'un membre-un vote, l'autorité de l'association de personnes sur l'entreprise sont des éléments de la structure qui encadre officiellement le caractère démocratique de la coopérative. En recherchant l'atteinte d'un but commun, les usagers de la coopérative doivent apprendre à prendre des décisions en commun et à fonctionner en groupe, c'est-à-dire en pensant en fonction de l'intérêt du groupe et non en fonction du seul intérêt de chaque individu.

Au niveau économique, la coopérative permet de «promouvoir la démocratie économique» et de «stabiliser les économies régionales». Les inégalités sont réduites grâce au principe de la redistribution équitable des bénéfices. De plus, la coopérative permet à des groupes marginalisés de s'insérer dans l'économie, permettant une plus grande liberté d'action et un plus grand pouvoir d'influence de populations exclues.

Au niveau social, les coopératives «construisent et renforcent la communauté». Les coopératives, se sont d'abord des membres, des citoyens d'une communauté. Si les coopératives remplissent de telles fonctions, c'est que les membres ont appris à développer des aptitudes de solidarité et d'engagement, dans le respect des autres et pour l'avantage de tous. De même, étant donné leur attachement à leur communauté, les membres sont collectivement plus soucieux de l'avenir à long terme de leur communauté et plus conscients du bien commun, au-delà du profit à court terme et de l'intérêt individuel.

Au niveau culturel, si on fait référence à l'idée de FREIRE concernant le développement de la pensée critique, on constate que l'implication dans la coopérative change nécessairement la représentation du monde du membre car il devient plus conscient que son rôle est plus grand que simple objet de l'environnement qui l'entoure. Le consommateur n'est plus seulement un consommateur; il est aussi un décideur à travers sa coopérative. Le travailleur n'est plus seulement un employé, il est maintenant impliqué dans le processus de décision de son entreprise et il est collectivement responsable de l'avenir de son entreprise. Le producteur qui recherche l'amélioration de ses conditions en collaborant avec d'autres a maintenant une plus grande emprise sur sa destinée et s'est donné des moyens d'agir et d'influencer son environnement. Un droit de parole est acquis. Il y a nécessairement une évolution du rôle de chacun dans ce cheminement, passant du rôle de sujet passif à celui d'acteur.

Au-delà de ce discours théorique, comment se développent ces aptitudes de citoyen dans la coopérative? Si on veut que les gens se prennent en main, qu'une communauté

entière prenne les commandes de sa destinée, il ne suffit certainement pas seulement de leur en donner l'occasion en fournissant un cadre légal démocratique. D'une part, il faut tenir compte des autres dimensions de la citoyenneté, c'est-à-dire les dimensions économique, sociale et culturelle.

Comment les membres d'une coopérative apprennent-ils la démocratie et l'autonomie? En plus d'une structure qui permette la démocratie, comme celle d'une coopérative, il faut qu'il y ait une culture qui apprenne aux membres comment utiliser cette démocratie. À première vue, cela semble être l'objectif de l'éducation coopérative. Nous allons voir que l'éducation coopérative peut être interprétée de différentes manières.

2.2.1 L'éducation coopérative

L'éducation coopérative comporte trois courants.⁵² Le premier est le courant gestionnaire, axé sur le perfectionnement technique dans la coopérative. Il s'agira d'enseigner les éléments de gestion, de comptabilité par exemple, aux membres qui seront membres du conseil d'administration et qui auront à interpréter les données administratives pour prendre des décisions. Ce sont des outils importants pour que les membres puissent faire fonctionner l'entreprise et que chacun puisse jouer son rôle convenablement. Cela rejoint la dimension économique de la citoyenneté : les membres reçoivent des outils pour fonctionner plus efficacement dans une économie de marché et arriver à produire plus de richesse pour eux et pour la collectivité en général.

Le deuxième est le courant doctrinaire, axé sur l'apprentissage du fonctionnement de la coopérative et des principes coopératifs. On apprend comment fonctionne la structure coopérative, les charges et responsabilités de chacun (membre, conseil d'administration, direction générale) et les règlements coopératifs. On partage aussi les idéaux coopératifs. Même s'il demeure que cela reste un échange d'information, sans pour autant impliquer la participation subséquente, c'est une première étape que de savoir en premier lieu ce qu'est la coopération pour quiconque désire vivre la coopération. C'est

⁵² J. JEAN BROCHU. *L'éducation coopérative comme stratégie d'éducation alternative*, Coll. «Essais», No 16, IRECU, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, septembre 1989, 86 pages.

un outil qui permet au membre de participer, s'il le désire, et ce courant rejoint la dimension politique de la citoyenneté.

Le troisième est le courant humaniste, centré sur le développement de l'être humain à travers la coopérative. Selon le courant humaniste, «l' 'éducation est coopérative au niveau du contenu et véhicule les principes, valeurs, fondements d'entraide, de partage, de solidarité et de participation démocratique (...) et au niveau de sa forme et de son approche pédagogique parce qu'elle remet en cause la relation traditionnelle enseignant-enseigné.»⁵³ Ce qui distingue ce type d'éducation coopérative des deux autres est l'emphasis que l'on met sur la formule pédagogique, que l'on dit coopérative, et non seulement un contenu «coopératif» ou destiné à des membres de coopératives. À ce titre, nous pouvons dire que les «expériences coopératives» vécues à l'intérieur de la coopérative sont les éléments d'éducation coopérative. Ce sont ces expériences qui peuvent permettre un véritable apprentissage de la citoyenneté. D'une part, la transmission de valeurs fait partie de la dimension sociale de la citoyenneté et d'autre part, l'approche pédagogique s'inscrit parfaitement dans la dimension culturelle de la citoyenneté.

Dans les chapitres qui suivent, nous allons analyser le cas d'une association coopérative pour en distinguer les éléments et les activités qui permettent de vivre de telles expériences d'apprentissage de la citoyenneté.

⁵³ G. COMTOIS et al. « L'éducation coopérative : utopie et réalité. » *Revue du CIRIEC*, vol.14, no 1, 1981-82, p.4 cité dans J. JEAN BROCHU, *op. cit.*, p. 3.

Partie II : ÉTUDE DE CAS

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE

3.1 Épistémologie

Cette recherche s'inspire de la position épistémologique postmoderne. Le postmodernisme propose une nouvelle façon de voir le monde, de l'interpréter et de comprendre le présent, en rupture avec le schéma théorique moderne. L'épistémologie qui s'inspire du postmodernisme appartient à ce courant des sciences sociales qui rejette la tradition positiviste héritée des Modernes.

- *Rejet de l'universel*

Tout comme le courant postmoderniste rejette les mesures homogénéisantes, la position scientifique postmoderniste rejette les théories universelles. D'une part, on rejette l'humanisme et son utopie de «l'Homme universel» qui tend à universaliser l'expérience humaine. On conçoit que la réalité est conjoncturelle et circonstancielle et que l'être humain devient ce qu'il est selon les circonstances et les époques car nous sommes des êtres de culture. Par conséquent, on ne fait aucune allusion à l'Homme abstrait et à l'humanisme: « Les hommes- non pas l'Homme- n'appartiennent pas à l'infini »⁵⁴. On doit donc voir les changements et les bouleversements qui affectent nos sociétés à partir des mutations qui s'opèrent chez les individus, et surtout la compréhension ainsi que l'interprétation qu'ils se font de leur vécu. Les entrevues seront donc très importantes pour connaître l'interprétation que la population étudiée se fait de son vécu. Ceci renvoie nécessairement à l'attention particulière qu'on doit accorder à l'héritage culturel des individus et des sociétés étudiés. De là l'importance de situer très bien l'objet étudié dans son contexte.

⁵⁴ A. CARTY, «Le siècle des Lumières, la Révolution et la mort de l'Homme. Une approche postmoderne du droit», in *Droit et Société*, no 13, 1989, p 315-316, Cité dans Y. BOISVERT, *L'Analyse postmoderniste : une nouvelle grille d'analyse socio-politique*, Coll. «Logiques sociales», Montréal, Éditions l'Harmattan, 1997, p 84.

- *Inclusiviste*

D'autre part, le postmodernisme propose une démarche inclusiviste, préférant favoriser le métissage des idées pour faire avancer la connaissance plutôt que la confrontation dialectique de type thèse/anti-thèse. Dans cette recherche, les éléments de la problématique ont été analysés dans cet esprit, c'est-à-dire en tentant de faire ressortir ce qui est commun et complémentaire dans les différentes conceptions de la citoyenneté plutôt que d'opposer les visions des auteurs qui pouvaient à première vue sembler éloignées.

- *Interprétativiste*

On considère que la réalité est inaccessible dans son ensemble. Par conséquent, cette conception du monde implique une humilité du chercheur qui ne cherchera pas tant à révéler la vérité qu'à offrir son interprétation conjoncturelle d'un événement. Il n'y a donc pas de vérité absolue : les vérités sont locales, conjoncturelles et partielles. Toute représentation ne pouvant être aussi complète que la réalité, l'observant ne peut que mettre l'emphasis sur une dimension concevable de l'objet étudié⁵⁵. En plus, l'habileté du chercheur à distinguer une dimension plutôt qu'une autre étant conditionnée par son propre passé et son expérience, toute interprétation est en fait biographique. L'interprétation n'est pas une description neutre d'un événement, c'est le fruit d'un dialogue entre l'observant et l'objet observé, s'éclairant et se modifiant l'un l'autre dans le processus. Le rôle du chercheur est donc d'offrir une interprétation raisonnée et rationnelle de la réalité, en se basant sur une méthodologie rigoureuse. Puisqu'il ne peut y avoir une seule manière de voir et de comprendre le monde, le chercheur devra faire preuve de transparence dans sa démarche scientifique.

- *Rejet de l'historicisme*

Ainsi, le postmodernisme rejette l'historicisme et le déterminisme qui veut que l'histoire soit un chemin unidirectionnel vers le progrès. En effet, la réalité n'est pas déterminée, elle se construit à travers et à cause des différentes interprétations des acteurs. À la

⁵⁵ Y. BOISVERT. *L'analyse postmoderniste (...)*.

place, on propose un travail de réinterprétation et une remise en question des théories dominantes.

BOISVERT (1997) résume ainsi l'essence d'une étude postmoderniste :

On peut dire en conclusion qu'une étude postmoderniste se développe comme un récit qui raconte l'histoire inédite de son exploration intellectuelle. À travers cette forme qu'est le récit, une étude postmoderniste désire communiquer, dans une narration modeste, son interprétation de l'événement.⁵⁶

La méthodologie de cette recherche tiendra donc compte de cette conception du monde.

3.2 Type de recherche

Il s'agit d'une recherche qualitative et interprétativiste. D'ailleurs, l'approche postmoderniste, par son rejet des conceptions universelles et l'importance qu'elle accorde aux éléments culturels et conjoncturels dans l'analyse, amène nécessairement une recherche de type qualitatif :

*Qualitative research properly seeks answers to questions by examining various social settings and the individuals who inhabit these settings. Qualitative researchers, then, are most interested in how humans arrange themselves in these settings and how inhabitant make sense of their surroundings through symbols, rituals, social structures, social roles, and so forth.*⁵⁷

De même, l'approche postmoderniste commande une recherche interprétative : « Dans le cadre de l'interprétativisme, [le chercheur] va chercher à comprendre comment les acteurs construisent le sens qu'ils donnent à leur réalité sociale.»⁵⁸ L'interprétation du phénomène se fait en deux temps : premièrement, on considère d'abord l'interprétation que la population étudiée se fait de son vécu, et deuxièmement, le chercheur reconstruit

⁵⁶ *Ibid.*, p.94.

⁵⁷ B. L. BERG. *Qualitative Research Methods for the Social Sciences*, 3e édition, Needham Heights, MA (USA), Allyn & Bacon, 1998 (1989), page 7.

⁵⁸ R-A. THIETART et al. *Méthodes de recherche en management*, Paris, Dunod, 1999, page 21.

les éléments du phénomène en se basant sur les éléments d'un cadre conceptuel: « le monde social est fait d'interprétations. Ces interprétations se construisent grâce aux interactions entre acteurs, dans des contextes toujours particuliers.»⁵⁹

3.3 Objet de recherche

L'objet de recherche est la question qui guide la stratégie que le chercheur va utiliser pour interpréter la réalité. THIÉTART (1999) nous dit : «Il s'agit de produire une question liant, articulant ou interrogeant des objets théoriques, méthodologiques et/ou empiriques»⁶⁰. Ma question de recherche est la suivante : ***Comment la coopérative devient-elle un lieu d'éducation à la citoyenneté ?***

Dans cette question, je mets en rapport deux objets théoriques, soient la coopérative et l'éducation à la citoyenneté. Dans un premier temps, la recherche débute par l'effort de dégager les parallèles entre les dimensions qui sont communes aux deux concepts, ce que nous avons fait dans la problématique.

En deuxième lieu, la question de recherche implique qu'il s'agit d'une recherche sur le processus. Une recherche sur les processus vise à répondre à la question 'Comment ?'.

Dans cette recherche, nous chercherons à comprendre comment la variable de la citoyenneté évolue chez les membres de la coopérative dans le temps. Comme l'explique Thiétart, la description d'un processus consiste à faire ressortir les différentes étapes qui constituent l'évolution du phénomène : « La description du processus conduit à porter une attention particulière aux éléments qui composent le processus ainsi qu'à l'ordre et à l'enchaînement de ces éléments dans le temps.»⁶¹

⁵⁹ *Ibid.*, page 19.

⁶⁰ *Ibid.*, page 37.

⁶¹ *Ibid.*, page 117.

3.4 Propositions d'étude

Pour répondre à cette question, je vais examiner les propositions d'étude suivantes :

1. Quelles activités dans la coopérative développent des changements d'attitude, et de nouvelles habiletés chez les membres au niveau des dimensions suivantes de la citoyenneté :
 - a) Politique?
 - b) Économique?
 - c) Sociale?
 - d) Culturelle?
2. Quelle relation entretient la coopérative et ses membres avec la communauté?
3. Quelles sont les particularités coopératives qui contribuent à amener ces changements d'attitude, de comportements et de compétences?
4. Quel est le cheminement des membres qui les amène à développer de nouvelles attitudes et habiletés citoyennes?
5. Comment peut-on classer ces activités pour rendre compte du cheminement des membres?

3.5 Méthode de recherche

J'ai choisi d'analyser la relation entre la coopérative et l'éducation à la citoyenneté avec l'éclairage d'une étude de cas. Selon YIN (1994), la méthode d'étude de cas est particulièrement appropriée pour répondre à des questions de type «comment?» et «pourquoi?» par rapport à un événement contemporain sur lequel le chercheur a peu ou pas de contrôle.⁶² À partir d'un cas, j'ai procédé à une généralisation analytique pour construire un modèle qui met en lumière le processus d'éducation à la citoyenneté à travers le modèle coopératif. Ce type d'analyse a pour but de bâtir un modèle théorique à partir du cas étudié, par opposition à une généralisation statistique, où la généralisation se fait à toute une population à partir d'un échantillon.⁶³ Dans cette recherche, qui n'a aucune prétention universaliste, l'intérêt réside plutôt dans la mesure où les questions

⁶² R. YIN. *Case Study Research: Design and Methods*, 2e Édition, Col. «Applied Social Research Methods Series, vol.5», Sage Publications, Thousand Oaks, Californie, 1994 (1984;1989), p.9.

⁶³ *Ibid.*, p.30.

relèvent les éléments à analyser pour permettre une interprétation riche et éclairante de la réalité. Par conséquent, lorsqu'on utilise la méthode de l'étude de cas, il est plus approprié de parler d'unité d'analyse plutôt que d'échantillon, puisque l'idée d'échantillon est étroitement liée à celle de généralisation statistique sur une population alors que celle d'unité d'analyse se rapporte à la généralisation analytique des propositions d'études.

3.6 Unité d'analyse

L'unité d'analyse de cette étude de cas est la boulangerie Taina⁶⁴, qui est gérée par l'Association de femmes Victoria, dans la communauté de la Sierra, une section de la municipalité de San Fernando en République Dominicaine. L'association coopérative étudiée dans cette recherche a été choisie pour sa disponibilité puisque j'ai eu l'opportunité d'y effectuer un stage de quatre mois entre novembre 2000 et mars 2001, dans le cadre d'un stage professionnel coordonné par le Carrefour de Solidarité Internationale de Sherbrooke (CSI), et le *Centro de Planificacion y Accion Ecumenica* (CEPAE), une ONG partenaire en République Dominicaine. À titre de conseillère en gestion de coopérative, j'ai pu facilement m'insérer dans le milieu, gagner la confiance des gens et profiter d'un regard interne sur l'organisation. Cela s'est avéré d'une importance capitale pour effectuer la cueillette de données, notamment au moyen de l'observation participante.

Étant donné que l'objet d'étude implique d'analyser la relation des membres avec leur communauté, il s'imposait aussi d'étudier la communauté dont la coopérative est issue. J'ai pu également observer et connaître la communauté de La Sierra pour y avoir vécu durant les quatre mois.

3.7 Collecte de données

Les données ont été recueillies à travers diverses sources d'informations à ma disposition afin de pouvoir recouper les données et effectuer une triangulation pour en

⁶⁴ Le nom de la boulangerie et des lieux ont été modifiés afin de respecter la confidentialité des participants de l'étude.

vérifier la fiabilité et la validité. Dans un premier temps, j'ai utilisé la méthode de l'observation participante durant quatre mois sur le terrain grâce à ma position privilégiée de stagiaire dans la coopérative. Dans un deuxième temps, à partir du troisième mois, j'ai procédé à des entrevues semi-dirigées avec des membres de la communauté. Enfin, dans un troisième temps, j'ai complété l'information recueillie grâce à des données secondaires comme une étude sur la santé de la communauté qui a été faite en 1993, les documents de constitution de deux associations du village ainsi que les procès-verbaux des six derniers mois des réunions de l'Association Victoria. J'ai pris des mesures pour assurer la fiabilité des données et la validité des résultats en me basant sur les recommandations de BERG (1998), De KETELE et ROEGIERS (1991), McCALL et SIMMONS (1969) ainsi que THIÉTART (1999).

Ainsi, pour recueillir les données qui ont servies à répondre aux propositions d'études, j'ai utilisé les techniques de cueillette de données suivantes :

A) L'observation participante

Étant donné mon statut de stagiaire, j'ai été introduite à la communauté le 19 novembre 2000 par l'animateur social du CEPAE (Centro de Planificación y Acción Ecuénica), l'organisation partenaire qui parrainait mon stage. Cet animateur étant bien aimé et respecté par la communauté, mon insertion dans les associations a été facilitée. Depuis mon arrivée jusqu'au mois de février, j'ai assisté aux réunions de l'ensemble des associations de La Sierra, tout en étant impliquée de façon particulière dans l'association Victoria grâce aux ateliers de gestion que j'animais pour la gestion de la boulangerie. Cette période m'a permis de me familiariser avec le milieu et d'observer le fonctionnement de la communauté.

En outre, j'ai participé :

- Aux réunions régulières de l'Association de femmes Victoria, à raison d'une réunion à toutes les deux semaines.
- À certaines réunions régulières des deux autres associations de la communauté de La Sierra, l'Association agricole Agro-Desarrollo et l'association de caféiculteurs Virgen de Altagracia.

- À une réunion de coordination de la fête annuelle des associations de la zone nord de San Fernando, qui avait lieu à La Sierra, réunissant des représentants des trois associations (Victoria, Agro-Desarrollo, Virgen de Altagracia).
- À une réunion du Cercle de Voisins (*Junta de Vecinos*) du quartier Colina de la communauté La Sierra.
- À la réunion de constitution d'un nouveau Cercle de voisins (*Junta de Vecinos*) du quartier Bolivar de la Sierra.
- À une réunion du Comité de Santé de la Sierra.
- À une activité d'éducation sur le SIDA et les maladies transmises sexuellement offerte par le CEPAE, se déroulant à l'Universidad Autonoma de Santo Domingo, à laquelle étaient conviés des représentants des Comités de Santé de toutes les régions du pays dans lesquelles intervient le CEPAE. Les deux représentantes du Comité de Santé de la Sierra étaient deux membres de l'Association Victoria.

J'ai aussi assisté à de nombreuses fêtes dans la communauté, qui avaient lieu régulièrement pour souligner toutes sortes d'événements :

- Fêtes à caractère religieux : fête consacrée à un Saint particulier (ex. San Miguel) ou à la Vierge pour vœux exaucés, neuvaine (soirées de prières durant neuf jour précédant une fête en l'honneur d'un Saint), fête d'anniversaire de la mort d'un membre de la communauté, enterrement, naissance.
- Fête annuelle des associations de la zone Nord de San Fernando.

En ce qui concerne la boulangerie coopérative, proprement dite, j'ai participé :

- À la fabrication du pain en assistant le boulanger engagé par l'association.
- À une étude de marché au sein de la communauté que j'ai organisée avec les femmes de la coopérative dans le cadre d'un atelier de gestion.
- À une rencontre avec un fournisseur de farine potentiel avec deux représentantes de l'association Victoria, à Santo Domingo, suite à une analyse des coûts faite lors des ateliers de gestion.

- À un cours de comptabilité que j'animais pour l'Association Victoria, auquel ont participé sept membres de l'Association et cinq non-membres. Une des non-membre a par la suite intégré l'Association.

Précautions pour assurer la fiabilité :

- ✓ Conserver un journal de bord.
- ✓ Utiliser une grille d'observation lors des réunions pour éviter de regarder ce que j'aime et d'ignorer le reste, ou observer seulement les gens que je connais le plus⁶⁵.

B) Entrevues semi-dirigées

J'ai conduit des entrevues semi-dirigées avec quatre catégories de sources :

- Membres de l'Association Victoria
- Membre de la communauté de la Sierra
- Intervenant social du CEPAE travaillant dans les associations de La Sierra
- Membre de la communauté ayant une mauvaise opinion des coopératives et des associations.

L'échantillon des personnes interviewées pour cette recherche n'a pas été constitué de façon probabiliste mais constitue plutôt une sélection raisonnée selon les personnes qui présentaient une expérience susceptible de leur permettre de répondre aux questions. Ainsi, pour connaître l'expérience des membres de l'Association Victoria, j'ai recherché des membres porteuses de l'histoire de l'association. Sur les 26 membres actuelles de l'Association, 17 étaient des membres fondatrices. Parmi celles-ci j'ai choisi des membres qui, selon mes observations, jouaient des rôles sociaux différents au sein de l'organisation: rôle d'entrepreneure (propose les tâches, les buts, des missions ; définit les problèmes du groupe), rôle de soutien (assiste passivement aux réunions, mais est volontaire pour effectuer les tâches), le rôle de chercheuse d'information (demande que l'on fournisse des renseignements précis en rapport avec la discussion, clarifie les

⁶⁵ Voir ANNEXE 1: Grille d'observation

énoncés), le rôle d'informatrice (apporte régulièrement des nouvelles informations sur les activités passées ou à venir d'intérêt pour la communauté), rôle de gestionnaire (apporte les informations financières de la coopérative), rôle d'auditoire (assiste aux réunions, suit les discussions, mais sans jamais intervenir)⁶⁶. L'échantillon a finalement été constitué de huit membres fondatrices de l'Association Victoria et qui sont impliquées de façons différentes dans la boulangerie de l'Association Victoria. Pour les besoins de cette recherche, j'estime que ce nombre suffit à atteindre une certaine saturation des résultats puisque j'ai pu distinguer une répétition des mêmes thèmes dans les réponses.

Pour effectuer ces entrevues, j'ai d'abord demandé la participation de l'Association à ma recherche lors d'une réunion régulière le 22 février 2001. L'association ayant accepté de participer à la recherche, j'ai ensuite informé les membres que j'effectuerai des entrevues avec certaines membres lors des semaines suivantes. J'ai indiqué que je poserais des questions au sujet de leur expérience dans l'association et dans la communauté et que l'entrevue durerait entre 30 et 60 minutes (dans les faits, certaines entrevues ont duré jusqu'à 1h30). J'ai indiqué que l'entrevue serait confidentielle mais que je l'enregistrerais pour faciliter la retranscription, et qu'elles étaient libres d'accepter ou de refuser de m'accorder une entrevue. Afin de respecter la confidentialité des participants, tous les noms utilisés dans ce présent document sont des noms fictifs.

Dans les jours qui ont suivi, j'ai rencontré individuellement les femmes que j'avais sélectionnées pour l'entrevue pour leur demander un rendez-vous. Toutes sauf une ont accepté l'invitation immédiatement. Une femme, que je voulais rencontrer en raison de son rôle effacé dans la coopérative, n'a pas voulu m'accorder une entrevue la première fois que je lui ai demandé en me répondant qu'elle était trop ignorante et qu'elle ne saurait pas quoi me dire. J'ai cependant réussi à la rencontrer, accompagnée de sa fille, après avoir rencontré toutes les autres, et j'ai modifié la grille d'entrevue pour effectuer une entrevue beaucoup moins dirigée avec elle, afin de faciliter le dialogue et la

⁶⁶ Ces catégories de rôles sont inspirées du cours sur la Formation à la citoyenneté de Jocelyne Racine (Jocelyne RACINE. *Formation à la citoyenneté*, Documents et Conférences, DOC 99-06, IRECUS, 1999, Sherbrooke, pp. 131-133.)

spontanéité. J'ai rencontré les autres femmes individuellement dans leur maison. Ces entretiens se sont déroulés entre le 27 février et le 10 mars 2001.

Les autres entretiens étaient destinés à valider mon analyse des résultats en prenant des sources externes pour confronter les conclusions qui se dégagent progressivement de mes entretiens avec les membres de l'association coopérative. Dans ce sens, ces entretiens ne visaient pas à établir une représentativité mais plutôt à relever des éléments d'analyse qui auraient pu être négligés.

Ainsi, pour pouvoir interpréter l'évolution de la communauté, j'ai rencontré un leader influent de la communauté. Au moment de l'entretien, cet homme n'occupait aucun poste d'influence dans la communauté mais mon séjour dans la communauté m'avait permis de constater qu'il s'agissait d'un leader naturel de la communauté : une personne dont le jugement est éclairé et que les autres membres respectent et recherchent pour régler des conflits ou avoir une opinion honnête et lucide. Cette entrevue a été réalisée le 11 mars 2001 et s'est présentée de façon naturelle lors d'une conversation au domicile de ce dernier. Cette entrevue a également été enregistrée.

De plus, puisque les organisations associatives de cette communauté étaient aidées depuis une douzaine d'années par un animateur social provenant du CEPAE, l'organisation non gouvernementale qui parrainait mon stage, j'ai aussi interviewé ce professionnel pour connaître son interprétation de l'évolution de la communauté et des membres de l'association Victoria. L'entretien avec l'animateur social du CEPAE s'est déroulé à Santo Domingo, dans l'édifice du CEPAE, à la toute fin de l'étude, le 16 mars 2001.

D'autre part, au cours de mon stage j'ai rencontré un homme originaire de La Sierra mais qui habitait alors la communauté urbaine de San Fernando, la ville à laquelle La Sierra est rattachée, qui me racontait son désillusionnement face aux associations et aux coopératives comme moyen d'améliorer sa situation économique. J'ai donc saisi l'occasion d'interviewer cet homme dont l'opinion défavorable face aux coopératives pouvaient me donner des pistes intéressantes quant aux éléments négatifs qui peuvent miner le rôle des coopératives dans le développement de comportements «citoyens».

L'entrevue avec l'homme désillusionné des coopératives, réalisée le 2 mars 2001, a eu lieu de façon spontanée dans un parc à San Fernando. À ce moment, j'ai utilisé une grille d'entrevue non dirigée et cette entrevue n'a malheureusement pas pu être enregistrée et repose uniquement sur mes notes d'entrevues.

Précautions pour assurer la fiabilité

- ✓ Pré-tester les questions d'entrevue pour vérifier la clarté des questions et des mots utilisés. Les questions d'entrevue ont été préalablement testées avec un membre de la communauté qui ne faisait pas partie de l'échantillon.
- ✓ Couvrir tous les thèmes de la recherche. Utilisation d'une grille d'entrevue⁶⁷.
- ✓ S'assurer que les questions ne comportent pas de jugement de valeur.
- ✓ Rédiger les résumés d'entrevue immédiatement dans l'heure qui suit l'entretien. Cela a permis de noter les impressions et les faits saillants ainsi que de procéder à une analyse préliminaire au fur et à mesure de la collecte d'information.
- ✓ Enregistrer sur cassette les entretiens, pour permettre de les réécouter pour une analyse approfondie. (Excepté pour l'entrevue avec l'homme qui a renoncé à participer dans les coopératives et les associations)

C) Documentation et données secondaires :

Vers la fin de mon séjour, j'ai eu accès à la documentation suivante grâce à des membres de la communauté :

- une étude sur la santé de la communauté de La Sierra (Auto-diagnostico comunitario de salud) réalisé entre juin et décembre 1993, relatant le mode de vie des habitants et des éléments culturels propres à La Sierra.
- les procès-verbaux des réunions de l'Association Victoria des six derniers mois précédents l'étude, du 27 juillet 2000 au 22 février 2001.

⁶⁷ Voir Annexe 2: Grille d'entrevue pour les membres de l'Association Victoria.

- Documents d'enregistrement officiel de l'Association Victoria.
- Document produit en 1999 par l'Association agricole Agro-Desarrollo de la Sierra pour fêter son 20^e anniversaire, et relatant l'historique de l'association et les faits qui ont marqué le développement de la communauté de 1979 à 1999.
- Recensement de la population de la municipalité de San Fernando, 1998. Fournit un estimé de la population de la Sierra par quartier.

Précautions pour assurer la fiabilité

- ✓ Ces informations sont utilisées conjointement avec les autres techniques, afin que le recoupement des informations fasse ressortir la constance des résultats.
- ✓ La manière dont ces informations ont été colligées est connue. (Méthode d'enquête probabiliste aléatoire pour l'auto-diagnostic communautaire de santé.)
- ✓ On connaît le contexte dans lequel ces documents ont été écrits.

3.8 Méthode d'analyse des données

La méthode d'analyse accorde d'abord une grande importance à la description du contexte et de la culture de la communauté étudiée et de l'histoire de l'Association Victoria dans la communauté.

Ensuite, pour l'analyse de la question de recherche en tant que telle, un premier codage des informations contenues dans les entrevues, les observations et les documents a été effectué. Les thèmes du codage étaient les suivants :

- Pourquoi s'associer?
- Définition de comportements «citoyens»
- Relation de l'association coopérative avec la communauté
- Rôles des membres dans l'association coopérative
- Nouvelles attitudes développées
- Nouvelles habiletés développées
- Activités qui développent ces nouvelles attitudes et habiletés
- Démocratie dans la coopérative
- Démocratie dans la communauté

À partir de ces catégories d'information, l'analyse a consisté à reconstruire la réalité pour répondre aux propositions d'étude qui découlent de la question de recherche et distinguer le processus d'éducation à la citoyenneté.

Ainsi, la démarche d'analyse a consisté dans un premier temps à classer les éléments qui contribuent à développer les différentes habiletés du citoyen selon les quatre dimensions de la citoyenneté développées dans la problématique : soit les dimensions politique, économique, sociale et culturelle. En effet, les données ainsi traitées ont permis de répondre à la première proposition d'étude et découvrir quelles activités de la coopérative développent des changements d'attitude et de nouvelles habiletés (Nouvelles attitudes développées, nouvelles habiletés développées et activités qui développent ces nouvelles attitudes et habiletés, rôle des membres dans la coopérative, démocratie dans la coopérative).

Pour répondre à la seconde proposition d'étude et mettre en lumière les types de relations de la coopérative et de ses membres avec la communauté, l'information codée selon les thèmes suivants a été particulièrement utilisée : pourquoi s'associer, définition de comportements «citoyens», relation de l'association coopérative avec la communauté.

Pour la troisième proposition d'étude, « Quelles sont les particularités coopératives qui contribuent à amener ces changements d'attitude et de comportement » j'ai plutôt procédé à une analyse théorique à partir des réponses obtenues pour les propositions précédentes et les caractéristiques propres aux coopératives.

J'ai également procédé avec une analyse théorique à partir des réponses précédentes pour répondre à la quatrième proposition d'étude, à savoir le cheminement des membres dans le développement de comportement et d'habiletés plus citoyennes.

Enfin, la réponse à la cinquième proposition d'étude, « *Comment classer ces activités pour rendre compte du cheminement des membres?* », est présentée sous la forme d'un

modèle théorique qui rend compte du processus d'éducation à la citoyenneté, divisé en ses composantes et son enchaînement, qui est relié à la participation des membres dans la coopérative.

3.9 Validité et fiabilité du devis de recherche

Le devis de recherche doit être construit de sorte à assurer la validité des conclusions de la recherche. En outre, la validité de construit consiste à «montrer que l'ensemble de la méthodologie utilisée pour étudier l'objet de recherche mesure bien ces dimensions spécifiques précisées dans le cadre conceptuel.»⁶⁸ Dans notre cas, il s'agit de montrer que :

1. l'organisation étudiée constitue bien une coopérative,
2. notre étude de cas mesure bien les dimensions de la citoyenneté des membres développées dans la problématique
3. les changements mesurés sont bien dus à la présence de la coopérative.
4. les propositions d'études permettent bien de répondre à la question de recherche.

En outre, YIN (1989) ainsi que MILES et HUBERMAN (1984) proposent des tactiques pour améliorer la validité de construit de ce type de recherche qualitative. Entre autres, ils recommandent d'utiliser des sources de données différentes, et d'effectuer une triangulation des résultats. Ainsi, si les différentes sources de données permettent d'obtenir les mêmes conclusions, cela renforce la validité de ces données ; dans le cas contraire, il y a lieu de se questionner. Par exemple, dans notre recherche, nous effectuons des entrevues avec des membres de la coopérative, et une entrevue avec un membre de la communauté et un intervenant dans la coopérative pour avoir une vision externe. Ceci tient compte de la recommandation de Miles et Huberman d'éviter les biais causés par un échantillon «d'élites» en agrandissant le cercle des personnes interrogées en incluant des gens qui ne font pas partie directement de la population

⁶⁸ R-A. THIETART. *Op. cit.*, page 264.

analysée⁶⁹. Dans la même idée, ils recommandent de s'assurer d'inclure des dissidents et des gens avec des points de vue différents de la majorité, ce que nous avons fait en interviewant une personne qui ne croit pas à la valeur des coopératives comme élément de prise en charge de la communauté. De plus, nous effectuons une triangulation des méthodes. En plus des entrevues, nous procédons à de l'observation participante et nous utilisons des données secondaires comme les procès-verbaux des réunions de l'association et d'autres sources documentaires pour corroborer les informations recueillies dans les entretiens.

D'autre part, la fiabilité des résultats consiste à savoir si les instruments de mesure permettent «à des observateurs différents de faire des mesures concordantes d'un même sujet avec le même instrument.»⁷⁰ En recherche qualitative, la fiabilité de l'instrument de mesure dépend beaucoup de la compétence du chercheur. Dans la section sur les méthodes de cueillette de données, je me suis attardée à décrire les précautions que j'ai prises, selon chaque méthode, pour maximiser la fiabilité des données. Par ailleurs, la fiabilité se détermine aussi à partir du travail de codage des informations. La grille de codage doit être assez explicite et précise pour permettre à plusieurs chercheurs de coder et d'interpréter les résultats de la même façon. En considérant que cette recherche se fait dans le cadre d'un mémoire de maîtrise, je n'ai pas eu la possibilité de faire coder et interpréter les résultats par plusieurs personnes alors j'ai effectué moi-même deux codages de chaque entretien. Cependant, par souci de transparence, j'ai présenté la grille de codage qui permettrait à d'autres chercheurs de le faire.

Passons maintenant à l'analyse à travers l'étude de cas, en commençant par la description du cas étudié.

⁶⁹ M.B. MILES et A.M. HUBERMAN. *Qualitative Data Analysis : a Sourcebook of New Methods*, Beverly Hills, CA, Sage, 1984, p.234.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 266.

CHAPITRE 4

ÉTUDE DE CAS : LA BOULANGERIE COOPÉRATIVE TAINA

La coopérative que nous allons étudier est une association de femmes d'une petite communauté de la République Dominicaine qui gère une boulangerie. Afin de préserver la confidentialité promise aux participants de cette étude, les noms de la coopérative, des associations, des lieux ainsi que des participants ont été modifiés.

Nous allons d'abord décrire brièvement la communauté, ensuite nous ferons un historique de l'association de femmes de laquelle est née l'entreprise pour enfin présenter la coopérative en tant que telle et les résultats de la recherche.

4.1 Description de la communauté La Sierra

La Sierra est un village rural d'environ 2 200 habitants, situé à 8 km de San Fernando, une ville de 100 000 habitants de la République Dominicaine. La région de San Fernando est réputée pour être la plus «organisée» du pays à cause du grand nombre d'associations qui y existe⁷¹. Il existe une culture chez les gens à se regrouper et à former des associations, afin de mieux faire valoir leurs intérêts. Il y a donc une certaine tradition de travail en groupe, de participation démocratique et d'apprentissage collectif.

Le village de La Sierra en tant que tel est divisé en quatre quartiers, disposés autour du chemin principal du village qui est en forme de boucle allongée. Ces quartiers sont Colina, Los Rios, Cristo Rey et Bolivar. Il existe trois petites écoles primaires, dont une est située à La Colina, une à Bolivar et une autre, allant jusqu'à la huitième année, à Los Rios. En 1993, une enquête réalisée auprès de 355 personnes de la communauté, à

⁷¹ Journal de bord, discussion avec Antonio, 25 novembre 2000.

travers 107 familles sélectionnées au hasard, a permis d'estimer le taux d'analphabétisme à 33%.⁷²

Situation économique

Les habitants de la communauté pratiquent une agriculture de subsistance, cultivant des aliments tels les aubergines, les oignons, les piments, les bananes, les plantains, les avocats, le tabac, les acajous et le café.⁷³ Les plantations de café se trouvent dans les collines des montagnes entourant le village et depuis quelques années, des projets d'irrigation tentent de donner une nouvelle énergie à la culture du café pour le commerce interne et l'exportation. Les agriculteurs se rendent à leurs champs, quelques kilomètres plus loin, à dos d'âne et une camionnette est partagée par les membres de l'association agricole lors de la récolte. La principale source de revenus de la communauté demeure la vente du café, bien que les saisons ne permettent pas toujours une récolte assez abondante pour couvrir les frais d'engager des travailleurs pour cultiver la terre, de sorte que plusieurs champs ont été laissés en friche. Par ailleurs, les surplus de la production des aliments agricoles sont destinés au marché local, à San Fernando, et au marché de la capitale, Santo Domingo. En 1993, on estimait que 50% des chefs de famille possédaient leur propre terre, 35% n'en possédaient pas, 13% utilisaient une terre qui leur avait été prêtée et 2% louaient leur terre.⁷⁴

Selon cette enquête faite par la communauté en 1993, l'occupation principale des habitants était :

28.8% maîtresse de maison

24.8% étudiant(e)

24% agriculteur(trice)

10.5% travailleur autonome

7.7% Aucun type d'occupation

⁷² *Auto-Diagnostico Comunitario de Salud*, La Sierra, San Fernando, Provincia Peravia, République Dominicaine, Juin-décembre 1993, p. 17.

⁷³ *Ibid.*, p.14.

⁷⁴ *Ibid.*, pp. 15-16.

Dans la catégorie travailleur autonome, on retrouve les jeunes hommes qui offrent des services de moto-taxi, les femmes qui fabriquent des balais avec des feuilles de palmiers, d'autres qui revendent des articles achetés à la ville dans leur maison, comme de la crème-glacée, de la glace, ou des bijoux, et enfin, ceux et celles qui détiennent un petit commerce.

En 1993, cette enquête a révélé que 80% des familles recevait un revenu familial mensuel de moins de 1 050 pesos (environ 100\$ CAN) et que 37% recevait de l'aide monétaire d'un membre de la famille. Dans 15% des cas, cette aide provenait d'un membre de la famille vivant à San Fernando, dans 45% des cas de Santo Domingo et dans 40% des cas cette aide provenait d'un membre de la famille vivant à l'étranger, généralement aux États-Unis.

Culture

La communauté de La Sierra présente les caractéristiques typiques de la culture paysanne dominicaine, soit une forte solidarité de groupe, et une ferveur religieuse. Ces deux caractéristiques font partie du quotidien, où la Sierra occasion est prétexte pour un rassemblement religieux où se mêlent les chants des femmes, les prières à la Sainte Vierge, le son entraînant des instruments de musique traditionnels (atabales, palos, grattoir, tambourins), la danse et le rhum, le tout dans un décor de statuettes, représentant la Vierge et certains Saints, et de chandelles. Une promesse réalisée, un vœu exaucé, une soirée de prière à l'intention d'une personne malade, tout est prétexte pour dédier une neuvaine (neuf jours de prières consécutifs) à la Sainte Vierge (Virgen de AltaGracia, Virgen de Altagracia, etc) ou à un Saint particulier. Ces fêtes sont des moments où enfants, jeunes, adultes et vieillards se retrouvent pour partager une intimité toute familiale. Il existe un comité, le comité des fêtes patronales, qui est chargé d'organiser ces fêtes religieuses, mais souvent des individus présentent chez eux leur propre célébration et invitent les voisins à participer.

De même, la magie a encore beaucoup d'importance dans les croyances des gens. Beaucoup croient à la magie des sorciers, des membres de la communauté qui ont le

pouvoir de voir dans le futur, en particulier certains jours comme les mardi 13 et les vendredi 13, qui sont les jours de sorcelleries. Les sorciers peuvent aussi conjurer le sort pour amener de bonnes choses aux gens qui les consultent.

Il existe aussi encore toute une série de croyances et de tabous, comme par exemple que les jeunes filles ne doivent pas manger de certains fruits avant qu'elles n'aient eu leur première menstruation car cela pourrait interrompre leur développement.

Les associations

Les quartiers de Colina et de Bolivar sont réputés pour leurs organisations associatives. Cristo Rey est un quartier moins peuplé, expliquant ainsi sa faible culture associative, mais Los Rios est devenu le quartier le plus peuplé du village sans pour autant arriver à assurer la longévité de ses projets associatifs.

Sur le territoire de La Sierra, il existe trois associations principales : l'Association d'agriculteurs Agro-Desarrollo, fondé en 1979, l'Association de caféiculteurs Virgen de Altagracia, fondée en 1972, et l'Association de femmes Victoria (littéralement : au pied de la lutte), fondée en 1972 sous le nom Ama de Casa (maîtresse de maison). Ces trois associations se réunissent dans le quartier de Colina, notamment puisque c'est de là que proviennent la majorité des membres et que c'est là que se trouve le bâtiment qui sert de centre communautaire.

Les membres de ces associations se réunissent à tous les quinze jours. Les membres assistent régulièrement aux réunions de manière générale, bien que tous les membres ne soient rarement présents en même temps.

Il existe aussi d'autres associations, comme les Juntas de Vecinos (Comités de Voisins) du quartier de Colina et du quartier de Bolivar, tous deux nouvellement constitués en novembre et en décembre 2000. Également, un comité, le *Patronato*, a été constitué par les associations, au nom de la communauté, pour gérer le nouvel aqueduc qui dessert l'ensemble du village en eau courante. Il y a aussi les associations de parents pour chaque école, les groupes de catéchisme qui enseignent la religion aux enfants (il n'y a plus de messes du dimanche à la petite église de la communauté, faute de prêtre). De

plus, il y a un Comité de Santé qui se réunit mensuellement à la clinique de santé située dans le quartier de Los Rios, qui dessert tout le village. D'ailleurs, le Comité de Santé de La Sierra a été fondé par deux membres de l'Association de femmes Victoria qui avaient été déléguées pour recevoir une formation spéciale de promotrice de santé par le CEPAE. Par la suite, ces femmes ont été au cœur de la création de ce comité de santé qui regroupe une trentaine de personnes dont des représentants de chaque quartier de La Sierra, des représentants des associations ainsi que l'infirmière de la clinique du village.

Par ailleurs, au niveau régional, les Associations Agro-Desarrollo, Virgen de Altagracia et Victoria font partie d'un regroupement d'associations sur le territoire de San Fernando qui s'appelle le *Consejo Zona Norte de San Fernando* (Conseil zone nord de San Fernando). Ce Conseil regroupait au moment de l'étude dix associations provenant des villages avoisinant la ville de San Fernando. Parmi les activités du *Consejo Zona Norte de San Fernando*, ce regroupement avait entre autre collaboré à mettre sur pied un marché de producteurs à San Fernando, permettant aux producteurs agricoles membres des associations paysannes de vendre leurs produits à San Fernando à tous les samedis, avec la collaboration de la ville de San Fernando pour aménager une rue importante en marché public. Ce nouveau marché a entre autre reçu l'appui financier de l'ambassade américaine.

D'autre part, ces trois associations du village bénéficient depuis douze ans de l'appui de M. Antonio⁷⁵, un promoteur social spécialisé dans le développement organisationnel provenant du CEPAE. Un document relatant l'histoire de l'Association Agro-Desarrollo nous apprend que le CEPAE a commencé à intervenir dans la communauté en 1989.⁷⁶ Antonio est avocat de profession mais travaille en tant qu'intervenant du CEPAE depuis 25 ans. Celui-ci demeure à San Fernando et travaille dans plusieurs communautés de la région. Il assiste aux activités et aux réunions des associations et son rôle, de façon générale, est d'éduquer les groupes à mieux travailler ensemble. Il fait cela, par

⁷⁵ Les noms ont été changés pour préserver la confidentialité des participants aux entrevues.

⁷⁶ *Historia/Logros/Esperanzas y retos a los que nos hemos enfrentado durante los 20 años de existencia de la Asociación Agrícola Agro-Desarrollo Taina Inc.: 1979-1999*, Colina La Sierra, San Fernando, Rep. Dominicana, 1999, page 5.

exemple, à travers de courtes interventions durant les réunions et lors d'ateliers durant des journées éducatives. Ainsi, le promoteur conseille et implante de nouvelles idées et préoccupations dans l'esprit des gens en parlant avec eux, partageant leurs désirs, leur aspirations et leurs inquiétudes, bref, en gagnant leur confiance. Par exemple, il a pu développer chez les membres une sensibilité à la nécessité de partager les responsabilités et les éveiller au danger de fatiguer le leader en le surchargeant de trop de responsabilités.

D'autre part, son rôle l'amène souvent à partager des points d'information et, à l'occasion, à canaliser de l'aide financière provenant du CEPAE.

4.2 L'Association de femmes Victoria

La boulangerie coopérative que j'ai étudiée est issue de l'Association de femmes Victoria. Bien que l'Association de femmes existe depuis 1972, la boulangerie est un nouveau projet qui n'a commencé ses opérations qu'en 1997.

Historique

L'association de femmes Victoria a été fondée le 12 juin 1972, mais son enregistrement officiel auprès du gouvernement date seulement du 14 août 1998. En 1972, quelques femmes appartenaient à un groupe de catéchisme avant de fonder l'Association. Le prêtre du village et le père de la première présidente de l'Association, qui était un homme très dynamique qui aimait beaucoup les organisations populaires, ont encouragé les femmes de ce groupe à former une association de femmes. Ce dernier disait toujours à sa fille : « Un jour, la communauté va avoir besoin d'une aspirine et quelqu'un va devoir aller la chercher. »⁷⁷

L'Association a toujours eu des projets commerciaux pour améliorer la situation économique de ses membres. En 1973, le premier projet débutait avec l'achat de machines à coudre afin que les femmes fabriquent des chemises pour leur famille et la vente. En groupe, elles ont pu acheter leurs machines à coudre à meilleur prix et obtenir un rabais sur le tissu. En 1978, les membres ont pu suivre des cours de pâtisserie et

⁷⁷ Entrevue avec Claudia, cassette #4, 3 mars 2001.

d'arrangement floral. Ensuite, il y a eu un projet de vente de lait parrainé par la paroisse catholique de San Fernando qui fournissait aux membres leur lait de consommation à très bon prix, en-deça du prix du marché, et leur permettait de vendre le surplus à la communauté. C'est à ce moment que le membership a atteint son sommet, alors que l'Association comptait jusqu'à 80 membres, dû à l'attrait du prix du lait pour les membres. Le projet avec la paroisse a éventuellement pris fin et les femmes se sont retournées vers un autre projet de production : la fabrication de tuiles de céramique destinées à la vente et qu'elles pouvaient utiliser aussi pour construire leurs propres maisons. Cette activité commerciale ne s'est finalement pas avérée fructueuse en raison de la forte compétition et de la trop faible marge de profit. Enfin, le dernier projet avant celui de la boulangerie fut celui d'un petit magasin d'alimentation, lui aussi parrainé par la paroisse catholique de San Fernando qui subventionnait l'approvisionnement. Ce projet a pris fin lorsque de l'eau s'est infiltré dans le magasin et a gâté une bonne partie du stock. Enfin, après avoir réfléchi aux besoins de la communauté et effectué une étude de marché, l'association s'est lancée dans le projet de la boulangerie Taina. Les femmes, aidées de la communauté, ont elles-mêmes construit le bâtiment de la boulangerie en 1995, grâce aux surplus qu'elles avaient générés avec l'exploitation du petit magasin d'alimentation et la contribution d'un projet d'aide internationale pour l'assistance technique. Toute la communauté a participé à la construction de la bâtisse qui abrite la boulangerie et qui est annexé au centre communautaire : hommes, femmes, enfants, tous ont mis la main à la pâte. Les femmes de l'association sont particulièrement fières de ce projet collectif et d'avoir posé les deux premières rangées de pierres du bâtiment. L'ambassade canadienne a aussi contribué au lancement de cette nouvelle entreprise en finançant une partie de l'achat des équipements.

Organisation

Au moment de l'étude, l'Association Victoria comptait 26 membres. Le comité de direction de l'Association est formé de sept membres : la Présidente, aussi appelée Secrétaire générale, la trésorière, la secrétaire, la responsable Organisation, la responsable Éducation, la responsable Presse et Propagande (Communication) et une personne de soutien, appelée Première Vocale (*Primer Vocal*), dont le rôle est de

remplacer en cas de besoin et de soutenir les autres dans leur charge. Parallèlement, il existe aussi un Comité de gestion pour la boulangerie, dans lequel la Présidente est membre d'office. Ce Comité est composé de cinq personnes, dont deux pour les finances et la comptabilité et trois pour effectuer les achats. Les membres paient une cotisation de 10 pesos par mois à l'association, ce qui forme un fonds de roulement pour les petites dépenses de l'association. L'association possède un compte dans une banque où est déposé l'argent des cotisations et de la boulangerie.

Boulangerie Taina

Depuis 1997, l'Association de femmes Victoria gère les opérations de la boulangerie Taina. Les femmes ont engagé un boulanger expérimenté pour fabriquer le pain trois jours par semaine et quatorze femmes de l'Association se relaient pour travailler dans la boulangerie, à raison d'une demi-journée par semaine. Les femmes plus âgées ou qui souffrent de problèmes de santé ne sont pas tenues de travailler dans la boulangerie. Les membres assistent le boulanger dans la préparation du pain, veillent à la propreté des lieux, à l'approvisionnement des ingrédients rentrant dans la composition du pain et assurent la vente du pain au comptoir de la boulangerie. Lors de l'étude, en 2001 – soit trois ans et demi après le début des activités de la boulangerie - les femmes ne recevaient aucune rémunération pour leur travail, les revenus d'opérations n'étant pas encore suffisants pour dégager un surplus assez important. Le seul avantage actuel pour les membres est la possibilité d'acheter leur pain à crédit, et de payer quand elles le peuvent. La boulangerie engage aussi un jeune homme pour transporter le pain dans les petits magasins de quartier (dépanneurs) du village.

Au moment de l'étude, la boulangerie faisait des bénéfices saisonniers, soit durant la période de Noël et durant la saison de la récolte du café, où ils nourrissent les nombreux travailleurs saisonniers qui sont engagés dans les champs. Le reste de l'année, les revenus équilibrent les dépenses. Les produits étant uniquement destinés à la population de La Sierra, le volume des ventes reste très petit. Par exemple, au mois de septembre 2000, les revenus ont été de 12 263 \$RD (environ 1 200\$ CAN) et les dépenses de 10

365\$RD (1 030\$ CAN) pour un bénéfice de seulement 1 898\$RD, soit environ 190\$ CAN. Le mois suivant, la boulangerie présentait des pertes d'environ 37\$CAN. Jusqu'à maintenant, la majeure partie des profits ont été réinvestis dans l'achat d'équipements, et quelques fois en cadeaux sous forme de produits de la boulangerie gratuits pour les membres. Toutefois, les femmes continuent d'y travailler dans l'espérance qu'à force de persévérance, elles finiront par faire des profits et pouvoir se verser un salaire.

Vie démocratique

La direction de l'association est élue à chaque année. Les élections ont lieu par planches électorales, c'est-à-dire que les membres votent pour une équipe de direction et non pour des représentantes à chaque poste. Une fois élues, les membres de la planche s'organisent entre elles pour se donner les postes de présidence, secrétaire, trésorière, responsable Éducation, responsable Organisation, responsable Presse et Publicité et Première Vocale.

Dans un premier temps, l'assemblée élit deux membres qui auront la responsabilité de s'entourer de deux autres membres chacune pour élaborer la planche numéro 1 et la planche numéro 2, respectivement. Les deux trios doivent faire connaître les planches électorales deux semaines avant l'assemblée d'élection. On applique la règle d'une personne, un vote et le scrutin est secret. On dit que le Conseil d'administration change beaucoup d'année en année, chose que les entrevues m'ont confirmé car les membres interrogées ont toutes fait partie du conseil d'administration à un moment ou un autre. Certaines ont même été membres du Conseil d'administration à plusieurs reprises et occupé des postes différents. Toutefois, cette culture de favoriser une rotation des membres dans le Conseil d'administration n'a pas toujours existé et est le résultat de la sensibilisation d'intervenants comme Antonio du CEPAE, qui ont amené les membres à réfléchir sur les conséquences néfastes sur la démocratie de toujours réélire les mêmes personnes et les avantages d'avoir un conseil d'administration varié.

Les réunions de l'Association ont lieu à toutes les deux semaines dans le local du centre communautaire adjacent à la boulangerie. Pour l'Association Victoria, le taux de présence moyen aux réunions durant les six mois précédents cette étude, c'est-à-dire

durant la période du 27 juillet 2000 au 22 février 2001, atteignait 58,6%⁷⁸. Plus de la moitié des membres ont manqué moins de 30% des réunions.

Durant les réunions, on y fait le rapport sur les opérations de la boulangerie et on s'informe des activités de la communauté et des opportunités qui se présentent, soit sur le plan personnel ou pour le groupe en entier. Chacune se lève debout pour prendre la parole. L'ordre du jour des réunions suit le plan suivant :

1. Prière et lecture d'un passage de la Bible, suivi d'un bref commentaire sur la signification du passage.
2. Liste des présences, absences et excuses. Les excuses sont les membres absentes qui ont avisé qu'elles seraient absentes.
3. Lecture des actes de la réunion précédente.
4. Rapport du comité de direction (une fois par mois, inclut le rapport financier de la boulangerie).
5. Rapport des membres
6. Varias

Pour illustrer le genre d'information qui se traite lors des réunions, voici un aperçu du rapport de la direction lors de la réunion de 22 février 2001. La présidente de l'association, Maria⁷⁹, prend la parole en premier et encourage les membres à apprendre et à s'inscrire à un cours sur la gestion et la comptabilité qui est offert à l'association. Ensuite, elle a informé les membres de la possibilité de contracter un prêt et leur a demandé si elles étaient d'accord avec l'idée de contracter un prêt au nom de l'association pour faire faire des sacs de plastique transparents au nom de la Boulangerie Taina. Elle a ensuite informé l'assemblée qu'elle et une autre membre sont allées vérifier le prix de la farine chez un autre fournisseur, à Santo Domingo et qu'une autre équipe est allée vérifier les prix des autres ingrédients de base pour la boulangerie chez différents fournisseurs de San Fernando. Enfin, elle a terminé en informant le groupe qu'une jeune fille de neuf ans a révélé à sa mère qu'un ami de la famille l'avait violée et que ce fut un choc car cet homme avait toute la confiance de la famille : c'était un

⁷⁸ Procès-verbaux des réunions de l'Association Victoria, 27 juillet 2000-22 février 2001.

⁷⁹ Tous les noms des personnes interviewées ont été changés pour maintenir la confidentialité des témoignages.

homme bien et respecté dans la communauté et s'était toujours montré très affectueux avec la fillette. Elle a rappelé aux femmes la nécessité d'être très vigilantes et de ne laisser personne être trop affectueux avec les enfants, bien que la personne puisse paraître une bonne personne respectable.

Ensuite, la responsable de la comptabilité de la boulangerie, Felicia, a raconté qu'un homme allait jusqu'à la Cruz de Ocoa, un village à 30 minutes de San Fernando, pour acheter son pain parce qu'il aimait ce pain en particulier. Elle a dit qu'il y a beaucoup de boulangeries à San Fernando, dont le pain n'était pas identifié et personne ne sait d'où le pain provient et alors il s'avère très important que la Boulangerie Taina se procure ses sacs à son effigie afin de se démarquer. Elle a alors raconté son expérience lorsqu'elle s'est informée sur un prêt à taux préférentiel de 1% à la Banco de Reserva. Elle a enchaîné avec le rapport financier de la boulangerie.

Lors de cette réunion du 22 février, au point «rapport des membres», une membre, Cristina, a pris la parole pour féliciter les autres pour le bon travail et de continuer ainsi à nettoyer et prendre soin de la boulangerie et que chacune remplisse ses engagements et ses responsabilités. Elle a aussi dit son appui pour que l'association contracte un prêt. Ensuite, une autre membre, Claudia, a pris la parole pour clarifier le contexte du prêt à 1% qui est un programme du gouvernement et que ce programme est disponible pour les individus aussi pour aider à leur petite entreprise. Pour avoir accès au prêt, elle dit qu'il faut aller chercher l'enregistrement du local de la boulangerie et du terrain. Ces enregistrements sont aussi nécessaires pour tout autre prêt et pour avoir accès à d'autres projets d'aide internationale. Elle dit aussi que l'aménagement de la salle de bain, pour la rendre plus salubre, doit être une priorité. Par ailleurs, elle informe que le *Consejo Zona Norte de San Fernando* s'est élu un nouvel exécutif et qu'il y a deux personnes de La Sierra sur l'exécutif, dont elle-même, qui a été nommée secrétaire à l'Éducation.

Dans la partie de la réunion nommée «varias», les intervenants externes, comme Antonio du CEPAE ou les volontaires en coopération internationale peuvent prendre la parole. Lors de la réunion du 22 février, les membres ont repris la parole pour annoncer toutes sorte de messages, certains en lien avec la boulangerie et l'association, d'autres

d'avantage d'ordre social. Maria, la présidente, a présenté un projet que les trois associations du village veulent présenter ensemble à l'Ambassade canadienne concernant l'achat d'une camionnette pour transporter les étudiants au lycée de San Fernando et aussi s'en servir pour transporter les produits des associations lors de la période des récoltes. Elle raconte aussi que deux prêtres sont venus à la Sierra cette semaine, dont l'ancien prêtre qui faisait la messe au village auparavant, et qu'elle leur a demandé 10 000\$ pesos pour la boulangerie. Ils lui ont dit qu'ils lui donneraient la réponse à travers un message par autobus. Claudia informe les autres membres qu'elle va faire application sur un poste de promotrice sociale et qu'elle compte sur l'appui d'une personne influente de San Fernando. Enfin, Cinthia a fait une invitation à tous à une fête surprise organisée pour les 50 ans de mariage d'un couple du village.

La boulangerie Taina : une coopérative?

Bien que la boulangerie Taina ne soit pas encore enregistrée officiellement en tant que coopérative – c'est une intention à moyen terme, lorsque l'entreprise aura prouvé sa rentabilité et générera l'argent nécessaire pour aller chercher les enregistrements – plusieurs éléments nous permettent de la considérer comme une coopérative :

- La boulangerie a été fondée et est gérée par une association de personnes, qui en sont collectivement propriétaires.
- La raison d'être de l'entreprise est de répondre à un besoin des membres, en l'occurrence fournir un salaire et l'approvisionnement en pain, en tant qu'aliment de base.
- La gestion de la boulangerie se fait démocratiquement, en assemblée. On respecte la règle une membre- un vote.
- La décision de l'affectation des bénéfices, lorsqu'il y en a, se fait démocratiquement, en assemblée.
- En outre, les valeurs et les principes coopératifs sont respectés, notamment en ce qui a trait à l'éducation et à l'engagement envers la communauté.

4.3 Présentation des résultats

4.3.1 Présentation des personnes interviewées

Dans cette section, je vais présenter les personnes que j'ai interviewées pour cette recherche.

L'âge des femmes de la coopérative qui ont participé aux entrevues varie entre 41 et 66 ans ce qui correspond à la tranche d'âge la plus représentative du groupe, bien que le groupe compte une nouvelle membre de 28 ans et une autre âgée de plus de 70 ans. Toutes les femmes interviewées sont des membres fondatrices de l'Association, sauf une qui a intégré l'Association en 1974, deux années après sa fondation. Cela était une caractéristique désirée car je voulais échanger avec des femmes porteuses de l'histoire de l'Association. D'ailleurs, sur les 26 membres lors de l'étude, 17 étaient des membres fondatrices de l'association. De même, en regardant les registres de l'assemblée constitutive de l'association, nous remarquons qu'en 1972, il y avait 19 membres fondatrices, dont les 17 qui sont toujours membres aujourd'hui.⁸⁰ Lorsqu'on sait que l'Association a déjà compté plus de 80 membres, cela témoigne de la durabilité de l'engagement des membres fondatrices et de la présence d'un noyau de femmes qui contribue à la solidité du groupe et à la transmission des valeurs et traditions du groupe.

Les femmes sont des maîtresses de maisons et quelques unes fabriquent des balais, avec des feuilles et des branches, qu'elles vendent ensuite au marché. Elles sont toutes mariées ou veuves et ont des enfants. La plupart ont des enfants d'âge adulte. Certaines vivent avec leurs enfants adultes et leur petits enfants. Toutes ces femmes s'occupent des travaux de la boulangerie une demie-journée par semaine : soit laver les instruments et la boulangerie, ensacher les pains, assister le boulanger ou vendre le pain au comptoir.

Rôle joué dans l'association

Les femmes interviewées ont été choisies pour les rôles différents qu'elles jouent dans l'association de femmes.

⁸⁰ Documents d'enregistrement de l'Asociacion de mujeres Victoria.

Claudia, 55 ans, est membre ordinaire de l'Association Victoria et est également membre de l'Association Agro-Desarrollo et du Comité de santé. De plus, elle est aussi représentante de l'Association Victoria auprès d'un réseau d'associations, le *Consejo Zona Norte de San Fernando*. Faisant preuve de beaucoup d'initiative, elle est toujours impliquée dans plusieurs projets à la fois et elle est une informatrice de ce qui se passe dans la communauté. Reconnue comme un leader dans la communauté, à la fois par les gens de la communauté et ceux de l'extérieur, elle représente souvent les associations auprès des autorités municipales et provinciales et auprès d'autres organisations. Par exemple, elle a représenté deux associations, Agro-Desarrollo et Victoria, lors de la formation d'un nouveau marché de producteurs à San Fernando. Ces deux associations peuvent maintenant vendre leur produits, l'un les produits agricoles des récoltes et l'autre le pain de la boulangerie, à ce marché qui se tient à San Fernando tous les samedi. Claudia a d'ailleurs été la première présidente de l'association de femmes, et l'a été pendant plusieurs années avant que l'association ne soit sensibilisée à l'importance de changer régulièrement de présidence et de conseil de direction pour préserver la démocratie.

Maria, 56 ans, est aussi un leader de la communauté. Au moment de l'étude, elle est la présidente de l'Association Victoria. Elle est une personnalité bien connue de La Sierra par son implication dans la communauté. Plusieurs réunions entre associations ont lieu chez elle, sur sa terrasse à toit couvert qui semble reconnue comme le point de rassemblement naturel. Elle a beaucoup participé au démarrage de la boulangerie Taina et montre beaucoup d'initiative dans les efforts de développement de la boulangerie. L'intervenant du CEPAE, Antonio, la considère comme la principale porteuse du projet de la boulangerie.

Felicia, 50 ans, est la sœur de Claudia et a été en charge de la comptabilité de la boulangerie depuis les débuts. Précisons que bien qu'elle contrôle les entrées et sorties d'argent de la boulangerie en tant que responsable de la comptabilité dans le comité de

gestion de la boulangerie, ce n'est pas elle qui est la responsable des finances de l'Association et elle ne fait pas partie du Conseil d'administration de l'Association. En plus de l'Association Victoria, elle est également membre de la Agro-Desarrollo. C'était elle qui était présidente de l'Association de femmes au moment où le projet de la boulangerie prenait naissance. Avant cela, elle avait rempli d'autres rôles dans l'Association comme responsable Organisation, dans le Conseil de direction, et comme membre.

Belinda a 48 ans et est membre de l'association depuis le commencement. Elle est une membre ordinaire et je l'ai choisie à cause du rôle d'appui qu'elle joue dans l'Association, en étant toujours présente sans se mettre à l'avant-plan. Elle a participé aux ateliers de formation en gestion et se montre intéressée à apprendre et à participer plus activement à la gestion commerciale de la boulangerie. Durant l'entrevue, j'ai appris qu'elle fait aussi partie du *Patronato*, qu'elle fait partie du Comité de voisins de Colina et qu'elle est déléguée de l'Association Victoria auprès du *Consejo Zona Norte de San Fernando*. Également, elle a déjà fait partie du Conseil d'administration de l'Association Victoria où elle a antérieurement été présidente et une autre fois, elle a été responsable des finances.

Cristina a 41 ans et a joint l'Association en 1974 à l'âge de quinze ans. Une autre membre ordinaire, je l'ai choisie dans l'échantillon car, tout en étant discrète, elle joue un rôle positif de motivatrice dans le groupe en étant optimiste, en félicitant les gens et en encourageant les membres à continuer. Elle est également promotrice de santé et fait partie du Comité de Santé. Elle a déjà été secrétaire de l'Association à plusieurs reprises.

Cinthia, 48 ans, est la sœur de Felicia et de Claudia. Cinthia occupe le poste de secrétaire dans l'Association. Cette femme, indépendante d'esprit, m'a semblé jouer un rôle de stabilisatrice. Une femme simple, joviale et bienveillante, elle tient aux rituels et à l'ordre et maintient le suivi d'une réunion à l'autre. En entrevue, j'ai appris qu'elle est devenue promotrice de santé à l'âge de 24 ans, avant même l'existence du Comité de

Santé et du projet avec le CEPAGE en participant à l'intérieur d'un programme de formation du gouvernement. Elle a joué le rôle de secrétaire dans le Conseil d'administration à plusieurs reprises à cause de sa grande facilité à lire et écrire.

Serena, 46 ans, a été choisie à cause de son apparente absence de participation dans l'association, bien qu'elle fasse partie du Conseil d'administration à titre de responsable de l'éducation. En effet, bien qu'elle soit physiquement présente aux réunions, son attitude générale laissait paraître un ennui et un détachement par rapport à ce qui se passait dans la réunion. En entrevue, j'ai appris, non sans surprise, qu'elle était la présidente sortante de l'Association Victoria. Elle dit avoir aimé son expérience en tant que Présidente et de ne pas avoir trouvé la tâche intimidante, ayant appris en regardant faire les autres avant elle⁸¹. Celle-ci n'appartient pas à d'autres organisations et n'a jamais appartenu à d'autres organisations que l'Association Victoria.

Enfin, Paulina, 66 ans, est la mère de Serena. Elle est une membre régulière de l'Association et je l'ai aussi interviewée à cause de son effacement lors des réunions, dans lesquelles je ne l'ai jamais vu prendre la parole. Par contre, je voyais qu'elle jouait un rôle actif en tant que volontaire pour plusieurs activités communautaires : par exemple, lors d'une journée de nettoyage qu'une volontaire du Peace Corps a organisé dans la communauté avec les enfants, c'est elle qui s'est portée volontaire pour s'occuper de la cuisine. De même, lorsque des médecins américains sont venus dans la communauté pour offrir des consultations et des examens médicaux gratuits, elle s'est occupée, avec d'autres femmes de l'Association, de l'organisation de l'activité et de la réception de ces gens. Timide et peu sûre d'elle, cette femme a d'abord décliné ma demande de l'interviewer en disant qu'elle était trop stupide pour savoir répondre à mes questions. Plus tard, en entrevue elle m'a révélée qu'elle ne savait pas lire et écrire et j'ai compris que cela la complexait beaucoup. Elle a déjà fait partie du Conseil d'administration de l'Association à titre de Première Vocale (Appui).

⁸¹ Entrevue avec Serena, cassette #7, 10 mars 2001.

4.3.2 Résultats des entrevues et des observations

Thème 1 : Définition de coopérative

Lorsqu'on leur demande de définir ce qu'est une coopérative, plusieurs répondent que c'est une association au service de la communauté. Seulement Felicia mentionne spécifiquement que c'est une entreprise : «Une coopérative est une petite entreprise. Une petite entreprise qui appartient à des hommes ou à des femmes, peu importe.»⁸² La plupart, comme Cinthia, définissent plutôt la coopérative d'après son rôle dans la communauté. Ainsi, pour Cinthia, «une coopérative est un groupe organisé de personnes qui luttent pour le bien-être de la communauté».⁸³

Toutes m'ont dit qu'elles considéraient que leur Association était une coopérative. Curieusement, lorsque je leur ai demandé de me décrire les activités économiques et commerciales de l'Association, certaines n'ont même pas mentionné la boulangerie. Alors que les autres me répondaient par des activités en lien avec la gestion de la boulangerie, Paulina et Serena m'ont surprise en ne me parlant que des activités de levées de fonds, comme par exemple un tirage, une danse ou encore l'organisation d'un voyage de groupe. Pourtant, les deux participent aux travaux dans la coopérative. Peut-être est-ce parce que la boulangerie ne fait pas encore assez de bénéfices pour leur offrir une rémunération?

Thème 2 : définition du citoyen

Je leur ai demandé ce que devaient être les comportements d'un citoyen. Les qualités du citoyen, m'ont-elles dit, c'est d'être responsable, ponctuel, solidaire, accomplir ses engagements, respecter l'environnement, d'aider ceux qui en ont le plus besoin et de lutter pour le bien-être de sa communauté. D'après Belinda, « un citoyen est une personne responsable, qui est présente lorsqu'elle le doit, à l'heure, qui remplit ses engagements et qui n'y manque pas.»⁸⁴

⁸² Entrevue avec Felicia, 27 février 2001.

⁸³ Entrevue avec Cinthia, cassette # 6, 7 mars 2001.

⁸⁴ Entrevue avec Belinda, cassette #2, 28 février 2001.

À cela, tout comme Paulina qui dit que le citoyen doit être prêt à aider son prochain, Cristina ajoute que le citoyen doit être humanitaire. La solidarité, le fait de penser à celui qui est le plus dans le besoin plutôt que seulement à soi, est d'ailleurs une caractéristique du groupe dont elle a personnellement vécu l'expérience lorsque l'ouragan Georges a sévèrement touché sa maison : « Le toit de ma maison (fait en paille) avait été détruit et l'Association m'a offert à moi les tôles de zinc reçues du CEPAE.»⁸⁵ Les témoignages ont permis de relever d'autres actes de solidarité tout à fait gratuits de la part des femmes de l'Association. Claudia raconte un épisode de sa vie où elle n'avait pas beaucoup d'argent et qu'elle a rempli une demande de paniers de Noël pour la communauté et qu'elle a mis les noms d'autres personnes de la communauté avant le sien parce qu'elle savait qu'elles en avaient encore plus besoin qu'elle, même si c'était elle qui remplissait la demande sans même les en informer. Elle n'a pas reçu de panier mais les gens lui ont fait chacun don d'une partie de leur panier pour la remercier.⁸⁶

Quant à elle, Cinthia souligne le côté affectif en disant que «le citoyen doit être quelqu'un de responsable et d'affectueux qui est dynamique et compréhensif.»⁸⁷

Maria souligne l'attachement que doit avoir le citoyen pour sa communauté : « Un citoyen doit faire attention à l'environnement et être jaloux de sa communauté. Il doit vouloir construire quelque chose de meilleur pour elle.»⁸⁸

Par ailleurs, Felicia ajoute les habiletés de communication aux comportements que devrait avoir le citoyen :

«La ponctualité, la responsabilité, le respect. Et aussi avoir un bon vocabulaire pour savoir mieux s'exprimer.»⁸⁹

Thème 3 : Pourquoi s'associer?

Trois motifs principaux ont incité les femmes à se joindre à l'association :

1. La réalisation que seule, on n'obtient rien.
2. L'accès à l'aide extérieure

⁸⁵ Entrevue avec Cristina, cassette #5, 4 mars 2001.

⁸⁶ Entrevue avec Claudia, cassette #4, 3 mars 2001.

⁸⁷ Entrevue avec Cinthia, cassette #6, 7 mars 2001.

⁸⁸ Entrevue avec Maria, cassette #3, 28 février 2001.

3. L'opportunité d'apprendre.

La force d'être ensemble

Plusieurs sont entrées dans l'association parce qu'elles sont convaincues que c'est seulement en groupe organisé que l'on peut changer les choses:

Comme l'exprime Cristina : « Seule, on ne peut pas faire débloquer les fonds pour un projet, on ne peut pas influencer le gouvernement à construire une route, un pont ou un aqueduc, mais en groupe c'est possible. »⁹⁰

Dans le même ordre d'idées, Serena dit être entrée dans l'association parce que des amies l'avaient invitée à se joindre quand l'association s'est créée en lui disant que «c'est important d'être organisée pour avancer et améliorer notre situation.»⁹¹

Accès à l'aide extérieure

L'accès à l'aide extérieure a aussi attiré beaucoup de membres. Serena explique le rôle d'intermédiaire que joue l'association entre la population et les organismes d'aide : «S'associer à un groupe, c'est une manière d'avoir accès à l'aide extérieure et de canaliser les besoins.»⁹² Le nombre de membre a d'ailleurs beaucoup fluctué selon l'aide extérieure disponible. Felicia raconte comment lorsque l'Association distribuait du lait à ses membres à un prix en-deça du prix du marché, le membership atteignit plus de 80 membres; lorsque ce projet fut terminé le groupe est tombé à un petit nombre, « jusqu'à ce que survienne l'ouragan David, en 1979, moment où le groupe est tombé et s'est reconstitué à nouveau, dans ma maison, parce que l'aide vestimentaire suite à l'ouragan était distribuée ici dans ma maison. Plusieurs ont quitté et d'autres sont entrées.»⁹³

Opportunité d'apprendre

Par ailleurs, beaucoup disent être entrées dans l'Association pour l'opportunité d'apprendre.

⁸⁹ Entrevue avec Felicia, cassette #1, 27 février 2001.

⁹⁰ Entrevue avec Cristina, cassette #5, 4 mars 2001.

⁹¹ Entrevue avec Serena, cassette #7, 10 mars 2001.

⁹² Entrevue avec Serena, cassette #7, 10 mars 2001.

Cristina est entrée dans l'Association alors qu'elle était adolescente :

« Ma mère était dans l'Association et j'aimais apprendre ce qu'elle apprenait. J'avais quinze ans à l'époque et il y avait des cours d'arrangement floral et de couture. J'aime les travaux manuels et lorsqu'elle revenait des rencontres, ma mère m'enseignait tout ce qu'elle avait appris et c'est ainsi que je suis entrée moi aussi dans l'Association.»⁹⁴

Belinda s'est jointe au groupe pour l'opportunité d'apprendre davantage et ainsi dépasser le rôle traditionnel réservé aux femmes:

L'Association est un moyen pour que la femme sorte de la maison et se libère car la femme peut faire plus que toujours laver, repasser et cuisiner. Par exemple, nous sommes un groupe de femmes et nous gérons notre propre boulangerie.⁹⁵

Aujourd'hui, elle fait également partie du comité du *Patronato* qui gère l'aqueduc communautaire.

D'ailleurs, il y a une fierté et un certain orgueil à être organisée en association. Cela confère un statut à la femme, par rapport aux autres qui ne font pas partie d'aucune association. Cela donne une importance nouvelle mais aussi une responsabilité qui octroie une fierté d'accomplissement.

Visiblement fière de son rôle, Maria explique : « Quand je sors de La Sierra et qu'on me demande qui je suis, et bien je peux dire que je suis la Présidente de l'Association de femmes.»

Ce goût d'apprendre qui a été développé à travers les activités de l'Association a même incité Claudia à terminer sa scolarité primaire et à poursuivre ses études secondaires. Au moment de l'étude, elle poursuivait le 3^{ème} niveau de secondaire. Elle dit qu'elle a eu plus d'opportunité d'apprendre et qu'en faisant partie de l'Association, elle a pu bénéficier de l'appui du diocèse catholique de San Fernando pour participer à un programme d'éducation pour les adultes afin de terminer son primaire.

⁹³ Entrevue avec Felicia, cassette #1, 27 février 2001.

⁹⁴ Entrevue avec Cristina, cassette #5, 4 mars 2001.

Enfin, l'amitié est un facteur important qui unit ces femmes et qui crée un très fort sentiment d'appartenance. Ensemble, elles ont le sentiment qu'elles vont de l'avant («vamos adelante!»), expression qui revient souvent dans la bouche de ces femmes, et qui constitue comme un cri de ralliement, et parfois d'encouragement lorsque la situation est difficile, que j'ai souvent entendu lors des entrevues et même lors des réunions.

Thème 4 : Nouvelles habiletés

Il faut dire que l'Association a permis des apprentissages très diversifiés. Parmi les habiletés qu'elles ont pu acquérir en participant dans l'association, les femmes mentionnent autant des habiletés techniques, que des habiletés sociales et des habiletés de gestion. Maria en fait d'ailleurs une liste exhaustive :

J'ai appris beaucoup avec l'association : j'ai appris à lire et à faire les comptes mieux qu'avant, à parler devant le groupe et devant des étrangers aussi, à conduire une réunion et à être plus formelle, à régler des conflits et à parler aux autres lorsqu'elles n'ont pas un comportement digne... à comprendre les paroles de la Bible parce qu'avant je la lisais pour la lire mais maintenant je la comprends parce que j'ai acquis plus de connaissances.⁹⁶

Elles ont appris à faire de la céramique, à faire du pain, de la pâtisserie, mais elles ont aussi eu accès à des cours de comptabilité, de gestion et elles ont appris à gérer une entreprise: planifier les achats, coordonner la production, gérer les finances, voir à la propreté des lieux... Belinda confie que grâce à la coopérative, elle a développé des habiletés économiques telles que contrôler les entrées et les sorties d'argent et cela lui a aidé à mieux gérer l'argent de la maison. Pareillement, Cinthia considère qu'en plus d'avoir appris à faire du pain, de la céramique, des paniers et des gâteaux, l'Association lui a permis d'apprendre la gestion, «autant la gestion d'activités que la gestion économique»⁹⁷, précise-t-elle.

⁹⁵ Entrevue avec Belinda, cassette #2, 28 février 2001.

⁹⁶ Entrevue avec Maria, cassette #3, 28 février 2001.

Thème 5 : Nouvelles attitudes

Parmi ce qu'elle considère le plus important dans ce qu'elle a appris, Cinthia mentionne qu'elle a appris que les femmes pouvaient jouer un plus grand rôle dans la société: «J'ai appris que les femmes pouvaient faire plus que cuisiner, laver et repasser. Par exemple, nous sommes un groupe de femmes et nous gérons notre boulangerie!»⁹⁸

Félicia répond qu'elle a appris à être plus diplomate et c'est ce dont elle est le plus fière : « Avant, quand il y avait quelque chose qui ne me plaisait pas, je le disais directement : Toi! Bang! Bang!... Maintenant, je le dis plus doucement. Je dis toujours ce qui ne me plaît pas mais d'une manière plus douce pour ne pas blesser les autres. Je suis très fière de ça.» D'ailleurs, ce progrès chez Félicia a été remarqué et relaté par d'autres membres de l'Association et aussi par Antonio, l'intervenant du CEPAE. Ainsi, Cinthia affirme qu'elle a noté des changements chez certaines personnes depuis qu'elles participent dans l'Association, dont notamment chez Felicia et Maria qui sont devenues moins agressives et plus sensibles aux autres pour ne pas les blesser, et chez d'autres membres qui disent ce qu'elles veulent dire en peu de mots au lieu de monopoliser la parole pendant longtemps. Antonio explique qu'il a travaillé avec Felicia pour lui faire réaliser qu'elle blessait inutilement les gens en faisant des remarques brutales suite à des jugements rapides :

Par exemple, lors d'une réunion elle est arrivée en disant qu'une membre avait manqué beaucoup de réunions sans donner aucune raison ni aviser personne et que par conséquent, celle-ci devait être exclue de l'Association. Je lui ai alors proposé de vérifier pourquoi cette membre ne venait plus aux rencontres avant de tout de suite penser à l'exclure. Peut-être vivait-elle des problèmes familiaux ou autre qui l'empêchaient de venir aux rencontres. Dans ce cas, elle aurait alors besoin de l'aide et du soutien des membres, plutôt que d'être exclue.⁹⁹

D'ailleurs, beaucoup mentionnent comment elles ont appris à communiquer plus efficacement.

⁹⁷ Entrevue avec Cinthia, cassette #6, 7 mars 2001.

⁹⁸ Entrevue avec Cinthia, cassette #6, 7 mars 2001.

⁹⁹ Entrevue avec Antonio, cassette # 10, 16 mars 2001.

Pour Cristina, elle a vaincu la peur de prendre la parole pour dire son opinion devant des grands groupes :

Avant, lorsque j'avais quelque chose à dire lors des rassemblements, j'attendais la fin de la réunion et je le disais à mon amie. Maintenant, lorsque j'ai une idée, je la dis pendant la réunion. J'accepte que si mon idée est retenue, tant mieux, si elle ne l'est pas car la majorité trouve qu'une autre idée est meilleure, alors c'est tant mieux aussi.¹⁰⁰

D'autres, comme Claudia et Maria, affirment qu'elles ont appris à parler devant n'importe qui, même des inconnus.

Claudia explique :

Je peux parler devant n'importe qui : que ce soit en public, devant le gouverneur, à la radio... Je peux parler sans gêne, avec le plus de précision et le moins de mots possible. Je peux m'ajuster et parler plus vite ou moins vite, selon les occasions.¹⁰¹

On devine qu'elle a des aptitudes naturelles, qui ont cependant été développées par les nombreuses occasions qu'elle a eues de participer à des commissions pour l'Association et de représenter sa communauté à l'extérieur. Bien qu'ayant des prédispositions naturelles, qu'elle dit avoir été encouragée à développer par son père, son expérience lui a permis de devenir meilleure. Ayant eu l'occasion de l'observer lors d'une rencontre avec le gouverneur et ensuite dans le bureau d'un responsable des entreprises d'une zone franche pour demander une contribution pour l'organisation de la fête annuelle des associations de la zone nord de San Fernando, j'ai pu constater qu'elle est réellement à l'aise.

D'autre part, j'ai pu voir que Maria a dû faire des efforts pour vaincre sa gêne car bien qu'elle se montre autoritaire et sûre d'elle devant son groupe à La Sierra, j'ai été étonnée de la voir toute timide lors d'un rassemblement organisé par le CEPAE à la capitale, Santo Domingo, pour des représentants de tous les Comités de Santé dans lesquels le CEPAE intervient. Ces sorties en dehors de la communauté sont donc de très bons exercices pour apprendre à vaincre sa gêne et à s'exprimer et échanger avec les autres.

¹⁰⁰ Entrevue avec Cristina, cassette # 5, 4 mars 2001.

Enfin, deux personnes ont mentionné que leur participation dans l'Association leur a permis de développer une attitude d'ouverture. Belinda explique : « En participant à des rassemblements et en échangeant avec d'autres groupes, j'ai l'esprit plus ouvert qu'avant. Au *Consejo Zona Norte de San Fernando*, je peux regarder et entendre ce que d'autres groupes font et apprendre de l'expérience des autres.»¹⁰² Également, Cinthia explique qu'elle se «sent plus aimable et je parle davantage avec les gens. Je me sens plus à l'aise d'échanger avec les gens et de les recevoir.»¹⁰³

Thème 6 : Relation avec la communauté

Le sens de responsabilité envers la communauté ressort beaucoup de ces entrevues. J'ai classé la relation des membres de l'association avec la communauté selon trois axes :

1. Participation aux discussions, à la prise de décision et à l'action
2. Transmission des connaissances
3. Participation dans d'autres associations et groupes organisés de la communauté.

Participation aux discussions, à la prise de décisions et à l'action pour la communauté

Comme Maria l'explique si bien, les associations sont des milieux naturels où se brassent les idées et les stratégies d'actions pour régler les problèmes de la communauté : «Toujours, lorsqu'il y a quelque chose pour la communauté, les groupes sont les premiers à le savoir. C'est là où les sujets se discutent et qu'on essaie d'obtenir des choses pour la communauté.»¹⁰⁴ Belinda nous dit qu'elle participe beaucoup aux activités dans la communauté, dans les discussions et la prise de décisions : « Par exemple, dans le cas de l'eau et l'aqueduc communautaire, il a été décidé que l'eau devait être partagée de façon égale entre tous et qu'on ne doit pas la gaspiller pour rien.» Rappelons que Belinda fait partie du *Patronato*, à titre de représentante de l'Association Victoria, et que ce groupe de citoyen est chargé de la gestion de l'aqueduc communautaire. Dans ce cas, il a été décidé qu'on ouvrirait la valve de l'aqueduc pour alimenter un quartier à la fois et qu'on améliorerait la surveillance pour corriger les

¹⁰¹ Entrevue avec Claudia, cassette #4, 3 mars 2001.

¹⁰² Entrevue avec Belinda, cassette #2, 28 février 2001.

¹⁰³ Entrevue avec Cinthia, cassette #6, 7 mars 2001.

¹⁰⁴ Entrevue avec Maria, cassette #3, 28 février 2001.

situations où les tuyaux fuient ou les cas où l'eau acheminée aux maisons n'est pas recueillie adéquatement. Belinda poursuit : « De même, il y a eu beaucoup de discussions sur l'état de la route et la communauté fait beaucoup de pression auprès de la municipalité de San Fernando et du gouvernement pour qu'ils aménagent la route adéquatement.»¹⁰⁵ La route principale de La Sierra est en effet une route de terre très raboteuse, rocailleuse et poussiéreuse. De plus, dans la saison des pluies, une partie de la route devient impraticable en raison d'un ruisseau qui la traverse et où un pont devrait être posé. Durant la période de mon stage, une pétition pour aménager et asphaltier la route avait été initiée par les associations et portée aux autorités de la municipalité.

D'autre part, l'association de femmes est également supportée par la communauté. Comme le raconte Claudia :

Toute la communauté a participé à la construction de la boulangerie. Les gens des autres associations, comme la Agro-Desarrollo, nous ont beaucoup aidé. Les hommes, les femmes et même les enfants ont contribué à la construction du bâtiment. C'est nous, les femmes de l'associations, qui avons posé les deux premières rangées de pierres...¹⁰⁶

D'ailleurs, le document relatant l'histoire de l'Association agricole Agro-Desarrollo nous apprend que cette association a également appuyé ce projet de construction du bâtiment en pierre pour l'Association de femmes Victoria par un don de 16,000.00\$RD (environ 1 600.00\$ CDN).¹⁰⁷

Transmission de connaissances

Les membres de l'Association participent également au développement de la communauté par la transmission de leurs connaissances. Par exemple, Claudia nous dit que depuis le temps qu'elle est dans l'Association, elle a partagé beaucoup de connaissances avec les autres, spécialement avec les jeunes : « J'en suis venue à créer une relation intime et à recevoir beaucoup d'amour et de respect de ces jeunes. Certains

¹⁰⁵ Entrevue avec Belinda, cassette #2, 28 février 2001.

¹⁰⁶ Entrevue avec Claudia, cassette #4, 3 mars 2001.

¹⁰⁷ *Historia/Logros/Esperanzas y retos a los que nos hemos enfrentado durante los 20 anos de existencia de la Asociacion Agricola Agro-Desarrollo Taina Inc. : 1979-1999*, Colina La Sierra, San Fernando, Rep. Dominicana, 1999, page 6.

m'appelle «Marraine», mais je ne suis pas leur marraine! Ils m'ont dit qu'ils m'appellent comme ça parce qu'ils aimeraient que je le sois et qu'alors ils ont choisi que j'étais leur marraine.»¹⁰⁸ Notamment, elle supportait jusqu'à récemment le Club Sueño de la Juventud (Rêve de la Jeunesse), aujourd'hui inactif, qui regroupe des adolescents de la communauté.

Encore plus concrètement, la transmission de connaissances se fait par le caractère très ouvert de l'Association qui invite les gens de la communauté à participer à la formation qui leur est offerte. Par exemple, lors de mon stage, j'ai organisé des ateliers sur la gestion et ensuite un cours de comptabilité pour les membres de l'Association Victoria. Pourtant, la formation ne s'est pas limitée aux seules membres de l'Association : sur les dix personnes qui assistaient aux ateliers de gestion, cinq étaient des membres de l'Association et les cinq autres étaient des jeunes filles et des femmes, dont la plus jeune avait quatorze ans, qui avaient été intéressées par le cours et encouragées par les femmes à s'inscrire. Une des femmes s'est d'ailleurs jointe à l'Association suite à sa participation dans ces ateliers. De même, le cours de comptabilité que j'ai donné s'adressait à un groupe de treize personnes très hétérogène composé de six femmes de l'Association, deux jeunes garçons de 12 ans, deux filles de 14 ans et trois jeunes femmes qui n'étaient pas membres de l'Association. En outre, l'âge des membres de ce groupe s'étalait de 12 à 66 ans.

Participation dans d'autres associations et groupes organisés de la communauté

La relation des membres avec la communauté passe également, de façon incontournable, par leurs relations avec les autres groupes qui structurent la communauté. Des huit membres de l'Association Victoria interviewées, six sont aussi membres d'au moins une autre association ou groupe organisé de la communauté. On les retrouve dans l'association Agro-Desarrollo, dans le Comité de Santé, dans le *Patronato*, dans les *Juntas de Vecinos* et dans le *Consejo Zona Norte de San Fernando*, en tant que représentante de l'Association Victoria. De fait, l'Association envoie d'office deux représentantes, parmi les membres ordinaires (i.e. qui ne font pas partie du Conseil d'administration) dans le Comité de Santé et une dans le *Patronato* ainsi que deux

¹⁰⁸ Entrevue avec Claudia, cassette #4, 3 mars 2001.

représentantes au *Consejo Zona Norte de San Fernando*. De plus, l'association envoie une déléguée aux réunions de l'Association Agro-Desarrollo pour y recevoir et y transmettre l'information pertinente. Par exemple, Claudia est impliquée dans plusieurs organisations : *Consejo Zona Norte de San Fernando*, *Mercado de Productores* (Marché des producteurs, où elle est sur le Conseil exécutif), Association Agro-Desarrollo, Comité de Santé. Belinda est également active dans le *Consejo Zona Norte de San Fernando* ainsi que dans le *Patronato* et dans le comité de voisins. Tous ces liens et relations entre associations et groupes forment un véritable réseau dans lequel l'information circule et les stratégies de développement régional sont développées. Un exemple concret est le nouveau marché de producteurs de San Fernando, dont le *Consejo Zona Norte de San Fernando* a collaboré dans l'élaboration de ce projet avec la municipalité de San Fernando et l'assistance financière de l'Ambassade américaine. Ce marché constitue un débouché intéressant pour vendre le pain de la boulangerie et elles ont pu participer à ce marché car elles ont été informées de l'existence de ce nouveau projet par leur déléguée qui les représente au *Consejo*.

Enfin, l'implication des membres de l'Association dans la communauté peut être résumée à cette phrase de Cristina : « L'association lutte pour la communauté : aucune ne lutte seulement pour avoir des choses pour elle mais plutôt ce qui va bénéficier à toute la communauté. »¹⁰⁹ Il n'y a qu'à voir Paulina cuisiner bénévolement en compagnie de Maria pour tout un groupe de gens rassemblés pour une fête religieuse pour s'en convaincre...

Autres entretiens et résultats

Entrevue avec un sage de la communauté

Un autre leader influent de la communauté est Nicolas, 58 ans, qui, sans être Président d'aucune association, demeure une figure très écoutée par ses pairs. Il est membre des Associations Agro-Desarrollo et Virgen de Altagracia. Il a été Président de

¹⁰⁹ Entrevue avec Cristina, cassette #5, 4 mars 2001.

l'Association Agro-Desarrollo pendant de nombreuses années et a refusé de se présenter à nouveau pour ce poste malgré les désirs des membres, justement aussi pour préserver le caractère démocratique. Lorsqu'il prend la parole lors d'une réunion, il a une grande influence sur ses camarades et joue le rôle de médiateur naturel.

Selon Nicolas, « une coopérative est un groupe de personnes qui s'associent pour rechercher des bénéfices pour eux-mêmes et pour la communauté »¹¹⁰.

Selon lui, le comportement d'un citoyen doit être de remplir ses responsabilités et de faire preuve de respect.

La première association qu'il a joint fut la Coopérative de caféiculteurs à San Fernando, dans les années 60. Il est devenu membre parce que les intermédiaires le trompaient et qu'il ne savait rien quant à où allait le café après que les intermédiaires lui payaient ses quintals (100 kg). Il ne savait pas combien valait le quintal ni à combien se vendait le café. Tout était inconnu et les gens pouvaient le tromper en raison de son ignorance.

Aujourd'hui, il est simple membre de l'Association Agro-Desarrollo mais il continue d'avoir une influence positive sur le groupe et jouit d'un respect et une écoute particulière. Voici comment il décrit son rôle dans l'Association, en tant que membre :

Le rôle du membre est d'être, tout comme le président, responsable de son association. Il ne doit pas laisser la responsabilité de l'association seulement à la direction parce que seule, la direction ne peut rien faire, n'est rien. Si le membre a une meilleure idée, il doit la dire et celui qui sait doit partager ses connaissances. Le rôle du leader est de permettre que chacun apporte ce qu'il peut apporter, parce qu'il y en a qui savent plus de choses que d'autres et tous ne peuvent ni ne doivent faire la même chose, car chacun sert à quelque chose. Et c'est ainsi qu'on obtient des choses dans les groupes, lorsque tous apportent leur aide, chacun à sa manière.¹¹¹

Il continue en expliquant sa philosophie :

Celui qui sait, qu'il enseigne. Il doit expliquer pourquoi les choses se font ainsi, en plus de montrer comment le faire. Un apprend de l'autre, et

¹¹⁰ Entrevue avec Nicolas, cassette #9, 11 mars 2001.

¹¹¹ Entrevue avec Nicolas, cassette #9, 11 mars 2001.

enseigner consiste aussi à dire ce qui se fait mal et les erreurs. On doit dire la vérité : lorsque c'est bien, on doit dire que c'est bien ; lorsque c'est mal, il faut le dire aussi et corriger les autres, et lorsqu'une chose ne convient pas à l'autre, on ne doit pas lui dire que cela lui convient même si on pourrait en tirer un bénéfice pour soi-même. Cela est le travail du membre.¹¹²

À l'intérieur de l'association Agro-Desarrollo, il reconnaît avoir développé de nouvelles capacités à travers plusieurs cours : entretien du sol, vaccination des vaches, etc.

Au niveau des nouvelles attitudes, il dit avoir développé celle de régler des conflits.

En ce qui a trait aux nouvelles habiletés, il dit qu'il a appris à s'exprimer avec plus de clarté et d'efficacité.

Il se fait des évaluations dans l'Association : de ce qui a bien été, mal été mais pour cela, il spécifie qu'on doit être présent au début de la réunion : si on arrive en retard ou qu'on ne vient pas, on ne participe pas à l'évaluation.

Nicolas explique que selon lui, le développement de l'Association Agro-Desarrollo est dû en grande partie à son implication dans la communauté depuis le début, et du fait qu'elle ne recherche pas seulement les intérêts des membres :

C'est une association qui s'est formée dans la communauté, qui se réunit ici dans le village et non dans la ville, qui fait ses activités ici dans la communauté et cela fait en sorte que l'Association appartient à la communauté et les gens peuvent ainsi plus facilement participer aux activités que l'Association organise.¹¹³

À l'opposé, il explique que l'association de café, par contre, a commencé dans la ville de San Fernando avec d'autres personnes provenant d'autres villages. En effet, j'ai pu remarquer que l'Association de caféiculteurs Virgen de Altagracia n'était pas aussi bien structurée et n'avait pas un grand rayonnement dans la communauté, n'ayant géré aucun projet d'envergure jusqu'à date, bien que cette association a été formée en 1972, avant l'Association Agro-Desarrollo qui est née en 1979. L'Association Agro-Desarrollo, par opposition, était l'instigatrice de plusieurs projets d'irrigation des terrains agricoles, a acheté la première camionnette qui sert à la fois pour le transport des passagers de La

¹¹² Entrevue avec Nicolas, cassette #9, 11 mars 2001.

Sierra jusqu'à San Fernando et pour le transport des produits de la récolte des agriculteurs. Il explique cet écart par le fait que l'Association de caféiculteurs est d'abord née en ville, à San Fernando et regroupait des caféiculteurs de différents villages :

L'information n'était pas la même pour tous et il y avait de la manipulation. Il n'y avait pas cette mentalité de penser à la communauté parce que c'était une relation d'affaires seulement. C'était un commerce et non une association de gens.¹¹⁴

Nicolas continue son analyse ainsi :

Cependant, quand l'association va au-devant et travaille pour la communauté, la communauté l'apprécie et, plus tard, l'appuie dans les projets que l'association fait. On doit donner en premier lieu, sincèrement, sans espérer recevoir quelque chose en retour. Par contre, avec le temps on obtient toujours un bénéfice. Celui qui travaille pour la communauté travaille à la fois pour la communauté et pour lui-même parce que ce que la communauté obtient, lui aussi peut en bénéficier et ses enfants et ses petits-enfants également. Ainsi, même s'il meure, il continue d'en bénéficier.¹¹⁵

Il y a une règle dans l'Association qu'un Président sortant ne peut pas être réélu. Mais les gens aimeraient qu'il soit toujours le Président mais il ne veut pas :

Comme dans le cas de Balaguer¹¹⁶, une personne peut commencer par être toujours réélue et après un temps elle se fait un réseau de relations pour toujours garder le pouvoir, même si c'est de manière corrompue. Ce n'est pas une bonne habitude donc de toujours réélire la même personne parce qu'on peut changer un bon leader en un mauvais avec le temps. Les gens ne doivent jamais donner leur pouvoir et leurs droits à une autre personne, même si ils l'aiment beaucoup et ont beaucoup confiance en elle. Nul ne doit suivre en aveugle, en faisant tout ce qu'on lui dit. Cela est le bénéfice du vrai leader, que tout le monde fait ce qu'il lui demande, mais c'est aussi ce qui détruit la relation démocratique si on en abuse.¹¹⁷

¹¹³ Entrevue avec Nicolas, cassette #9, 11 mars 2001.

¹¹⁴ Entrevue avec Nicolas, cassette #9, 11 mars 2001.

¹¹⁵ Entrevue avec Nicolas, cassette #9, 11 mars 2001.

¹¹⁶ Président de la République Dominicaine de 1960 à 1962, de 1966 à 1978 et de 1986 à 1996. (réf. Petit Larousse Illustré, 2000) Élu Président de la République après l'assassinat du dictateur Trujillo, qui avait régné sur le pays depuis 1930 en assassinant les dissidents, cet homme avait été renversé lors de son premier mandat. Jouissant d'un support populaire très grand, il était revenu au pouvoir à la joie de tous pour ensuite devenir lui-même corrompu et maintenir le pouvoir par des moyens illicites. Il exerce encore une très grande influence dans la politique dominicaine.

¹¹⁷ Entrevue avec Nicolas, 11 mars 2001.

Il a remarqué des changements chez d'autres personnes depuis leur implication dans l'Association, mais pas en lui-même. Chez les autres, il a noté qu'ils font preuve de plus de respect et qu'ils ont acquis plus de connaissances.

Par exemple, il a enseigné à une personne qui critiquait toujours les associations qu'avant d'exiger quoi que ce soit, une personne doit d'abord remplir ses propres responsabilités. Maintenant, il voit que cet homme est en train de faire plus de choses pour le groupe et la communauté, remplit ses responsabilités et s'implique plus qu'avant.

Nicolas a une vision critique très complète du développement de la communauté. Il considère que l'Association de femmes Victoria est à l'image de l'Association Agro-Desarrollo en ce sens qu'elle s'est développée avec la communauté et en restant toujours très attachée à la communauté.

Entrevue avec un désabusé des associations et coopératives

D'autre part, j'ai aussi interviewé une personne qui m'a confié son désillusionnement face aux coopératives comme moyen pour les pauvres d'améliorer leur condition. Pablo, 32 ans, est originaire de la Sierra et habite maintenant San Fernando, après avoir travaillé pendant deux années comme vendeur de crème glacée à Ocoa, un village à une heure et demie de route de San Fernando. Avant cela, il avait suivi un cours comme technicien-électricien dans l'espoir de décrocher un emploi, chose qui n'est jamais arrivée, le secteur étant soumis au patronage de l'État qui favorise les membres du parti au pouvoir, selon lui. Il a déjà été membre de la Coopérative de caféiculteurs, comme son père, et dit n'y avoir vu que la corruption. Aujourd'hui, il travaille comme moto-taxi à San Fernando et fait partie de la coopérative de taxi, davantage par obligation que par conviction. Il ne rêve que du jour où il partira de ce pays pour tenter sa chance aux États-Unis. Selon lui, le monde coopératif, comme le reste d'ailleurs, fonctionne avec du favoritisme : il n'y a pas assez de ressources pour tout le monde, alors le peu de ressources qui existe reste avec les chefs. Les leaders des associations et des coopératives sont influencés par le gouvernement, dit-il, et ils sont soudoyés pour se taire et se contenter des quelques avantages qu'ils ont. D'ailleurs, être président d'une

association comporte beaucoup trop d'exigences pour une personne ordinaire. Cela demande trop de temps et exige de se désengager de ses propres problèmes pour s'investir dans la gestion du groupe. Cela signifie que le président doit avoir un capital personnel et jouir d'une situation financière assez stable pour pouvoir s'occuper du groupe. Dans le cas contraire, il va se perdre lui-même et sa famille, puisqu'en faisant toutes les commissions et représentations pour la coopérative, il ne pourra pas passer le temps qu'il se doit à travailler sa terre. On envoie toujours les personnes avec le plus de talents pour faire les commissions et représenter les groupes. Même pour faire les commissions pour l'association, il faut avoir les moyens de se déplacer. «Ici, c'est un pays pour le capitalisme, dit-il. Ici, il n'y a pas un pauvre qui puisse monter de classe sociale en travaillant de jour en jour, petit à petit. Chaque jour, le pauvre devient plus pauvre.»¹¹⁸

Cette entrevue a donc amené deux éléments à vérifier :

1. La corruption s'installe chez les dirigeants des coopératives et des associations, et ceux-ci mettent leur propre avantage au-devant de celui du groupe.
2. Pour pouvoir être soi-même dirigeant, il faut disposer de suffisamment de temps pour conduire les affaires du groupe sans se ruiner soi-même et donc avoir déjà une situation financière assez stable et confortable.

J'ai tenté de vérifier ces deux éléments dans mes entrevues ultérieures. Pour ce qui est de la corruption des dirigeants, cette perception est corroborée par Nicolas lorsqu'il mentionne aussi la corruption qui régnait dans la coopérative de caféculteurs de San Fernando. Rappelons que l'expérience coopérative de Pablo a aussi commencé avec la Coopérative de caféculteurs. Également, les entrevues ont permis de dégager qu'autant dans l'Association Agro-Desarrollo que dans l'Association Victoria, il était courant que la même personne soit constamment réélue présidente de l'association. Ce n'est que plus tard que les membres ont été sensibilisés à l'importance d'élire des nouvelles personnes à la direction pour préserver la démocratie. On peut croire que sans cette mesure de protection, c'est-à-dire varier régulièrement les membres du Conseil

¹¹⁸ Entrevue avec Pablo, 23 février 2001.

d'administration, la corruption soit effectivement presque inévitable. Comme le dit Nicolas, de toujours réélire le même leader peut tourner un bon leader en un mauvais. Il est probable que dans les autres associations, cette culture de faire confiance à la même personne et de déléguer ses responsabilités de décision en une personne de confiance, soit toujours présente et demeure un terrain fertile pour la tentation de corruption.

Pour ce qui est de la deuxième affirmation comme quoi le leader doit jouir d'une situation économique confortable pour pouvoir exercer ses fonctions et que celui qui est très pauvre ne peut pas se permettre de s'impliquer, cette perception a été défiée par mes autres résultats d'entrevue, notamment lors de mon entrevue avec Nicolas et celle avec Claudia.

À prime abord, cette affirmation peut sembler fondée : par exemple, Nicolas a longtemps été président de l'Association Agro-Desarrollo et il est vrai qu'il jouit d'une situation économique supérieure à la moyenne. Entre autre, il possède deux camionnettes qui servent au transport de passagers entre La Sierra et la ville de San Fernando. Il gère cette petite entreprise en même temps qu'il s'occupe de ses vaches dans les collines et de son champs de café, comme les autres habitants. D'un autre côté, cela lui fait également beaucoup de choses à gérer. Il n'a pas plus de temps que les autres et s'il ne s'occupe pas de semer, entretenir et récolter son café à temps, comme tous les autres, il perdra sa récolte. En entrevue, Nicolas a expliqué que cela était aussi une responsabilité du groupe que de celle de prendre soin de ses chefs pour ne pas les essouffler. Il a raconté comment, lorsqu'il était président, il devait aller représenter le groupe à l'extérieur durant la période de la récolte du café. Il a dit aux membres qu'il ne pourrait pas y aller parce qu'il devait s'occuper de son champs. Des hommes de l'Association lui ont dit : « Non, va à la rencontre. Nous, on va s'occuper de ton champs. » Lorsqu'il est revenu de la rencontre qui durait une fin de semaine, son champs avait été tout récolté. Dix hommes avaient fait le travail pour lui, bénévolement. Toutefois, cette attitude de penser aux besoins des leaders n'est pas un réflexe et cela a été conditionné par le travail d'éducation et de sensibilisation d'intervenants comme Antonio.

En outre, j'ai entendu Antonio parler en ce sens devant le groupe de caféculteurs qui voulaient convaincre leur président sortant d'accepter de se présenter à nouveau car ils voulaient le réélire. Il avait été Président pendant les dix dernières années. Il leur a dit de laisser cette personne tranquille et de le laisser se reposer. Il a expliqué que pendant tout ce temps que cet homme avait travaillé pour l'Association, il avait eu moins de temps à consacrer à sa famille et que maintenant, sa femme demandait qu'il cesse ses activités. Sa famille méritait aussi d'avoir plus de temps avec lui et de profiter de sa présence et les membres devaient comprendre cela.

D'autre part, lors de l'entrevue avec Claudia, qui l'on sait a toujours été très impliquée dans les associations, je lui ai demandé si elle considérait qu'il fallait avoir déjà une bonne situation financière pour pouvoir se permettre de s'investir dans les associations. Claudia a répondu : « Dans un sens oui, mais dans un autre non. Les gens de cette communauté ont très peu de ressources, mais j'ai appris que tu dois accomplir ce que Dieu met devant toi. Le chemin s'ouvre en marchant... »¹¹⁹ Le mari de cette femme est décédé à quarante ans et elle est devenue veuve en ayant quatre enfants à nourrir et à élever seule. Évidemment, Claudia n'a pas eu la vie facile et était dans la pauvreté. Quand je lui ai demandé comment elle a réussi à faire tout ce qu'elle a fait dans la communauté, malgré ses maigres ressources, elle m'a répondu : « Par la foi ! La foi, c'est tout. C'est par la foi que j'ai accompli tout ce que j'ai accompli. »¹²⁰ Elle raconte plusieurs événements qui l'ont confirmée dans sa foi et son espérance, qui lui ont «ouvert les yeux, ouvert l'esprit, ouvert d'autres possibilités» selon ses propres mots, et qui l'ont poussée à agir dans une direction et à continuer de développer des nouvelles capacités, d'apprendre.

Il y a des moments plus difficiles où je dis : « Écoute Dieu, cette femme ici commence à être fatiguée de faire le bien ! » et je me dis, attendons voir quelle récompense il va nous envoyer. Car Dieu seul sait tout. Il a tout créé et il voit tout. Et il va récompenser le bien... Ça fait quinze ans que mon mari est mort et je n'ai jamais laissé mes enfants avoir faim. (...) Quand est venu le moment où j'étais vraiment découragée et que j'en avais jusque-là

¹¹⁹ Entrevue avec Claudia, 3 mars 2001.

¹²⁰ Entrevue avec Claudia, 3 mars 2001.

du travail pour la communauté, il y avaient deux de mes enfants qui allaient travailler et ils m'ont dit : « Maman, il y a une boîte dans notre parcelle. » Je leur ait dit : « Allez, courez, amenez la boîte et allons voir ce qu'il y a dedans. » On ouvre la boîte et elle était pleine de tissus et de matériel. Je me suis demandée comment cela est arrivé ici ? D'où vient ce matériel ? Je suis allée voir ma voisine et je lui ai demandé : « Est-ce à vous cette boîte pleine de matériel ? » Elle me dit que non. Je suis allée voir une autre, mais non ce matériel n'était à personne. Je n'ai jamais pu résoudre comment cette boîte est arrivée dans ma cour. Avec ce tissu, j'ai fait des chemises et plein de vêtements pour mes enfants. C'était un cadeau de Dieu . Je l'ai écrit ici dans mon cœur parce que cela a été une récompense de Dieu.¹²¹

Entrevue avec l'intervenant du CEPAE

Le rôle de promoteur d'Antonio s'inscrit dans le développement organisationnel des associations populaires. Il assiste à certaines réunions dans plusieurs associations de la région, organise des journées éducatives et de manière générale, implante des nouvelles idées et préoccupations pour l'harmonie des groupes et leurs missions en parlant et en partageant avec les gens. Cela implique qu'il doit être présent aux réunions et même qu'il doit arriver avant le début des réunions et quitter après la fin pour observer les réactions informelles et comment les membres du groupe interagissent entre eux afin de connaître la dynamique interne du groupe et pouvoir contribuer à désamorcer des problèmes latents.

Les journées d'éducation peuvent porter sur des thèmes d'intérêt pour les groupes et les possibilités sont infinies. Par exemple, si on note une participation qui se limite aux réunions, sans implication réelle dans les tâches, on peut organiser un atelier sur le rôle des membres dans l'association : les droits et devoirs, les tâches et les responsabilités de la direction, etc. S'il s'agit d'un problème de fléau qui attaque la culture de café, on peut organiser un atelier là-dessus, rechercher l'information et s'organiser pour trouver l'information qui manque. Les ateliers peuvent aussi porter sur des questions de santé, de nutrition, etc. La formule découle de la pédagogie coopérative : laisser les membres discuter le problème, ses causes et trouver des solutions qui leur conviennent. Cela se

¹²¹ Entrevue avec Claudia, 3 mars 2001.

fait avec l'aide d'un animateur, qui est en réalité un facilitateur, en petits groupes ou en grand groupe, en plénière, etc. On donne le rôle de secrétaire aux participants mêmes.

Lui-même, il a trouvé sa vocation à développer des groupes à travers sa participation très active dans les «Clubs» durant les années 70. Les «Clubs» étaient des groupes de contestataires orientés vers le développement de groupes organisés, tels des syndicats, dans les villes et les campagnes.

Il dit que le secret à ce qu'une communauté se développe consiste à ce que les leaders restent dans la communauté. Si la première génération de leaders s'en va, la deuxième aussi va s'en aller et les gens qui restent dans la communauté vont vouloir les imiter. Ainsi, la communauté se vide de sa population et ne se développe pas.

Il confie que le leadership et la sagesse de Nicolas sont naturelle chez lui mais qu'il y en a d'autres qui ont dû apprendre à parler avec plus de douceur pour faire passer leur message, qui était bon et valable, mais qui était mal compris à cause de la manière de l'exprimer.

Selon lui, la particularité coopérative comme le fait de gérer la boulangerie, ou le jardin communautaire, fait en sorte que les membres ont une préoccupation quotidienne pour l'objet de l'association. Ils apprennent à gérer, développent une ouverture sur le monde plus grande, font des relations et des comparaisons avec la manière de travailler du gouvernement et approfondissent leur réflexion.

CHAPITRE 5

ANALYSE

Dans ce chapitre, nous allons répondre aux propositions d'études qui ont été présentées dans le chapitre 3 sur la méthodologie. Les quatre propositions d'étude étaient :

1. Quelles sont les activités dans la coopérative qui développent des changements d'attitude et développent des nouvelles habiletés chez les membres au niveau des dimensions suivantes de la citoyenneté :
 - a) Politique?
 - b) Économique?
 - c) Sociale?
 - d) Culturelle?
2. Quelle relation est-ce que la coopérative et ses membres entretiennent avec la communauté?
3. Quel est le cheminement des membres qui les amènent à développer de nouvelles attitudes et habiletés citoyennes?
4. Quels sont les particularités coopératives qui contribuent à amener ces changements dans les attitudes et les comportements ?

Enchaînons donc immédiatement avec les réponses que l'analyse des résultats de la recherche nous permet de proposer.

5.1 Proposition d'étude #1

Quelles sont les activités dans la coopérative qui développent des changements d'attitude et développent des nouvelles habiletés chez les membres au niveau des dimensions suivantes de la citoyenneté :

- a) Politique?*
- b) Économique?*
- c) Sociale?*

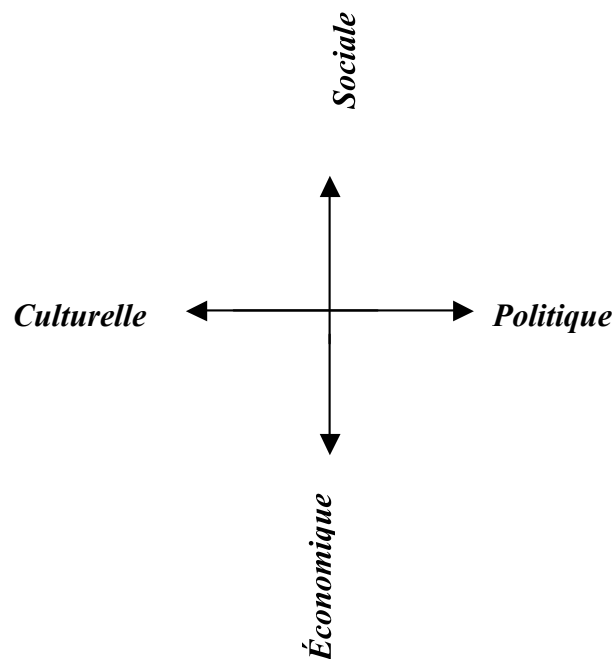
d) *Culturelle?*

Des résultats présentés dans le chapitre précédent, nous pouvons relever un certain nombre d'activités de la coopérative étudiée qui contribuent à développer la citoyenneté :

- Participation à des réunions à l'extérieur
- Participation à des ateliers et journées éducatives offertes par des ONG
- Relation et renforcement entre les membres
- Participation à des grands rassemblements entre plusieurs groupes.
- Appui aux nouveaux groupes organisés de la communauté
- Activités de formations pratiques
- Activités de gestion dans la coopérative
- Participation dans le conseil d'administration de l'association
- Membres régulières déléguées à titre d'informatrice auprès des autres associations
- Membres régulières participent à des missions auprès des autorités locales, institutions, fournisseurs, ou autre, avec des membres du conseil d'administration.
- Présence aux réunions de l'association et observation des autres dans leurs rôles.

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de constater qu'une même activité peut avoir un impact sur plusieurs dimensions. Je vais donc présenter les activités selon une grille différente : Chaque activité va être présentée selon son apport dans chacune des dimensions. Pour ce faire, je vais utiliser le schéma suivant, où l'apport dans chacune des dimensions sera mesuré de façon qualitative (et non quantitative) sur les axes de la figure suivante :

Figure 5.1 : Schéma illustrant le degré de développement de la citoyenneté d'une activité:

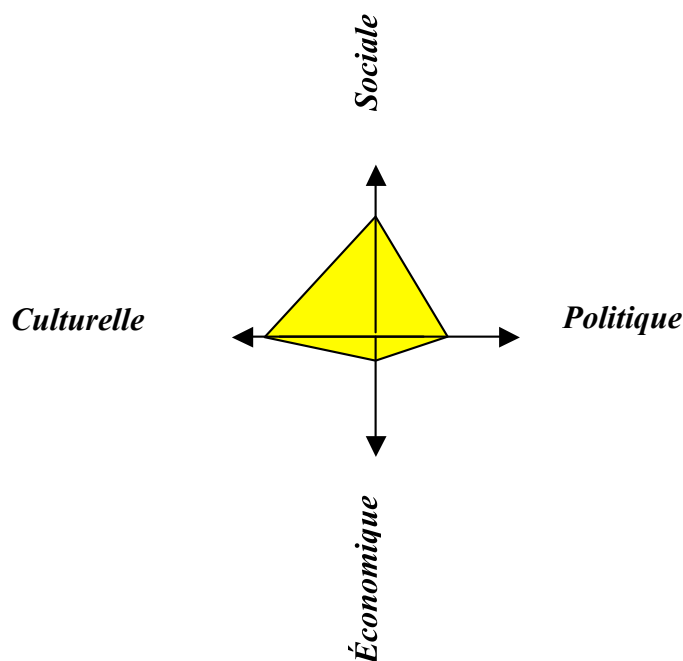


Dans un premier temps, nous allons d'abord classer les activités selon trois grands groupes : les activités de la coopérative à l'extérieur de la communauté, les activités de la coopérative dans la communauté et finalement, les activités internes de la coopérative.

Groupe A : Activités de la coopérative à l'extérieur de la communauté

- Participation à des réunions à l'extérieur intra-régional.
- Participation à des ateliers et journées éducatives offertes par des ONG.
- Participation à des grands rassemblements entre plusieurs groupes et associations du pays.

Figure 5.2 : Schéma illustrant le degré de développement de la citoyenneté engendré par les activités de la coopérative à l'extérieur de la communauté:



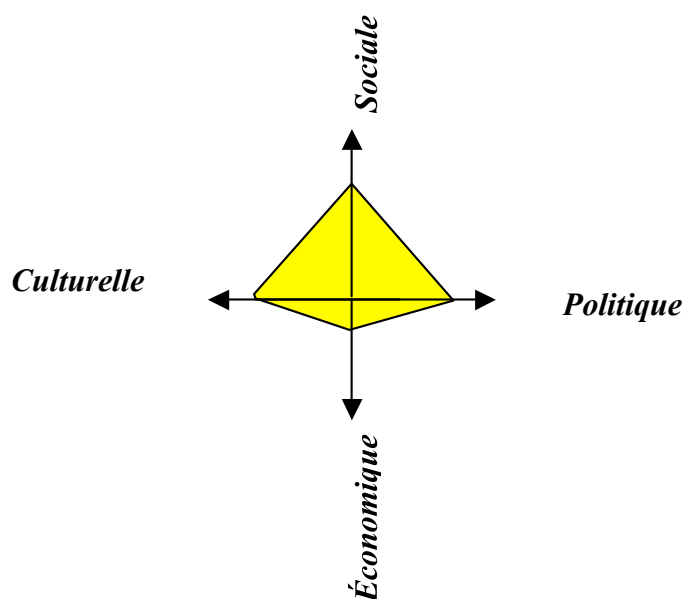
J'ai constaté que ce type d'activité sert énormément à développer les dimensions sociale et culturelle de la citoyenneté. Souvent, les gens des villages ont très peu l'occasion de voyager à l'intérieur du pays, même si les distances sont très courtes, ce qui fait en sorte que les villages vivent dans un isolement relatif. Ce partage avec des groupes d'autres régions du pays, comme lors de grands rassemblements, est une source de partage d'expérience, d'éducation et de socialisation qui amène les gens à épouser de nouvelles mentalités plus progressistes et ouvertes. Par exemple, beaucoup d'éducation sur la place des femmes dans la société (éducation genre et développement) se fait par les ONG lors de grands rassemblements, ce qui contribue à changer les mentalités culturelles par rapport aux femmes et à ce que les femmes se voient elles-mêmes comme des actrices de changement importantes dans la société. D'autre part, les rencontres entre associations provenant d'une même région permettent un partage et une diffusion

d'information qui est la base de l'exercice d'une citoyenneté au niveau politique. Enfin, bien que de façon beaucoup moins marquée, ce type d'activités contribue dans une certaine mesure à développer la dimension économique de la citoyenneté à travers les séances de formation techniques qui sont offertes aux membres des différentes coopératives et associations sur une base nationale ou régionale. Or, même si cela ne se traduit pas par un changement immédiat notable de la situation économique, les connaissances techniques sont la base d'un développement économique plus efficace.

Groupe B : Activités de la coopérative dans la communauté

- Appui aux nouveaux groupes organisés de la communauté (Comités de voisins, Comité de santé).
- Délégation de membres régulières à titre d'informatrice auprès des autres associations de la communauté.
- Participation des membres à des projets et décisions communautaires (ex. représentante de l'association coopérative au sein du Patronato pour la gestion de l'aqueduc).

Figure 5.3 : Schéma illustrant le degré de développement de la citoyenneté engendré par les activités de la coopérative dans la communauté.



Dans l'association coopérative étudiée, les activités de la coopérative dans la communauté développent intensément les dimensions politiques, sociale et culturelle. En effet, au niveau politique, les actes de représentation pratiquent les habiletés essentielles que sont celles de s'informer, consulter, et diffuser l'information. De plus, la participation de représentantes de la coopérative au sein du *Patronato*, pour la gestion de l'aqueduc, est en fait une participation politique réelle à la prise de décision pour l'ensemble de la communauté, avec tout ce que cela comporte comme apprentissages en ce qui a trait à la délibération, l'engagement dans l'action, le suivi et l'évaluation. La dimension sociale est encore développée par l'apprentissage de vaincre sa gêne naturelle pour prendre la parole devant un groupe étranger, ou encore de fraterniser avec d'autres groupes qui ont des intérêts différents. L'appui aux nouveaux groupes organisés comme les *Juntas de Vecinos* (comités de voisins) est un acte de solidarité qui contribue à développer le niveau social de la citoyenneté. Au niveau culturel, ces actions témoignent d'une mutation dans la mentalité des gens qui commencent à croire de plus en plus à la force de travailler ensemble pour transformer la communauté. On voit que les femmes sont fières d'être «organisées» et encouragent les autres à s'organiser en groupes et associations également. Ainsi, on perçoit qu'au niveau culturel, les femmes de la coopérative contribuent à ce que PRÉVOST (1993) appelle la «décristallisation» du milieu.¹²² La décristallisation est la prise de conscience par la communauté qui engendre la volonté de transformer des situations problématiques dans la communauté. Afin qu'un développement communautaire et qu'une prise en charge de la localité soit possible, cette prise de conscience doit être collective, et non seulement se limiter à quelques individus dans une ou certaines organisations. Par ailleurs, la dimension économique n'est développée qu'indirectement, dans le sens que la coopération avec les autres associations et le partage d'informations permettent de percevoir des nouvelles opportunités d'affaires et d'améliorer l'efficacité de la gestion. Il est clair que le réseau de relations créé et entretenu par les membres de la coopérative est un élément

¹²² P. PRÉVOST. *Entrepreneurship et développement local : quand la population se prend en main*, Institut d'entrepreneuriat Université de Sherbrooke, Fondation de l'entrepreneurship, Les Éditions Transcontinentales inc., Montréal, 1993, 198 pages.

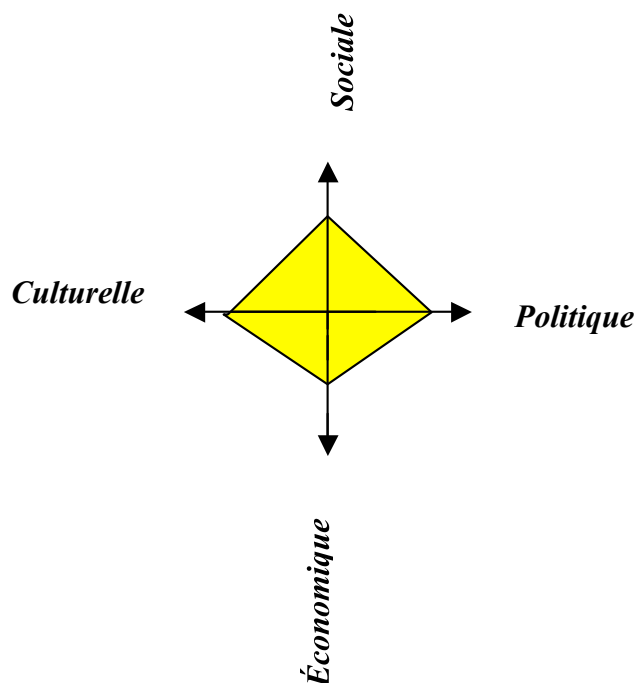
stratégique important pour le développement à long terme de la coopérative¹²³. Par conséquent, les activités de la coopérative dans la communauté jettent une base pour le développement de la dimension économique de la citoyenneté.

Groupe C : Activités internes de la coopérative

- Relations informelles et renforcement entre les membres.
- Activités de gestion dans la coopérative.
- Participation dans le Conseil d'administration de l'association coopérative.
- Présence aux réunions de l'Association coopérative et observation des autres dans leurs rôles.
- Participation de membres régulières à des missions auprès des autorités locales, institutions, fournisseurs, acheteurs, ou autres, conjointement avec des membres du Conseil d'administration.

¹²³ Cet élément stratégique de l'entrepreneur et de la vision d'entreprise fait l'objet d'une étude approfondie et concluante de Louis Jacques Filion, dans *Vision et relations, clefs du succès de l'entrepreneur* (Les Éditions de l'entrepreneur, Montréal, 1991, 272 pages.)

Figure 5.4 : Schéma illustrant le degré de développement de la citoyenneté engendré par les activités internes de la coopératives.



On constate que les activités internes de la coopérative étudiée développent beaucoup chacune des dimensions de la citoyenneté. Au niveau politique, la participation dans le conseil d'administration est un apprentissage de responsabilités politiques et de gestion de la démocratie. Ne serait-ce que d'apprendre comment conduire une réunion de manière démocratique et ordonnée, lorsqu'on devient présidente, est déjà un apprentissage expérientiel important de la démocratie, et par conséquent de la dimension politique de la citoyenneté. Plus encore, le fait que le Conseil d'administration varie d'élection en élection et qu'on favorise la rotation de l'ensemble des membres pour faire tour à tour partie du Conseil d'administration témoigne d'une mutation culturelle vis-à-vis le pouvoir. On se rappelle que dans les débuts de l'Association, il était courant de toujours réélire la même présidente. Au niveau culturel, cet apprentissage est très

important parce qu'il marque un changement dans la mentalité qui était de faire confiance à un chef, quasi aveuglement, et de lui déléguer son pouvoir politique de citoyen, ou de membre dans le cas de l'association coopérative, vers une mentalité où chacun apprend à se faire confiance et est encouragé à prendre des responsabilités et même à partager des responsabilités avec les membres du Conseil d'administration. Dans le même ordre d'idées, la participation des membres régulières à des missions avec des membres du Conseil d'administration est un autre exemple de cette nouvelle culture de pouvoir et responsabilités partagés. En plus, cette pratique évite de surcharger les mêmes personnes et favorise l'éducation et la formation citoyenne au niveau politique, social, et culturel de l'ensemble des membres. Enfin, les activités économiques de la coopérative telles que la participation à la gestion, la production, la vente et les relations avec les fournisseurs contribuent à développer les connaissances de la vie économique et développent par conséquent la dimension économique de la citoyenneté. Par contre, dans la coopérative étudiée, l'entreprise ne faisait pas encore de bénéfices ce qui freine l'ampleur du développement de la dimension économique de la citoyenneté par rapport à son potentiel. En effet, la façon d'utiliser les bénéfices et les impacts sur le niveau de vie des femmes et de la communauté sont des éléments importants à analyser qui peuvent influencer fortement la mesure du développement de la citoyenneté chez les membres. C'est pourquoi sur le schéma, bien que l'ordre de grandeur de la dimension économique soit assez grand, la dimension économique n'est pas illustrée à son degré de développement maximum puisqu'il manque des conditions nécessaires pour son développement optimal potentiel.

Enfin, pour représenter le degré de développement de la citoyenneté engendré par la participation dans l'ensemble des activités de la coopérative, on pourrait additionner l'apport de chaque activité de la coopérative selon les quatre dimensions (politique, sociale, culturelle et économique). Plus précisément, en langage mathématique, cette relation se traduit par l'expression :

$$\text{Degré de citoyenneté développé} = \sum_{i=1}^N VP_i + \sum_{i=1}^N VS_i + \sum_{i=1}^N VC_i + \sum_{i=1}^N VE_i$$

Où N : Nombre d'activités dans la coopérative

VP : Vecteur politique

VS : Vecteur social

VC : Vecteur culturel

VE : Vecteur économique

5.2 Proposition d'étude #2

Quelle relation est-ce que la coopérative et ses membres entretiennent avec la communauté?

Dans le cas étudié, nous avons vu que la coopérative a plusieurs relations directes avec la communauté :

1. Elle apporte un service à la communauté par l'accès à du pain frais fait sur place dans la communauté.
2. Ses membres participent à des réunions et des projets communs avec d'autres associations du village.
3. Ses membres appuient la création de nouveaux groupes organisés dans la communauté et ont aidé à démarrer des comités toujours existants. (exemple : Comités de voisins, Comité de santé).
4. Ses membres contribuent à apporter et diffuser des nouvelles informations dans la communauté à travers son réseau de relations.
5. Ses membres entrent régulièrement en contact avec les autorités municipales, d'autres commerces tels des fournisseurs et des points de vente, avec une banque et avec les associations du village et un regroupement d'associations de la région.

5.3 Proposition d'étude #3

Quel est le cheminement des membres qui les amène à développer de nouvelles attitudes et habiletés citoyennes?

Cette question est plus difficile à répondre en me basant seulement sur mes résultats de recherche. En effet, ma recherche n'était pas une recherche longitudinale dans le temps qui aurait permis d'évaluer l'expérience et la perception des participants à la recherche à des intervalles ou des périodes distinctes dans le temps. Cette recherche fut plutôt une observation d'une séquence unique dans le temps. Néanmoins, en me basant principalement sur les expériences qui ont été racontées durant les entrevues, je peux présenter ici ce que je crois être le processus logique d'éducation à la citoyenneté dans la coopérative étudiée.

Phase 1 : Apprentissage par imitation

Entrée dans la coopérative. Observation des comportements et attitudes des autres et apprivoisement de nouvelles situations. On apprend à imiter les comportements que l'on trouve appropriés. Par exemple, une membre observe comment la Présidente conduit la réunion. Par la suite, lorsqu'elle sera appelée à être Présidente, elle pourra le faire sans trop de difficultés. Ou encore, une membre assiste à un grand rassemblement national et écoute les interventions des autres sans prendre la parole. Par la suite, elle-même se sentira à l'aise de prendre la parole et d'exprimer ses idées et opinions.

Phase 2 : Participation dans l'action

Après avoir observé, la membre se lance dans l'action et expérimente une nouvelle activité. Elle fait les apprentissages relatifs à cette activité par l'action.

Phase 3 : Accumulation de connaissances

Suite à ses nombreuses participations à des activités variées, la membre se sent de plus en plus à l'aise dans une variété de tâches et de situations. C'est un développement intégral de la personne.

Phase 4 : Acquisition de confiance et d'estime de soi

Toutes ces nouvelles expériences contribuent à rendre la membre plus à l'aise et à augmenter sa confiance en elle-même. Son estime de soi augmente et elle se sent capable de relever de plus gros défis. Il s'est effectué une appropriation de pouvoir par

la personne sur plusieurs éléments de sa vie. Il y a un empowerment et une prise en charge de sa destinée puisqu'il y a une meilleure connaissance des outils à sa disposition et son expérience lui a permis d'apprendre à les utiliser. La membre atteint ce que Freire appelle la «conscience critique».

Cependant, ce processus ne tient pas compte de deux conditions essentielles que cette recherche a permis d'identifier. L'entrevue avec Pablo a mis en lumière deux obstacles au développement véritable de la citoyenneté à travers une coopérative : la recherche par les leaders de leur bénéfice personnel et la corruption qui s'en suit, et deuxièmement, le découragement devant des résultats insatisfaisants ou qui tardent à se concrétiser. Les entrevues avec Nicolas et Claudia ont permis d'apporter des éléments de solutions à ces deux grands obstacles. Premièrement, Nicolas a souligné l'importance que la coopérative naisse de la communauté et demeure rattachée à elle et au service de la communauté. **En d'autres mots, il faut que l'entreprise coopérative naisse d'une association de personnes attachées à leur communauté, et non pas essayer de créer une association de personnes à partir d'une entreprise qui réunit des membres seulement dans un but mercantile.** La pérennité de la coopérative et la pureté de son fonctionnement seront d'autant plus forts que la coopérative sera d'autant plus ancrée dans son milieu. La corruption s'installe plus facilement dans une coopérative qui a été créée seulement dans un but mercantile et dont les membres ne partagent pas un territoire ou une communauté commune.

Par ailleurs, l'entrevue avec Claudia a révélé un élément très important qui vient répondre au deuxième obstacle soulevé par Pablo : une personne qui a peu de moyens n'a pas le temps ni l'énergie nécessaire pour travailler pour les autres dans une coopérative où les résultats ne sont pas immédiats car il doit voir en premier à sa propre survie. En effet, si les résultats ne sont pas immédiats, il est normal que la personne se décourage et choisisse d'utiliser son temps à des occupations qu'elle considère plus productives. La réponse de Claudia fut que seule la foi lui a permis de donner autant d'elle-même dans la coopérative et pour la communauté, malgré qu'elle devait travailler elle aussi à sa survie.

D'ailleurs, cette recherche permet de constater que la spiritualité est toujours présente dans les activités de la coopérative : on lit l'Évangile au début de chaque réunion, puis on discute de la signification du passage et l'interprétation qu'on s'en fait. Le village en tant que tel est culturellement très religieux, même s'il ne compte plus de prêtre ni de services de messe. Maria a même confié que l'une des choses qu'elle a apprises grâce à sa participation dans la coopérative est de mieux comprendre les paroles de la Bible.

Ainsi, cette nouvelle donnée vient modifier notre expression mathématique qui indique le degré de développement de la citoyenneté. En ajoutant la dimension de la spiritualité dans notre expression, on obtient :

$$\text{Degré de citoyenneté} = \sum_{i=1}^N VP_i + \sum_{i=1}^N VS_i + \sum_{i=1}^N VC_i + \sum_{i=1}^N VE_i$$

Où \square : degré de spiritualité.

Cette équation sera expliquée dans le chapitre suivant alors que nous nous attarderons à définir cette dimension additionnelle et à élaborer un nouveau modèle qui rend compte de l'exercice de la citoyenneté en considérant l'effet de cette dimension spirituelle.

5.4 Proposition d'étude #4

Quelles sont les particularités coopératives qui contribuent à amener ces changements dans les attitudes et les comportements ?

Clairement, c'est la dimension associative de la coopérative qui permet à ce type d'entreprise d'être un lieu où peut se développer de tant de manières la citoyenneté. Par contre, la coopérative n'est pas qu'une simple association et c'est cette différence qui la rend un si bon véhicule, ou plutôt une si bonne école pour la citoyenneté. Comme l'a fait remarquer Antonio, l'avantage de la coopérative (du moins la coopérative étudiée qui est de type coopérative de travailleurs) par rapport à la simple association est que la coopérative oblige une gestion et une implication quotidienne et continue de sorte que la vie associative continue de se vivre entre les réunions. Cela garde les gens motivés et pendant ce temps, ils continuent d'apprendre, tout en faisant un travail productif. Étant donné qu'il y a du travail à faire entre les réunions, contrairement aux associations, le

groupe reste uni et apprend à travailler ensemble et risque moins de s'égrainer comme il arrive souvent avec les associations.

Cela dit, il demeure sans contredit que ce qui rend la coopérative un milieu idéal pour expérimenter la citoyenneté est l'application des principes et des valeurs coopératives. Si une coopérative met en pratique l'ensemble des principes évoqués par l'Alliance Coopérative Internationale, elle ne peut faire autrement que de développer la citoyenneté chez ses membres et contribuer au développement de sa communauté en général et non seulement de ses membres.

Le chapitre suivant présente le nouveau modèle d'éducation à la citoyenneté qui se dégage de l'analyse de cette étude de cas.

CHAPITRE 6

VERS UN NOUVEAU MODÈLE

À la suite des autres dimensions qui ont été définies dans le chapitre 1, l'analyse nous a fait découvrir une autre dimension sous-jacente à la citoyenneté : la dimension spirituelle. Cette dimension est fondamentale et est reliée de façon différente aux autres dimensions : au lieu de s'additionner aux autres dimensions pour définir le degré d'exercice de citoyenneté, elle multiplie l'étendue des autres dimensions. Ce chapitre s'attardera donc dans un premier temps à répondre à la question : Qu'est-ce que la spiritualité? Dans un deuxième temps, ce chapitre présentera le modèle de mesure du degré de développement citoyen corrigé pour tenir compte de cette nouvelle dimension.

6.1 Qu'est-ce que la spiritualité?

Premièrement, il est très important de ne pas confondre religion et spiritualité, bien que les deux termes soient liés. Alors que la religion a davantage trait aux rites et à la tradition, ce qui sert à créer un sentiment d'appartenance au groupe, je défini plutôt la spiritualité comme étant une quête de la Vérité et du divin.

Bien sûr, la religion a pour but de montrer un chemin vers le divin, mais c'est un ensemble organisé, un ordre social qui assure une certaine cohésion sociale tandis que la spiritualité se vit intérieurement, au niveau de l'individu. Le Petit Larousse Illustré définit la spiritualité ainsi : « Spiritualité : n.f. Qualité de ce qui est esprit, de ce qui est dégagé de toute matérialité. *Spiritualité de l'âme*¹²⁴. » De même, l'adjectif 'spirituel' comporte cette définition : « Spirituel, elle : adj. (lat. *spiritualis*, de *spiritus*, esprit) 1. Qui est de l'ordre de l'esprit, de l'âme.¹²⁵ »

Justement, la spiritualité est intimement reliée avec l'âme de la personne. Il est donc pertinent de rechercher aussi la définition du mot 'âme' :

Âme : n.f. (lat. *anima*, souffle, vie) 1. Principe de vie et de pensée de l'homme. *Union de l'âme et du corps*. **Rendre l'âme* : mourir. 2. a.

¹²⁴ *Petit Larousse Illustré* 1990, Paris, Librairie Larousse, 1989, page 914.

¹²⁵ *Loc. cit.*

Individu, du point de vue moral, intellectuel, etc. *Une âme noble, faible.* * *Bonne âme* : personne compatissante ou, iron., personne malveillante. b. Sens moral personnel, sensibilité. *En votre âme et conscience.* *Vague à l'âme - État d'âme* : sentiment, disposition de l'esprit (souvent jugé déplacé, incompatible avec le rôle social) * *Avec âme* : avec sentiment. c. Personne qui anime, qui dirige qqch. *Il es vraiment l'âme du parti.* d. Litt. Habitant. *Une ville de 900 000 âmes.*¹²⁶

On voit que l'âme est ce qui constitue l'essence de tout être vivant, ce qui communique la vie à la matière. En me basant sur ces définitions et en m'inspirant des lectures dont je ferai part dans les prochaines pages, je propose cette définition suivante de la spiritualité : « *Quête personnelle de la pureté de l'âme, qui aboutit ainsi à constituer l'objectif central de la vie, étant entendu que seule la pureté de l'âme permet la communion avec le divin.* »

En analysant la dimension de la spiritualité chez l'être humain, j'en conclus cependant que l'importance de la spiritualité comme condition qui permet le développement de la citoyenneté n'est pas tellement surprenante, à bien y penser. En y regardant de près, on constate même que la spiritualité faisait déjà partie de la définition de la citoyenneté de certains auteurs que j'ai cité dans le chapitre 1, dont Platon et Miffen :

Platon : Platon considère qu'il faut confier le gouvernement de la Cité à des personnes faisant preuve de retenue et éduquées aux valeurs spirituelles, de courage, de justice et tout ce qui est subordonné à l'idée du Bien. (Chapitre 1, p. 22)

Miffen : *The most objectional element of the entire economic process was not merely the hunger, the malnutrition and other undesirable effects on a standard of living basis; it was that such living conditions inhibited the masses from developing as full human beings in all their faculties – spiritual and emotional as well as physical.* (Cité de MIFFLEN dans le Chapitre1, page 20.)

D'une part, il n'y a rien d'étonnant que la spiritualité soit lié à la citoyenneté car c'est là une sagesse multi-millénaire qui est transmise dans toutes les grandes religions. Voici une sagesse bouddhiste qui illustre l'importance du respect des valeurs spirituelles pour

¹²⁶ *Ibid.*, p.58. Autres sens donnés à l'âme : *Musique* : Petite baguette de bois placée dans un instrument à cordes et qui communique les vibrations à toutes les parties. *Électronique* : **âme d'une cathode* : mince feuille de métal de haute pureté sur laquelle se dépose un métal par voie électrolytique, constituant ainsi la partie centrale de la plaque cathode obtenue.

l'organisation et la direction d'un État. C'est d'ailleurs la même philosophie que l'on retrouve dans les religions judaïque et chrétiennes, hindoue et musulmane :

Lorsque le dirigeant politique agit moralement, son peuple agit avec droiture, et la paix règne dans l'État. Lorsque les dirigeants politiques agissent de façon désordonnée, les citoyens ont tendance à agir de la même manière. Si les dirigeants de l'État n'empêchent pas la pauvreté de se répandre sur leurs territoires, ils causeront le désordre et créeront le manque de respect pour toutes les formes reconnues d'autorité. Les dirigeants politiques doivent donc empêcher que la pauvreté ne survienne et ne s'accroisse dans leur État.¹²⁷

Notons que lorsqu'on parle de conduite morale dans cette citation, on parle bien entendu de conduite qui suit les préceptes de la morale bouddhiste, qui a ceci de commun avec la morale chrétienne, judaïque, hindoue et musulmane : le principe qui se résume à la Règle d'Or : *Agis avec les autres comme tu voudrais que les autres agissent envers toi.*

Ainsi, la religion judéo-chrétienne enseigne que les malheurs du peuple d'Israël dans l'Ancien Testament sont la conséquence des mauvaises actions de leurs rois, qui n'ont pas suivi les préceptes de Yhwh. C'est en ce sens que se comprend la promesse de Dieu faite à David, lui garantissant une lignée royale :

«Quelqu'un des tiens ne manquera jamais de siéger devant moi sur le trône d'Israël, pourvu que tes fils veillent sur leur conduite en marchant devant moi, comme tu as marché devant moi.»¹²⁸

De plus, cette logique renoue avec la sagesse de Platon et son idée de la Cité dirigée par les philosophes, c'est-à-dire les sages de la Cité. La religion hindoue offre un grand exemple contemporain de cette philosophie dont parlait Platon avec le grand maître spirituel que fut Gandhi. Avec sa politique de résistance non-violente¹²⁹, Gandhi avait réellement pour objectif de rendre les citoyens meilleurs. À travers tous ses accomplissements, on ne doit cependant pas oublier que la grande force qui animait les agissements politiques exceptionnels de Gandhi était sa grande force spirituelle¹³⁰.

¹²⁷ M. DION. *Relations d'affaires et croyances religieuses*, Sherbrooke, Productions GGC ltée, 2001, p. 262. (tiré des ouvrages bouddhistes *Jataka*, 111; *Digha-nikaya* 111, 61.)

¹²⁸ *La Bible*, 1Roi 8 v. 25, traduction œcuménique de la Bible, Montréal, Société biblique canadienne, 1997.

¹²⁹ M.K. GANDHI. *Résistance non-violente*, traduit de l'anglais par Daniel Lemoine, Paris, Buchet-Chastel, 1986 (1951), 326 pages.

¹³⁰ Pour une illustration de la spiritualité de Gandhi, voir l'annexe 3.

En effet, avoir la force spirituelle consiste à avoir un espoir et une vision d'un avenir meilleur en basant sa confiance, non pas sur ses propres forces, mais sur une Force extérieure à soi et universelle que l'on appelle Dieu. Cette espérance en un avenir meilleur amène une motivation pour l'action orientée vers le bien et soutient l'effort malgré que les résultats visibles puissent tarder à venir. Plus la foi est grande, plus la résistance est grande et le sacrifice est possible. Ainsi, la spiritualité est un facteur de base pour permettre le processus d'éducation à la citoyenneté. Si le degré de spiritualité est presque nul, comme par exemple dans le cas où l'espérance d'une situation meilleure serait très faible, on ne prendra même pas la peine de faire un effort pour transformer sa situation puisque l'on croit que la situation est désespérée de toute façon. Il n'y aura donc pas d'action ni de participation, donc aucun processus d'éducation à la citoyenneté. Pis encore, si le degré de spiritualité est nul, la vie elle-même est menacée car une vie sans aucun espoir n'a aucun sens : cela mène à des actes d'autodestruction comme le suicide. Par contre, si la foi est grande, la portée des activités de transformation de la communauté est décuplée parce que l'énergie investie dans le processus sera grande car les objectifs sont grands et motivants et on a confiance de les atteindre. C'est pour cela que la dimension spirituelle de la citoyenneté n'est pas une dimension comme les autres et qu'au lieu de s'ajouter aux autres dimensions, elle multiplie leur portée selon le niveau de spiritualité de l'individu. Le niveau de spiritualité dépend de ce en quoi la personne met son espérance : si la personne met son espérance en des choses matérielles pour lui procurer le bonheur, l'argent par exemple, son niveau de spiritualité est plutôt bas – disons entre 0 et 1 ; si par contre, la personne met son espérance en des valeurs ou objets spirituels, tels que le Bien, la Vérité ou Dieu, alors son niveau de spiritualité se situera entre 1 et l'infini.

L'épistémologie postmoderniste nous rappelle que la Vérité est inatteignable, mais qu'il existe des vérités qu'il est possible d'approcher par la science. D'ailleurs, les grandes religions nous indiquent qu'il existe des vérités universelles. Par exemple, le bouddhisme thaïlandais invoque le concept de «socialisme dhammique», ou la communauté basée sur les valeurs spirituelles bouddhistes, comme une de ces vérités universelles. Le socialisme dhammique comme fondement politique de la communauté est l'objet de cette prochaine capsule sur la dimension spirituelle de la citoyenneté.

Capsule dimension spirituelle : le socialisme dhammique

Le texte suivant est issu de l'ouvrage de Michel DION (2001) et explique le fonctionnement d'une communauté fondée sur le 'dhamma', qui est «une compréhension droite du monde naturel, des choses, des êtres et des processus naturels»¹³¹. Cette communauté basée sur la coopération mutuelle n'est pas sans rappeler l'idéal des villages owenistes¹³² :

Le dhamma est ainsi une vérité universelle qui transcende toutes les cultures. Dans cette communauté, chaque personne recherche le bien commun plutôt que ses intérêts personnels. C'est une communauté où règnent la coopération, la douceur et l'amour des autres. Cette communauté implique un style de vie empreint de simplicité et de modération. La «voie moyenne» excluant tout extrême y est à l'honneur. Bouddha enseignait de ne manifester aucun excès en quoi que ce soit. C'est le fondement d'une communauté mutuellement coopérative, telle que Buddhadasa Bhikkhu la propose dans son socialisme dhammique. Une telle communauté démontre une grande préoccupation pour les plus pauvres, le sens du partage, la non-violence, la douceur amoureuse universelle (metta). Le socialisme dhammique est, en ce sens, une critique radicale du néo-capitalisme tout autant que du socialisme basé sur le marxisme. Finalement, le socialisme dhammique est le reflet symbolique du caractère essentiellement coopératif de l'Univers, du règne animal et du règne végétal, des composantes du corps humain.¹³³

Il est intéressant de constater comment la communauté basée sur le socialisme dhammique nous ramène aux communautés rêvées par les pionniers de l'idéal coopératif. En effet, avant même les Pionniers de Rochdale qui ont les premiers écrit les principes coopératifs dans leurs statuts, l'idée des coopératives était étroitement liée à celle, plus générale, de communautés de coopération mutuelle, sans toutefois cet accent sur cette dimension spirituelle comme base de transformation :

¹³¹ M. DION. *Op. Cit.*, p. 262.

¹³² Robert OWEN (1771-1858): Ce riche manufacturier britannique créa les premières coopératives de consommation, tenta de développer des coopératives de production et des villages basées sur la coopération mutuelle.

¹³³ *Loc. cit.*

Qu'il soit toujours rappelé que les Associations actuelles ne sont que des pierres d'attente pour les communautés de coopération mutuelle. Elles ne sont que des moyens vers une fin, une fin qui doit rester constamment en vue. (Déclaration du premier congrès des Associations coopératives de commerce, Manchester, 1831.)

Ou encore :

[...] aspiration à une transformation totale de la société. Car nous sommes issus du grand rêve associationniste. Le Docteur King voulait créer des villages de coopération. Les Rochdaliens sont restés fidèles à ce rêve. Et à travers toutes les circonstances, malgré l'évolution aujourd'hui séculaire de la doctrine coopérative, cet élément a toujours subsisté. Les modalités diffèrent sans doute pour les uns et pour les autres ; mais la volonté de transformation totale se trouve chez tous. (Paul LAMBERT, Doctrine coopérative, 1956.)

Les pages suivantes présentent une synthèse des dimensions de la citoyenneté et reprend le modèle développé dans le chapitre 1 en y incorporant la dimension spirituelle. De même, nous allons reprendre le modèle mathématique développé au dernier chapitre. Ce modèle mathématique peut être utilisé pour illustrer le degré de développement de la citoyenneté chez un individu ou encore dans une population.

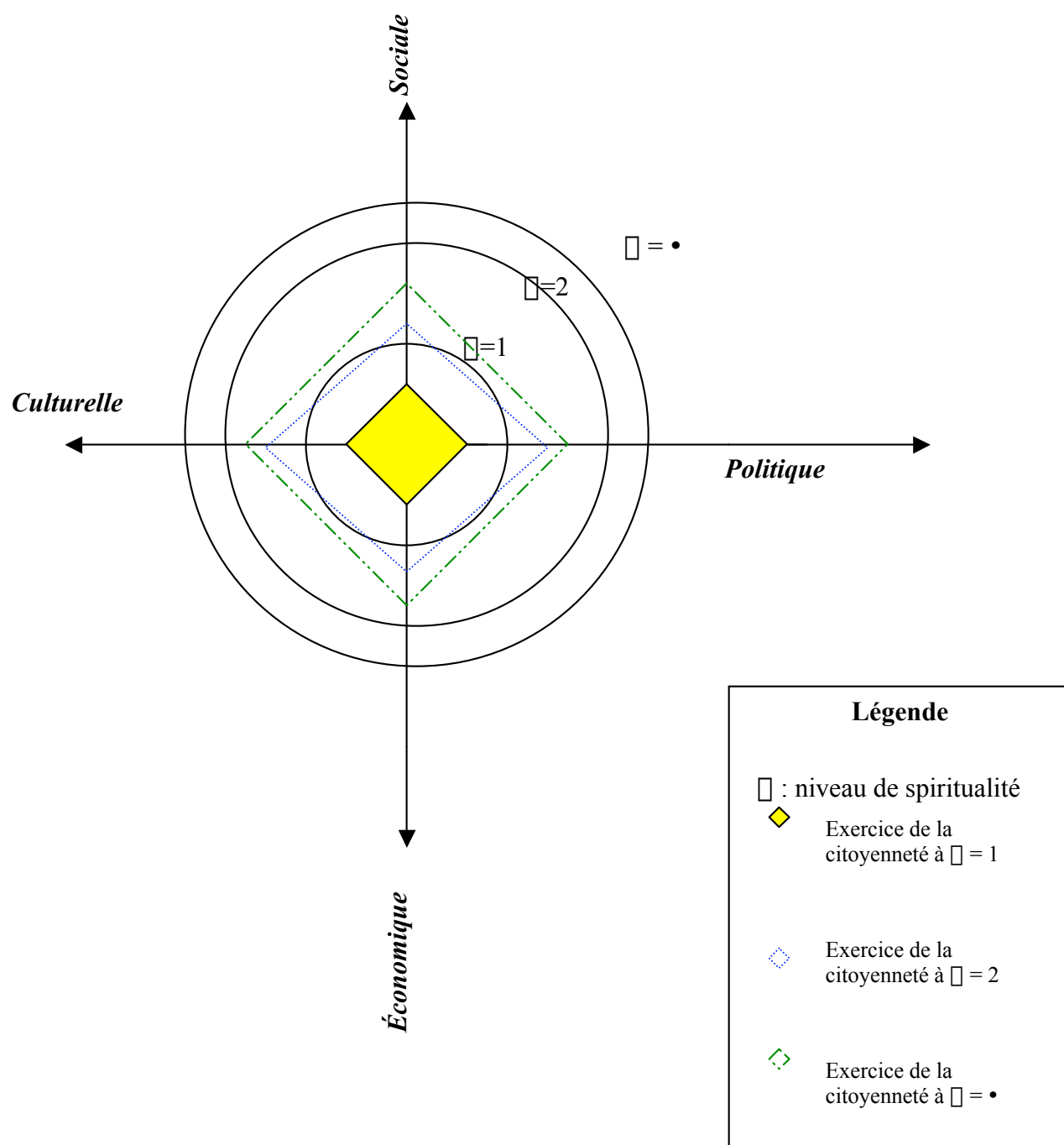
6.2 Modèle de développement de la citoyenneté

Dans un premier temps, reprenons le tableau 1.1, synthèse des dimensions de la citoyenneté, illustré au chapitre 1 et ajoutons la dimension spirituelle de la citoyenneté. Ensuite, je présenterai le nouveau schéma de mesure du développement de citoyenneté en tenant compte de l'impact de la dimension spirituelle. Enfin, nous terminerons avec l'explication du modèle mathématique qui rend compte du processus de développement de la pratique de la citoyenneté.

Tableau 6.2 Nouvelle synthèse des dimensions de la citoyenneté

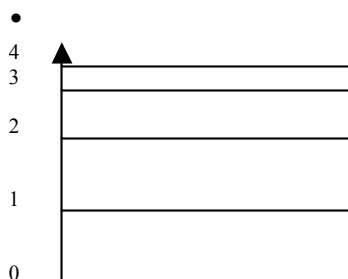
Dimension	Caractéristiques	Exemples d'activités d'éducation
politique	Participation directe à la délibération collective et la prise de décision sur les questions d'intérêt public.	Participation dans une association volontaire de personnes par la présence, l'information, la délibération, la proposition, la décision, l'engagement dans l'action, le suivi et l'évaluation
économique	Autonomie économique et participation à l'enrichissement collectif de la société.	Activités qui développent des habiletés permettant une autonomie financière dans une économie de marché : créativité et sens de l'entrepreneurship, habiletés techniques et professionnelles, appropriation des moyens de production.
sociale	Adoption des valeurs et des comportements sociaux nécessaires à l'harmonie et la cohésion sociale.	Développement du civisme : respect, solidarité et recherche du bien commun, du contrôle de soi, de la justice, ouverture à la différence, sentiment d'appartenance, connaissance de soi et de sa culture.
culturelle	Attitude de participation et d'intervention découlant de la conscience critique de sa capacité à transformer son environnement.	Pédagogie participative favorisant le développement d'une conscience critique. Expérience pratique dans l'action et intervention dans les organisations et mouvements de sa localité.
spirituelle	Espérance qui guide la morale et les actions de l'individu. La nature (matérielle/ spirituelle) de l'objet dans lequel l'individu met son espérance détermine son degré de spiritualité.	Recherche de la purification de l'âme et du détachement des choses matérielles; réalisation que le premier asservissement n'est pas envers les autres mais envers soi-même, or qui est libre ne peut pas être asservi.

Figure 6.2 Grille de mesure de l'exercice de la citoyenneté :



Explications du schéma :

On peut comprendre la logique des niveaux de spiritualité en faisant une analogie avec le modèle de niveaux d'énergie de l'électron de l'atome d'hydrogène tel que développé par Niels Bohr.¹³⁴ Prenons :



Où le niveau énergétique de l'électron se trouve en ordonnée et où les lignes correspondent à l'énergie attribuée aux raies spectrales dégagées par celui-ci (fréquence).

Le modèle de Bohr va comme suit :

Dans l'atome d'hydrogène, l'énergie de l'électron au niveau fondamental [niveau 0] est la plus basse. Plus on voudra éloigner l'électron du noyau et plus on devra lui fournir de l'énergie afin de pouvoir lutter contre la force d'attraction électrostatique qui résulte de l'interaction électron-proton.¹³⁵

On peut faire une analogie avec ce qui se produit lorsqu'une personne développe sa dimension spirituelle et obtient la force (énergie) pour mener à bien des projets de nature citoyenne. Au niveau de la dimension spirituelle, cela se traduit ainsi :

- : totalement spirituel ; atteint le détachement total des désirs matériels

0 : attachement complet aux biens matériels comme source de plaisir ; asservissement au cycle plaisir/souffrance.

¹³⁴ H. EID. *La chimie par le concret : manuel d'apprentissage*, 2^e Édition, Montréal, LIDEC, 1993, pp. 63-67.

¹³⁵ *Ibid.*, p.64.

1,2,3,4... : degrés d'attachement de plus en plus grand aux valeurs spirituelles ; détachement progressif des biens matériels. Un individu spirituel devient un individu plus fort, qui a accès à une source d'énergie plus grande pour effectuer ses activités quotidiennes et demeurer dans la paix d'esprit.

En poursuivant l'analogie jusqu'au bout, l'énoncé de principe serait le suivant :

Chez l'être humain, l'énergie de vie est la plus basse lorsque l'attention est portée seulement sur le matériel. Plus on voudra s'élever vers le spirituel, plus on développera de l'énergie en se détachant des désirs matériels et plus on aura de pouvoir d'action sur les événements de nature terrestre.

6.3 Modèle mathématique

Enfin, nous pouvons représenter la relation entre les activités qui développent ces cinq dimensions de la citoyenneté (politique, économique, sociale, culturelle et spirituelle) et le développement de la citoyenneté à l'intérieur d'un modèle mathématique.

Soit : N activités

I : degré de citoyenneté d'un individu

P : degré de citoyenneté pour l'ensemble d'une population de M individus

\square : degré de spiritualité. Correspond au niveau d'énergie spirituelle.

\square_j : degré de spiritualité relatif à chacun des individus de la population

VP : Vecteur politique

VS : Vecteur social

VC : Vecteur culturel

VE : Vecteur économique

	Activité 1	Activité 2	Activité 3	...	Activité N
$\sum_{i=1}^N VP_i$	VP_1	VP_2	VP_3		VP_N

$\sum_{i=1}^N VS_i$	VS_1	VS_2	VS_3		VS_N
$\sum_{i=1}^N VC_i$	VC_1	VC_2	VC_3		VC_N
$\sum_{i=1}^N VE_i$	VE_1	VE_2	VE_3		VE_N

Ainsi, pour un individu, le degré d'exercice de citoyenneté est représenté par la somme des vecteurs politique (VP), social (VS), culturel (VC) et économique (VE) qui ont été développés par les activités, c'est-à-dire par la somme de son développement au niveau politique, social, culturel et économique tels que décrits dans le chapitre 1. De plus, le degré de développement de citoyenneté chez un individu est aussi affecté par son degré de spiritualité, qui vient renforcer les autres dimensions (VP, VS, VC, VE) en tant que vecteur de pondération (\square). Par exemple, prenons une personne qui, au niveau spirituel, a une foi plus grande. Disons que cette espérance lui permet d'atteindre une énergie spirituelle de niveau 2. Cette personne participe aux mêmes activités et développe les mêmes habiletés citoyennes qu'une autre personne qui a une énergie spirituelle moins développée, de niveau 1. La première augmentera son potentiel de citoyenneté du double par rapport à l'autre, car elle est investie de plus d'espoir et de confiance et se laissera décourager moins facilement.

$$I = \square \sum_{i=1}^N VP_i + \square \sum_{i=1}^N VS_i + \square \sum_{i=1}^N VC_i + \square \sum_{i=1}^N VE_i$$

Pour une population composée de M individus, le degré de citoyenneté de la population est représenté par la moyenne du degré de citoyenneté de chaque individu.

$$P = \frac{\sum_{j=1}^M I_j}{M} = \frac{\sum_{j=1}^M \square \sum_{i=1}^N VP_i + \square \sum_{i=1}^N VS_i + \square \sum_{i=1}^N VC_i + \square \sum_{i=1}^N VE_i}{M}$$

Afin d'arriver à ce modèle, nous avons emprunté des idées à plusieurs domaines de connaissance: sciences de l'éducation, sciences politiques, sciences économiques, théologique et moral, et nous nous sommes même inspirés de la chimie. C'est dire que la citoyenneté est à l'image de l'être humain : un tout complexe qui ne saurait se réduire à quelques éléments. Ainsi, ce modèle veut-il simplement simplifier la compréhension des éléments entrant en relation lorsqu'on parle de l'éducation à la citoyenneté. Il existe certainement d'autres dimensions qui n'ont pas été traitées ici, telles que la dimension physique et émotionnelle du citoyen, qui sont deux éléments supplémentaires dont on doit tenir compte si l'on s'appuie sur la notion de développement intégral de la personne tel que promu par le Mouvement d'Antigonish.¹³⁶

Pour conclure sur ce modèle, malgré son état brut de prototype, je crois que celui-ci peut s'avérer un outil intéressant avec lequel mesurer les activités de la coopérative afin de connaître, de façon qualitative, l'apport de ses activités à la formation de citoyens mieux préparés à exercer leur rôle et à prendre le contrôle du destin de leur communauté. En plus d'un outil de mesure, ce modèle constitue également un outil pour ceux et celles qui souhaitent planifier des activités à l'intérieur de la coopérative qui développe les qualités citoyennes grâce au tableau synthèse des dimensions citoyennes et des exemples d'activités qui les développent.

¹³⁶ M. LAFLAMME. *Pour un virage socio-économique*, Sherbrooke, I. F.C.C., 1983, p. 35.

CONCLUSION

La coopération permet de hausser le rendement de l'agriculture et en même temps, la coopération éduque, elle forme des citoyens, des gens qui peu à peu apprennent à gérer des entités de plus en plus larges et par conséquent à devenir des citoyens capables d'exercer la démocratie.¹³⁷

Dans cette recherche, nous avons tenté de comprendre comment la coopérative devient une école d'éducation à la citoyenneté. Comme le souligne l'auteur de cette citation, la coopérative semble être le véhicule tout indiqué pour former des citoyens qui ont à cœur leur communauté et qui possèdent les outils pour la transformer selon leurs aspirations. Nous avons vu que la citoyenneté se développe par l'action. Dans la coopérative, la citoyenneté se développe par le biais de trois types d'activités ; les activités internes de la coopérative, les activités de la coopérative avec son milieu et enfin, les activités à l'extérieur du milieu. Ces activités permettent de développer les dimensions politiques, économiques, sociales, culturelles et spirituelles de la citoyenneté.

D'autre part, éduquer à la citoyenneté implique de développer des comportements et des attitudes souhaitées et désirables par la société. Dans un certain sens, être citoyen désigne simplement être membre d'une société, que celle-ci soit régie par un modèle démocratique, autocratique, tyrannique, de castes, etc. Pour la présente étude, nous avons pris comme référence la société démocratique. Par conséquent, dans mon mémoire, j'en viens à la conclusion que la coopérative étudiée est une école à la citoyenneté démocratique. De plus, je crois que toutes les coopératives, de par leur structure démocratique et leurs valeurs, ont ce potentiel d'être des écoles à la citoyenneté. Dans ma conception du monde, la société démocratique est celle qui offre le plus de libertés. Toutefois, c'est également celle qui offre le plus de défis : comme le remarquait Platon, la démocratie peut mener au désastre si la majorité des citoyens se

¹³⁷ P. LAMBERT. *Les principes de Rochdale sont actuels*, Bruxelles, Société Générale Coopérative (service animation), 1965, p. 13.

réfugient dans leurs vices au lieu de cultiver leurs vertus. Comme nous le rappellent les grandes religions, la vraie liberté est celle où l'être humain se libère de son asservissement face à ses vices, tels que l'égoïsme, la cupidité, l'avarice et la convoitise. En ce sens, la vraie liberté n'est pas seulement celle que peut garantir la loi, ou les conditions matérielles. Il n'est donc pas étonnant que la spiritualité soit une dimension fondamentale qui amène l'exercice d'une citoyenneté démocratique, donc libre. Cela dit, nous n'avons pas déterminé comment se développe la dimension spirituelle dans la coopérative étudiée, puisque cette dimension n'était pas incluse dans le devis de recherche. En guise de piste de réflexion, voici quatre choses qui, selon le bouddhisme, peuvent être utiles dans la vie après la mort et conduire au bonheur dans la vie actuelle :

1. L'atteinte de l'énergie : peu importe le métier ou la profession, on doit être habile et travailler dur, posséder un esprit de recherche, être capable de faire et d'organiser son travail ;
2. L'atteinte de la vigilance : prendre soin de ses possessions, de sorte qu'elles ne soient pas volées ou endommagées ;
3. Être lié à des gens de statut moral élevé : par ces relations, on devrait développer les vertus de moralité (accomplir ses devoirs), de charité (libérer l'esprit de l'avarice) et de sagesse (éliminer la souffrance) ;
4. La conduite d'une vie équilibrée : on ne devrait pas être trop déprimé, et plutôt ordonner ses affaires selon son revenu.¹³⁸

On remarque que dans toutes les expressions de spiritualité, la renonciation est très présente. En effet :

La renonciation est fondamentale dans l'exercice de ces vertus. Elle est nécessaire pour que la générosité, l'attention aux autres êtres humains se réalisent et que s'accomplisse ainsi une parfaite harmonie dans la société.¹³⁹

Ceci n'est pas sans rappeler l'anecdote racontée par Claudia au sujet des paniers de Noël qu'elle a demandés pour plusieurs autres membres de la communauté avant elle-même.

¹³⁸ M. DION. *Op. Cit.*, p.262.

Coopératives, sociétés et démocratie

Ainsi, grâce à sa petite taille, la coopérative est un endroit où peut s'exercer la citoyenneté sous une forme plus complète que dans la société élargie. C'est ce qu'Alexis de Tocqueville avait en tête lorsqu'il affirma que les associations et les groupes étaient un endroit où peut se vivre la citoyenneté dans un premier temps, en espérant que ces habiletés soient transférables à l'échelle de l'État. Mais que se passe-t-il lorsque la coopérative grandit, et ne forme plus une communauté aussi restreinte ? C'est précisément ce thème que Lambert avait commenté en 1965 avec la réflexion suivante :

Quand vous avez une petite coopérative, il est facile d'avoir une démocratie vivante, mais c'est une démocratie qui n'a rien à dire, car cette petite coopérative ne peut rien faire d'autre que de pratiquer les prix ambiants, elle ne peut en rien influencer le monde extérieur, elle est bien trop faible. Dans une grande coopérative, il est bien vrai que la démocratie devient indirecte, qu'elle pose pas mal de problèmes quant à son fonctionnement, mais c'est une coopérative qui peut changer le monde ambiant, influencer les prix, modifier la répartition du revenu national.¹⁴⁰

Cette problématique soulève toute l'importance de l'éducation à la citoyenneté dans la coopérative, car la coopérative ne va pas rester indéfiniment petite et il doit y avoir des mécanismes qui assurent la transmissions des habiletés citoyennes. De toute évidence, la coopérative ne peut pas former à la citoyenneté par son contenu, cela n'est pas son rôle, mais plutôt en étant l'espace où se vit ce processus d'apprentissage de la citoyenneté. En d'autres termes, la citoyenneté s'apprend par l'action et la coopérative est l'espace où se déroule l'action.

Nous pouvons faire un parallèle intéressant avec le sport. L'athlète ne s'exerce pas à son sport en lisant et en écoutant des discours sur les mouvements qu'il doit faire dans telle ou telle situation. Tout d'abord, l'athlète s'exerce en pratiquant son sport, en expérimentant, en jouant.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 257

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.17.

Bien sûr, lire des livres, écouter son entraîneur ou discuter de la meilleure façon d'exécuter un mouvement ne peut que l'aider à s'améliorer, mais cela ne suffit pas, jusqu'à ce qu'il ait l'occasion de le mettre en pratique.

De même, des comportements se modifient en répétant encore et encore les actions qu'on veut émuler, en s'ajustant et en se confrontant à la réalité. Le rôle de l'éducateur dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté est semblable à celui d'un entraîneur.

L'entraîneur ne s'entraîne pas à la place de l'athlète : il l'encadre. Il corrige, il observe, il s'informe et recherche des nouvelles techniques d'entraînement pour aider l'athlète à arriver à son objectif d'excellence, c'est-à-dire libérer son potentiel. Dans ce cadre, tout le monde peut aspirer à l'excellence car nous avons tous un potentiel à libérer, à exploiter, à développer. L'entraîneur propose des exercices mais tôt ou tard il les ramène à la réalité. On ne peut pas compartimenter et disséquer un mouvement indéfiniment, de même pour le savoir, il faut souvent intégrer et réintégrer pour mesurer le progrès dans la réalité et la valeur des exercices.

Un éducateur à la citoyenneté doit d'abord demander «Qu'est-ce que vous voulez accomplir ?». Généralement, le projet aura une dimension communautaire, ou du moins collective.

Ensuite, il doit mesurer les manques et les obstacles à surmonter et ensuite entraîner sa troupe afin qu'elle puisse atteindre ses objectifs. Il leur fera faire des exercices pour développer certaines habiletés précises, mais en même temps, il leur fournira beaucoup d'occasions de s'exercer, d'abord en environnement protégé, fermé, et ensuite viendra le vrai test dans le monde, c'est-à-dire l'accomplissement de l'objectif.

L'éducateur encadre, motive, encourage, corrige et pousse à aller plus loin, à repousser ses limites en augmentant progressivement ses exigences.

Voilà tout le défi de l'éducation à la citoyenneté. Il apparaît, à la suite de cette étude, que l'éducation à la citoyenneté n'est pas un objectif qu'on peut laisser à tout hasard dans une coopérative, en espérant que les habiletés vont se développer toutes seules, comme par osmose. Cela peut très bien arriver, comme cela peut ne pas arriver du tout. En outre, plus la coopérative est grande, plus les activités d'éducation à la citoyenneté doivent être pensées et coordonnées afin que la démocratie puisse effectivement s'exercer. En fait, l'éducation à la citoyenneté exige un programme d'activités élaboré consciemment dans le but d'atteindre un objectif qui a été choisi et énoncé. Plus l'objectif sera grand et attrayant, plus les efforts déployés en vaudront la peine.

À une plus grande expectative des partenaires est associé un meilleur apprentissage.¹⁴¹

¹⁴¹ J. JEAN BROCHU. *Op. Cit.*, p. 38.

BIBLIOGRAPHIE

Livres :

APPAY, Béatrice et al. *Précarisation et citoyenneté*, Cahiers du GEDISST no 23- 1998, Condé-sur-Noireau (France), l'Harmattan, 1998, 153 pages.

BATTEN, T.R. *Training for Community Development*, 3e édition, Londres, Oxford University Press, 1965 (1962), 192 p.

BAUDRILLAR, Jean et al. *Citoyenneté et urbanité*, Paris, Éditions Esprit, 1991, 175 pages.

BERG, Bruce L. *Qualitative Research Methods for the Social Sciences*, 3e édition, Needham Heights, MA (USA), Allyn & Bacon, 1998 (1989), 290 pages.

BEAUD, Stéphane et Florence WEBER. *Guide de l'enquête de terrain*, Coll. «Guides repères», Paris, La Découverte, 1997, 327 pages.

BOISVERT, Yves. *L'analyse postmoderniste : une nouvelle grille d'analyse socio-politique*, Coll. «Logiques sociales», Montréal, Éditions l'Harmattan, 1997, 241 pages.

BOISVERT, Yves. *Le postmodernisme*, Coll. «Boréal Express», Montréal, Boréal, 1995, 123 pages.

BOISVERT, Yves. *Le monde postmoderne*, Coll. « Logiques Sociales», Montréal, Éditions l'Harmattan, 1996, 151 pages.

BOISVERT, Yves ; Jacques HAMEL et Marc MOLGAT (sous la direction de). *Vivre la citoyenneté : Identité, appartenance et participation*, Coll. «Éthique publique (hors série)», Montréal, Éditions LIBER, 2000, 188 pages.

BROWN, Frank pour le National Task Force on Citizenship Education. Institute for Development of educational activities. *Education for Responsible Citizenship: the Report of the National Task Force on Citizenship Education*, New-York, McGraw-Hill Book Company, 1977, 230 pages.

CENTRO DE PLANIFICACION Y ACCION ECUMENICA (CEPAE). *CEPAE : Filosofía, Estrategia y Política*, Santo Domingo, Republica Dominicana, 2000, 48 pages.

COENEN, Marie-Thérèse. *De l'égalité à la parité : le difficile accès des femmes à la citoyenneté*, Coll. «Quartier Libre», Bruxelles, Éditions Labor, 1999, 87 pages.

COLLADO, Faustino. *Retos de la democracia*, Santo Domingo, République Dominicaine, Centro de Planificacion y Accion Ecuminica (CEPAE), 1999, 215 pages.

CRÉMIEUX, Colette. *La citoyenneté à l'école*, Coll. «École et société», Paris, Éditions SYROS, 1998, 197 pages.

CROISSET, Maurice. *La République de Platon: étude et analyse*, Coll. «Les chefs-d'œuvre de la littérature expliqués», Paris, Éditions Mellottée, 1946, 325 pages.

DE KETELE, Jean-Marie et Xavier ROEGIERS. *Méthodologie du recueil d'informations*, Coll. «Pédagogie et développement», Bruxelles, Éditions De Boeck Université, 1991, 215 pages.

DION, Michel. *Relations d'affaires et croyances religieuses*, Sherbrooke, Productions G.G.C. ltée, 2001, 343 pages.

EID, Henri. *La chimie par le concret : manuel d'apprentissage*, 2^e édition, Montréal, Lidec, 1993, 475 pages.

ELBEZ, Michaël et Denise HELLY. *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Coll. «Prisme», Québec, Les Presses de l'Université Laval/ l'Harmattan, 2000, 260 pages.

FILION, Louis Jacques. *Vision et relations, clefs du succès de l'entrepreneur*, Les Éditions de l'entrepreneur, Montréal, 1991, 272 pages.

FREIRE, Paulo, *L'éducation: pratique de la liberté*, 4^e édition, traduit du brésilien, France, Les éditions du Cerf., 1978(1967), 154 pages.

FREIRE, Paulo, *Pédagogie des opprimés (suivi de Conscientisation et Révolution)*, 2^e édition, Coll. «Petite collection Maspero», traduit du brésilien, Paris, Librairie François Maspero, 1974(1969), 205 pages.

GANDHI, M.K. *Résistance non-violente*, traduit de l'anglais par Daniel Lemoine, Paris, Buchet/Chastel, 1986 (1951 version anglaise, Inde), 326 pages.

GERTLER, Michael. *Rural Co-operatives and Sustainable Development*, Saskatoon, Centre for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan, 2001, 30 pages.

GRAWITZ, Madeleine. *Méthodes des sciences sociales*, Coll. «Précis Dalloz», 9^e édition, Paris, Dalloz, 1993.

HAYEK, Friedrich. *La route de la servitude*, Coll. «Quadrige», 2^e édition, Traduction de G. Blumberg, Paris, Presses Universitaires de France, 1993 (1946), 176 pages.

HERZOG, Philippe et al. *Quelle démocratie, quelle citoyenneté?*, Coll. «Perspectives», Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 1995, 159 pages.

JASMIN, Danielle. *Le conseil de coopération: un outil pédagogique pour l'organisation de la vie en classe et la gestion des conflits*, Montréal, Les Éditions de la Chenelière/Mcgraw-Hill, 1994, 121 pages.

JUDD, Charles M. et al. *Research Methods in Social Relations*, 6e édition, Orlando, Floride, Hartcourt Brace Jovanovich College Publishers, 1991 (1959), 573 pages.

LAFLAMME, Marcel. *Pour un virage socio-économique*, Éditions Institut de formation culturelle des cadres, Sherbrooke, 1983, 132 pages.

LAMBERT, Paul. *La doctrine coopérative: nouvel examen de son histoire, problèmes et perspectives*, s.l., 1956, 36 pages.

LAMBERT, Paul. *Les principes de Rochdale sont actuels*, Bruxelles, Société Générale Coopérative (service animation), 1965, 21 pages.

MACHIABEL, *Le Prince et autres textes, (préface de Paul Veyne)*, Coll. «folio classique texte intégral», Saint-Amand, France, Gallimard, 1980, 473 pages.

MARCOTTE, François. *L'action communautaire : ses méthodes, ses outils, ses rouages et sa gestion*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986, 141 p.

MARSHALL, Catherine et Gretchen B. ROSSMAN. *Designing Qualitative Research*, Sage Publications, Newbury Park, Californie, 1989, 168 pages.

MARZOUK, Abdellah, John KABANO et Pauline CÔTÉ. *Éduquer à la citoyenneté à l'école. Guide pédagogique.*, Coll. «Théories et pratiques dans l'enseignement», Outremont (Québec), Les Éditions LOGIQUES inc., 2000, 124 pages.

McCALL, George et J.L. SIMMONS. *Issues in Participant Observation: a Text and Reader*, Addison-Wesley Publishing Company, Reading, Massachusetts, 1969, 359 pages.

MICHIELS, Jean-Pierre et Dimitri UZUNDIS. *Mondialisation et citoyenneté*, Coll. «Économie et Innovation», Paris, Éditions l'Harmattan, 1999, 239 pages.

MILES, Matthew B. et A. Michael HUBERMAN. *Qualitative Data Analysis : a Sourcebook of New Methods*, Beverly Hills, CA, Sage, 1984, 262 pages.

PATTERSON, Franklin, *The Adolescent Citizen*, Illinois, Free Press, 1960, 387 pages.

PRÉVOST, Paul. *Entrepreneurship et développement local : quand la population se prend en main*, Institut d'entrepreneuriat Université de Sherbrooke, Fondation de l'entrepreneurship, Les Éditions Transcontinentales inc., Montréal, 1993, 198 pages.

ROUSSEAU, Jean-Jacques. *Du contrat social*, Coll. «GF Flammarion», Paris, Flammarion, 1992, 187 pages.

THIÉTART, Raymond-Alain et al. *Méthodes de recherche en management*, Paris, Dunod, 1999, 535 pages.

YIN, Robert K.. *Case Study Research, Design and Methods*, Newbury Park, CA, Sage, 1989 (1984).

La Bible, trad. Œcuménique de la Bible, Toronto/Montréal, Société biblique canadienne, 1997, 1861 pages.

Revues :

MIFFLEN, F.J. «The Antigonish Movement: a Summary Analysis of its Development, Principles and Goals», dans *Revue du CIRIEC Coopératives et Développement : 20 ans de rétrospective*, vol.21, no 1, 1989-90 (antérieurement publié dans le vol. 10, nos 1-2, 1976-77), pp. 101-122.

COMTOIS, Gilles et al. « L'éducation coopérative : utopie et réalité. » *Revue du CIRIEC*, vol.14, no 1, 1981-82.

Essais :

PETIT, Michel. *Recherche exploratoire : La participation en milieu coopératif*, Essai (MSc) IRECUS, Décembre 1985, 75 pages.

Documents:

DION, Bastien, «La méthode des cas : rédaction et pédagogie», *Formation en gestion et développement des coopératives en Amérique latine*, IRECUS, 28 février 1998, 9 pages.

Forum GIRESQ/AQOCI, *Le rôle des coopératives dans le développement des pays du tiers-monde*, Collection Essais, No 15, IRECUS, Université de Sherbrooke, Septembre 1988, 59 pages.

JEAN BROCHU, Janot. *L'éducation coopérative comme stratégie d'éducation alternative*, Coll. «Essais», No 16, IRECUS, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, septembre 1989, 86 pages.

Auto-Diagnostico Comunitario de Salud, La Monteria, Bani, Provincia Peravia, République Dominicaine, Juin-décembre 1993, 65 pages.

Historia/Logros/Esperanzas y retos a los que nos hemos enfrentado durante los 20 años de existencia de la Asociación Agrícola Pro-Desarrollo Bella India Inc.: 1979-1999, Caoba, La Monteria, Bani, Rep. Dominicana, 1999, 11 pages.

Dictionnaire

Petit Larousse illustré 1990, Paris, Librairie Larousse, 1989, 1680 pages.

Notes de cours:

Notes de cours, POL 113- Histoire des idées politiques, Jean-Herman GUAY, septembre 1996, Département d'Histoire et de Sciences politiques, Université de Sherbrooke.

Notes de cours, COP 612-Formation et éducation coopérative, Nicole ST-MARTIN, Hiver 2000, Maîtrise en gestion et développement des coopératives, IRECUS.

Actes de colloques et de conférences

COLLOQUE DU CENTRE D'ENTREPRENEURIAT ET DE PME ET LE CENTRE SAHEL SUR L'ENTREPRENEURSHIP COLLECTIF : «*L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF : UNE PERSPECTIVE DE DÉVELOPPEMENT*», (1995 : Université Laval, Québec, QC). *Allocution de Nicole ST-MARTIN. « L'entrepreneuriat féminin collectif: une stratégie pour un développement durable», dans le cadre du colloque «L'entrepreneuriat collectif : une perspective de développement», Novembre 1995, Documents et conférence, DOC 97-03 (DOC 95-02 révisé), IRECUS, Université de Sherbrooke, 17 pages.*

Internet

ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE. *Déclaration sur l'Identité coopérative Internationale*, <http://www.coop.org/ica/fr/frprinciples.html>, 2001.

ANNEXES

ANNEXES

Annexe 1

Grille d'observation

Grille d'observation

Groupe observé, date

Nombre de personnes présentes (convertir en % de membres)

Retour et évaluation des actions passées

Nombre de points d'information

Contenu de l'information

Nombre d'intervenants

Nombre de questions de l'assemblée

Contenu des questions

Délibération et discussion

Décrire la prise de décision

Engagement des membres à l'application des décisions

Annexe 2

Guide d'entrevue semi-dirigée

Entrevista de Investigación

Presentación :

Yo soy Yoseline Leunens y estoy actualmente haciendo una investigación para mi tesis de maestría en Gestión y Desarrollo de Cooperativas, en la Universidad de Sherbrooke, en Canada.

El tema de mi investigación es la relación entre la participación en una cooperativa y la educación a la ciudadanía.

Me gustaria hacer algunas preguntas a usted durante una entrevista personal que va a durar mas o menos una hora. Voy a utilizar sus contestas para hacer mi tesis.

Usted acepta de participar a este investigación? Si usted le quiere, sus constestas pueden ser confidentiales y no voy a usar su nombre en mi tesis. Pero, si usted me le permite, yo voy a usarlo. Usted me permite de usar su nombre en mi tesis o quiere que sus constastas sean confidentiales?

Contestas confidentiales: si _____ no _____

Yo soy de acuerdo par participar en este investigación:

(firma) _____

(fecha) _____

Muchas gracias para aceptar de participar en mi investigación. Su ayuda es muy importante.

Si usted esta de acuerdo, vamos a empezar la entrevista.

Fecha:

Lugar:

1. Según usted, que es una cooperativa?
2. Usted considera su asociación igual a una cooperativa o no?
3. Cuales son las actividades economicas de su asociación?
4. Según usted, cuales son comportamientos de ciudadano?
5. Desde cual año usted es miembro (o miembra) de la asociacion?
6. Porqué usted se hizo miembro (o miembra) de este asociacion y como se paso eso?
7. Cual es su carga en la asociacion? Describeme lo que usted hace y contribuye a la asociación.
8. Ha cumplido otros papeles en la asociacion, antes? Cuales?
9. Describeme su contribución al desarrollo de la comunidad:
 - Al nivel de su presencia a las actividades?
 - Al nivel de compartir las informaciones que usted tiene?
 - Al nivel de participar en las discusiones en relacione con la comunidad?
 - Al nivel de participar en la toma de decisiones?
 - Al nivel de su compromiso en acciones reales por el desarrollo de la comunidad?
 - Otro?
10. Como se hacen las evaluaciones en su asociacion? Usted participan a las evaluaciones? Propone ideas, cosas par mejorar, etc.?
11. Qué aprendio de mas importante a través su participacion en la asociacion?
12. Tiene una diferente percepción de la comunidad desde que usted esta en la asociacion? Como estaba su percepcion antes y como esta ahora?
13. Su participación en la asociacion le ha influido a adoptar algunos comportamientos diferentes? Describeme los cambios.
14. Usted ha notado algunos cambios en el comportamiento de otros desde que han empezado a participar en la asociacion? Describeme eso.
15. Hay otra cosa que usted quiere compartir conmigo sobre su experiencia en la asociacion cooperativa?
16. Cumplir las informaciones de identificación personal arriba (edad, ocupación).

Nombre:

Asociacion:

Ocupacion:

Edad:

Muchas gracias para esta entrevista.

Annexe 3

Spiritualité de Gandhi et leadership politique

Extrait de : M. K. GANDHI, *Résistance non-violente*, Paris, Buchet-Chastel, 1986 (1951), page 87.

BRAHMACHARYA ET SATYAGRAHA

La parole d'un général du satyagraha [adhérence à la Vérité ; désobéissance ou résistance civiles non-violentes] doit manifester sa puissance, une puissance procurée non par la possession illimitée d'armes, mais par une vie pure, une vigilance stricte et une application continuelle. Cela est impossible hors de l'application du *brahmacharya*. Celle-ci doit être aussi complète qu'il est humainement possible. *Brahmacharya*, ici, ne signifie pas seulement domination du corps, mais beaucoup plus. Cela signifie : domination totale des sens. Une pensée impure est donc une atteinte au *brahmacharya* ; de même que la colère. Tout pouvoir provient de la conservation et de la sublimation de l'énergie responsable de la création de la vie. Cette vitalité, cultivée et non dissipée, peut être transformée en énergie créatrice d'un ordre supérieur. Sinon, elle est continuellement, et même inconsciemment, dissipée par des pensées mauvaises ou mêmes involontaires, désordonnées et non désirées. Et comme la pensée est à la source des paroles et des actes, la qualité de ces derniers dépend de la première. Dominer parfaitement sa pensée permet donc d'acquérir un immense pouvoir qui peut devenir «auto-agissant». Telle est selon moi la signification de la prière silencieuse du cœur. Si l'homme est à l'image de Dieu, il lui suffit de vouloir une chose, dans la sphère limitée qui lui est dévolue, pour qu'elle advienne. Ce pouvoir n'est pas à la portée de celui qui dissipe son énergie, tout comme la vapeur, dans un tube percé, ne produit aucune puissance. L'acte sexuel, distinct de la volonté délibérée de procréer, est une forme grossière et typique de dissipation, condamné à juste titre. Mais, pour celui qui doit contrôler des foules entières en vue de l'action non-violente, la domination presque totale que je viens de décrire doit être tentée et virtuellement accomplie.

Elle est inaccessible sans la grâce de Dieu.